

Distribution limitée

WHC-99/CONF.209/5  
Paris, le 19 novembre 1999  
Original : anglais, français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE  
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Vingt-troisième session extraordinaire  
Marrakech, Maroc  
29 novembre – 4 décembre 1999

**Point 4 de l'ordre du jour provisoire : Rapport du Rapporteur de la troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial (Paris, 12 juillet 1999).**

Distribution limitée

WHC-99/CONF.205/5  
Paris, le 19 novembre 1999  
Original : anglais, français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE  
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

**COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL**

**Troisième session extraordinaire  
Paris, Siège de l'UNESCO (Salle XI)  
12 juillet 1999**

**RAPPORT DU RAPPORTEUR**

## TABLE DES MATIERES

		<b>Pages</b>
<b>I</b>	Séance d'ouverture.	<b>3</b>
<b>II</b>	Adoption de l'ordre du jour, de l'ordre du jour annoté et du calendrier.	<b>4</b>
<b>III</b>	Introduction à la session extraordinaire.	<b>4</b>
<b>IV</b>	Présentation par les autorités australiennes de leurs rapports concernant le Parc national du Kakadu, Australie. Rapport sur les efforts de prévention de nouveaux dégâts et de réduction de tous les risques identifiés dans le rapport de la mission du patrimoine mondial.	<b>6</b>
<b>V</b>	Présentation des organismes consultatifs concernant le rapport des autorités australiennes sur les efforts de prévention de nouveaux dégâts et de réduction de tous les risques identifiés dans le rapport de la mission du patrimoine mondial.	<b>10</b>
<b>VI</b>	Présentation par les autorités australiennes de leurs rapports concernant le Parc national du Kakadu, Australie. Examen des questions scientifiques par le scientifique australien chargé de la supervision.	<b>11</b>
<b>VII</b>	Présentation du rapport du Comité scientifique indépendant sur l'examen des questions scientifiques par le scientifique australien chargé de la supervision.	<b>11</b>
<b>VIII</b>	Réponse du Scientifique australien chargé de la supervision au rapport du Comité scientifique indépendant de l'ICSU.	<b>11</b>
<b>IX</b>	Réponse du chef du Comité scientifique indépendant de l'ICSU.	<b>11</b>
<b>X</b>	Résumé des débats.	<b>12</b>
<b>XI</b>	Décision de la troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial concernant le Parc national du Kakadu, Australie.	<b>24</b>
<b>XII</b>	Questions diverses.	<b>26</b>
<b>XIII</b>	Adoption du rapport de la session.	<b>26</b>
<b>XIV</b>	Clôture de la session	<b>26</b>
<b>Annexe I</b>	Liste des participants.	<b>27</b>
<b>Annexe II</b>	Déclaration du représentant du Directeur général de l'UNESCO.	<b>39</b>
<b>Annexe III</b>	Lettre de M. Phillip Shirvington, Chef exécutif de la compagnie Energy Resources Australia, 12 juillet 1999.	<b>40</b>
<b>Annexe IV</b>	Présentation de M. Roger Beale, Secrétaire, Département de l'environnement et du patrimoine, Australie.	<b>46</b>
<b>Annexe V</b>	Déclaration de Mme Yvonne Margarula, Présidente, Gundjehmi Aboriginal Corporation, Territoire du Nord, Australie.	<b>55</b>
<b>Annexe VI</b>	Déclaration conjointe de l'ICCROM, l'ICOMOS et l'UICN présentée par le Dr Patrick Dugan, UICN.	<b>56</b>
<b>Annexe VII</b>	Déclaration présentée par M. Jean-Louis Luxen, Secrétaire général, ICOMOS.	<b>59</b>
<b>Annexe VIII</b>	Déclaration présentée par M. Herb Stovel, ICCROM.	<b>62</b>
<b>Annexe IX</b>	Présentation du Dr Arthur Johnston, Scientifique australien chargé de la supervision.	<b>64</b>
<b>Annexe X</b>	Présentation du Professeur Brian Wilkinson, chef du Comité scientifique indépendant de l'ICSU.	<b>68</b>
<b>Annexe XI</b>	Réponse du Dr Arthur Johnston, Scientifique australien chargé de la supervision à l'examen des questions scientifiques par l'ICSU.	<b>73</b>
<b>Annexe XII</b>	Déclaration de la Thaïlande.	<b>77</b>
<b>Annexe XIII</b>	Déclaration du Japon.	<b>79</b>
<b>Annexe XIV</b>	Déclaration de la France.	<b>81</b>
<b>Annexe XV</b>	Déclaration du Canada.	<b>84</b>
<b>Annexe XVI</b>	Déclaration des Etats-Unis d'Amérique.	<b>87</b>
<b>Annexe XVII</b>	Déclaration du Zimbabwe.	<b>88</b>
<b>Annexe XVIII</b>	Déclaration du Mexique.	<b>89</b>
<b>Annexe XIX</b>	Déclaration de Cuba.	<b>90</b>
<b>Annexe XX</b>	Déclaration du Niger.	<b>91</b>
<b>Annexe XXI</b>	Déclaration de la Finlande.	<b>93</b>
<b>Annexe XXII</b>	Déclaration de l'Italie.	<b>94</b>
<b>Annexe XXIII</b>	Déclaration du Maroc.	<b>95</b>
<b>Annexe XXIV</b>	Déclaration de l'Equateur suite à l'adoption de la décision par le Comité.	<b>96</b>
<b>Annexe XXV</b>	Déclaration de M. Mounir Bouchenaki, Directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.	<b>97</b>

## **I. SEANCE D'OUVERTURE**

**I.1** La troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, France, le 12 juillet 1999, à la demande de la vingt-deuxième session du Comité (Kyoto, Japon, 30 novembre – 5 décembre 1998) “pour décider de l'inscription immédiate du Parc national du Kakadu [Australie] sur la Liste du patrimoine mondial en péril” (voir paragraphe VII.28 WHC-98/CONF.203/18).

**I.2** La session du Comité a réuni les vingt et un membres du Comité : Australie, Bénin, Brésil, Canada, Cuba, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Liban, Malte, Mexique, Maroc, Niger, République de Corée, Thaïlande et Zimbabwe. S. Exc. l'ambassadeur J. Jelen (Hongrie) était présent en sa qualité de Rapporteur du Comité.

**I.3** Les Etats parties à la Convention qui ne sont pas membres du Comité, étaient représentés en tant qu'observateurs : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, République démocratique du Congo, République dominicaine, El Salvador, Honduras, Iran, Irak, Jordanie, Kazakhstan, Népal, Pays-Bas, Nigeria, Norvège, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Suisse, République tchèque, République Unie de Tanzanie, Tunisie et Venezuela.

**I.4** Ont également assisté à cette session les représentants des trois organismes consultatifs auprès du Comité : le Centre international d'études pour la Conservation et la Restauration des biens culturels (ICCROM), le Conseil international des Monuments et des Sites (ICOMOS) et l'Union mondiale pour la nature (UICN). Un représentant du Conseil international pour la Science (ICSU) et le chef du Comité scientifique indépendant de l'ICSU (le Pr. Brian Wilkinson) étaient aussi présents.

**I.5** La réunion a également été suivie par les représentants des organisations non gouvernementales suivantes : la Fondation australienne pour la conservation, les Amis de la Terre, la Corporation aborigène des Gundjehmi, le Sierra Club, la Wilderness Society Australia et le Congrès archéologique mondial, ainsi que le personnel du Parlement australien et de la Chambre des Représentants des Etats-Unis. La liste complète des participants figure à l'Annexe I.

**I.6** Le Président du Comité du patrimoine mondial, S. Exc. l'ambassadeur K. Matsuura (Japon) a déclaré ouverte la troisième session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial et a souhaité la bienvenue aux membres du Comité, aux Etats parties présents à titre d'observateurs, aux organismes consultatifs et aux observateurs. Il a rappelé les discussions très intéressantes, animées et utiles sur l'état de conservation du Parc national du Kakadu (Australie), qui ont eu lieu au cours de la vingt-deuxième session du Comité, à Kyoto (Japon), du 30 novembre au 5 décembre 1998. Le Président a ensuite invité le représentant du Directeur général de l'UNESCO à prononcer ses remarques liminaires.

**I.7** M. Crespo-Toral, Sous-Directeur général de la Culture, s'est adressé à la session au nom du Directeur général de l'UNESCO et s'est réjoui d'accueillir les membres du Comité et les Etats parties venus à titre d'observateurs. Son allocution figure à l'Annexe II du présent rapport.

**I.8** Le Président a remercié le Sous-Directeur général de la Culture de l'UNESCO. Il a ensuite informé le Comité qu'il avait reçu les demandes écrites de huit organisations non gouvernementales et de trois associations à but non lucratif souhaitant assister à la troisième session extraordinaire du Comité en tant qu'observateurs. Le Président a informé le Comité qu'il autorisait la participation de ces organisations et associations à condition que leurs représentants ne puissent prendre la parole à la session que sur la demande du Président. Les huit organisations non gouvernementales dont la participation a été autorisée étaient : les Amis de la Terre, le Congrès archéologique mondial, la Fondation australienne pour la conservation, la Corporation aborigène des Gundjehmi, le Fonds international pour le bien-être des animaux (IFAW), la Wilderness Society of Australia, le Sierra Club et Survival International. Les trois associations que le Président a autorisées à participer à la session étaient : les Démocrates australiens, la Chambre des Représentants des Etats-Unis et le Women's International Media Group. Cette dernière a été autorisée à participer à l'ouverture de la troisième session extraordinaire du Comité.

**I.9** Le Président a informé le Comité qu'il avait aussi reçu une demande écrite d'Energy Resources of Australia Incorporated (ERA) pour assister à la session à titre d'observateur. Toutefois, comme l'ERA est une entreprise à but lucratif, le Président n'a pas autorisé sa participation à la session du Comité. Il a, néanmoins, attiré l'attention des membres du Comité sur le fait que l'ERA (l'entreprise qui construit les installations pour exploiter la mine d'uranium sur la concession de Jabiluka) est un acteur capital pour les questions relatives à l'état de conservation du Parc national du Kakadu, Australie. Il a informé le Comité qu'il avait décidé, en conséquence, de diffuser aux membres du Comité, la copie d'une lettre et d'une déclaration qu'il venait de recevoir du Directeur général de l'ERA en date du 12 juillet 1999. Le Président a indiqué qu'il jugeait utile que le Comité connaisse la position de l'ERA. La lettre et la déclaration de l'ERA ont été communiquées aux membres du Comité et figurent à l'Annexe III du présent rapport.

## **II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR, DE L'ORDRE DU JOUR ANNOTE ET DU CALENDRIER**

**II.1** Le Président a attiré l'attention des membres du Comité sur les documents de travail et d'information suivants : WHC-99/CONF.205/1Rev. (Ordre du jour provisoire), WHC-99/CONF.205/2Rev.1 (Ordre du jour annoté provisoire), WHC-99/CONF.205/3Rev. (Calendrier provisoire) et WHC-99/CONF.205/INF.1 Rev.1 (Liste de Documents provisoire). Tous les documents ont été adoptés sans changement.

## **III. INTRODUCTION A LA SESSION EXTRAORDINAIRE**

**III.1** Le Président a attiré l'attention du Comité sur les deux principaux documents qui présentent un intérêt dans le cadre de ses délibérations. Le WHC-99/CONF.205/5 intitulé "Rapport sur l'état de conservation du Parc national du Kakadu, Australie" résume les éléments d'information et les délibérations concernant Kakadu jusqu'à la date de rédaction définitive du document à la fin du mois de mai. Le WHC-99/CONF.205/INF.4 contient un récapitulatif des délibérations de la vingt-troisième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial (5-10 juillet 1999).

**III.2** Le Président a rappelé aux membres du Comité qu'une mission avait été envoyée au Parc national du Kakadu à la fin de 1998, à la demande de la vingt-deuxième session du Bureau en juin 1998. La mission était dirigée par l'ancien Président du Comité du patrimoine

mondial, le Pr Francioni, d'Italie. Le Pr Francioni a rendu compte de la mission à la vingt-deuxième session du Comité, à Kyoto, en 1998.

**III.3** Le rapport de la mission (WHC-99/CONF.205/INF.3A) est essentiellement axé sur les dangers réels et potentiels menaçant les valeurs de patrimoine mondial du Parc national du Kakadu que pose le projet d'exploitation minière de Jabiluka et présente un total de 16 recommandations.

**III.4** Le Président a cité la conclusion de la mission affirmant qu'il y a "des dangers réels et potentiels menaçant les valeurs culturelles et naturelles du Parc national du Kakadu, causés par le projet d'exploitation minière et de broyage de minerai à Jabiluka. La mission a donc recommandé la suspension de la construction de la descente de la mine à Jabiluka (WHC-99/CONF.205/INF.3A).

**III.5** Le Président a noté, au regard du rapport de la mission (WHC-99/CONF.205/INF.3A), que le Comité avait eu une intéressante discussion sur Kakadu à sa vingt-deuxième session à Kyoto. La très longue décision adoptée par le Comité est incluse dans le WHC-99/CONF.205/4. Le Président a ensuite cité un passage capital de la décision du Comité. Le Comité "s'est déclaré gravement préoccupé des dangers réels et potentiels menaçant les valeurs culturelles et naturelles du Parc national du Kakadu qui, comme le note le rapport de la mission, sont causés par le projet d'exploitation minière et de broyage de minerai à Jabiluka". Le Comité a demandé qu'un total de quatre rapports soit examiné par la vingt-troisième session du Bureau en juillet 1999.

**III.6** Le Comité a aussi décidé de réunir une session extraordinaire du Comité pour décider de l'inscription immédiate ou non du Parc national du Kakadu sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

**III.7** La vingt-deuxième session du Comité à Kyoto a aussi prié les autorités australiennes et Energy Resources of Australia Incorporated de procéder immédiatement, dans le cadre de son étude du rapport de la mission, à la suspension volontaire de la construction de la descente de la mine jusqu'à la vingt-troisième session du Bureau en juillet 1999. Les décisions du Comité ont été transmises au gouvernement australien par le Directeur du Centre du patrimoine mondial à la mi-décembre 1998.

**III.8** Le Président a ensuite attiré l'attention du Comité sur le WHC-99/CONF.205/INF.4 qui renferme le texte de la recommandation de la vingt-troisième session du Bureau (5-10 juillet) sur l'état de conservation du Parc national du Kakadu. La recommandation du Bureau a été initialement préparée par un groupe de rédaction sous la présidence de notre Rapporteur, M. Jelen. Elle a été adoptée à l'unanimité par le Bureau le vendredi 9 juillet 1999 et sert de base de discussion à la session extraordinaire du Comité.

**III.9** Le Président a rappelé qu'à Kyoto, le Comité avait demandé quatre rapports sur l'état de conservation du Parc national du Kakadu et a informé le Comité que ces quatre rapports ont bien été reçus. Un rapport circonstancié a été remis le 15 avril 1999 par le gouvernement australien (WHC-99/CONF.205/INF.3B). Une étude des questions scientifiques concernant la mine de Jabiluka a été réalisée par le scientifique australien chargé de la supervision et un rapport a été présenté le 15 avril 1999 (WHC-99/CONF.205/INF.3C). Le troisième rapport a été remis par les trois organismes consultatifs auprès du Comité (UICN, ICOMOS et ICCROM) (WHC-99/CONF.205/INF.3D). Le quatrième rapport est une étude d'un Comité

scientifique indépendant constitué par l'ICSU (Conseil international pour la Science) (WHC-99/CONF.205/INF.3E). Un représentant de l'ICSU et le chef du Comité scientifique indépendant de l'ICSU, le Pr Brian Wilkinson, ont assisté à la session du Comité.

**III.10** Le Président a ensuite donné la parole au Secrétariat. Le Secrétariat a attiré l'attention du Comité sur la réception, par le Centre du patrimoine mondial, d'un certain nombre de documents supplémentaires émanant surtout du gouvernement australien, dans la semaine qui a précédé la session extraordinaire du Comité.

**III.11** Un nouveau rapport du scientifique australien chargé de la supervision, intitulé "*Response to the ICSU Review of the Scientific chargé de la supervisions report to the World Heritage Committee*" a été reçu le 30 juin (WHC-99/CONF.205/INF.3F).

**III.12** Trois rapports supplémentaires ont été envoyés au Centre et distribués aux membres du Comité à la demande de la délégation australienne:

Un rapport intitulé « *Dust and the development of standards and monitoring Methods to determine potential impacts from uranium mining at Jabiluka on the rock art of the surrounding area* », par M. Alan Watchman, juin 1999 (reçu le 8 juillet 1999).

Un rapport intitulé « *Potential Impacts of Vibration on Rock Art and Archaeological Sites near Jabiluka*, par l'Australian Geological Survey Organisation (reçu le 8 juillet 1999).

Un projet de rapport intitulé « *ERA Interim Cultural Heritage Management Plan for the Jabiluka Concession minière* » (reçu le 9 juillet).

**III.13** Le Président a ensuite attiré l'attention du Comité sur le WHC-99/CONF.205/INF.3G contenant les dernières informations communiquées par le gouvernement australien à la vingt-troisième session du Bureau (5-10 juillet 1999). Ce document contient les nouvelles informations et les nouvelles mesures prises ou à prendre par le gouvernement australien et a été cité en référence par le Bureau au cours de la préparation de ses recommandations au Comité.

**III.14** Comme il n'y avait pas de commentaires ni de questions à la suite de cette introduction, le Président est passé au point suivant de l'ordre du jour.

#### **IV. PRÉSENTATION PAR LES AUTORITÉS AUSTRALIENNES DE LEURS RAPPORTS CONCERNANT LE PARC NATIONAL DU KAKADU, AUSTRALIE - RAPPORT SUR LES EFFORTS DE PREVENTION DE NOUVEAUX DEGATS ET DE REDUCTION DE TOUS LES RISQUES IDENTIFIES DANS LE RAPPORT DE LA MISSION DU PATRIMOINE MONDIAL**

**IV.1** Le Président a invité M. Beale, Secrétaire auprès du ministère australien de l'Environnement et du Patrimoine, à faire une présentation succincte du document sur le *Kakadu d'Australie Protégeons le patrimoine mondial* (WHC-99/CONF.205/INF.3B).

**IV.2** Dans son exposé, M. Beale a rappelé les antécédents, a brièvement répondu au rapport de la mission (WHC-99/CONF.205/INF.3A) et a résumé les mesures prises par le gouvernement australien à la vingt-deuxième session du Comité à Kyoto. M. Beale a

commencé son exposé en informant le Comité que le gouvernement australien avait fourni un gros volume d'information et qu'il avait fait un effort important pour répondre aux préoccupations exprimées lors de la session du Comité à Kyoto, affirmant que le gouvernement australien prenait le patrimoine mondial très au sérieux. Une copie du texte intégral de la présentation de M. Beale figure à l'Annexe IV du présent rapport.

**IV.3** Le Président a ensuite invité le sénateur Robert Hill, ministre australien de l'Environnement et du Patrimoine, à faire une brève présentation. Le sénateur Hill a exprimé la préoccupation du gouvernement australien face à la proposition de faire opposition, à ce stade, à la mine d'uranium de Jabiluka. Il a déclaré qu'à trois différentes reprises depuis 1981, le Parc avait été inscrit puis étendu sous réserve de l'existence de la concession minière de Jabiluka. Il a exprimé son désir d'avancer et a signalé qu'il acceptait la plupart des recommandations du rapport de la mission (WHC-99/CONF.205/INF.3A) comme l'indique l'exposé du gouvernement australien sur *Le Kakadu d'Australie* (WHC-99/CONF.205/INF.3B), en particulier puisqu'elles étaient parfaitement en accord avec la politique du gouvernement australien. Il a fait savoir que le gouvernement australien acceptait toutes les recommandations formulées par le Comité scientifique indépendant de l'ICSU (WHC-99/CONF.205/INF.3E).

**IV.4** Le sénateur Hill a informé le Comité qu'en reconnaissance de ce qu'avait dit le Comité à Kyoto, son gouvernement avait apporté à cette réunion une réponse positive et constructive sous forme d'une série de nouvelles initiatives (WHC-99/CONF.205/INF.3G). Le sénateur Hill a exprimé l'appréciation de son gouvernement au vu des commentaires des membres du Comité à sa dernière session à Kyoto, comme quoi, bien que les trois concessions minières aient toujours été acceptés, il n'y avait qu'une seule mine d'uranium en exploitation lors de la première inscription du Parc. Il a reconnu que cela posait le problème de savoir s'il était envisagé d'exploiter plus d'une mine d'uranium à la fois. Le sénateur Hill a répondu à ce point en signalant que son gouvernement n'avait pu trouver aucun élément de preuve dans le débat à ce sujet au début des années 1980. Toutefois, en réponse à la préoccupation exprimée et suite aux pourparlers avec la compagnie minière, le sénateur Hill a déclaré que cette dernière avait accepté le projet d'exploitation de la mine de Jabiluka qui allait succéder à l'exploitation de la mine de Ranger. Le sénateur Hill a déclaré qu'il y aurait un léger chevauchement mais qu'il n'y aurait pas en exploitation commerciale deux mines d'uranium en même temps.

**IV.5** Le sénateur Hill s'est référé à la première des questions contenues dans la série d'initiatives (WHC-99/CONF.205/INF.3G) qui explique de manière plus détaillée la mise en place d'un processus d'exploitation minière séquentielle plutôt que simultanée. Faisant référence en particulier à l'option Ranger Mill, il a précisé que la mine ne serait pas en exploitation au moins avant 2001 et qu'ensuite elle fonctionnerait seulement à un très faible rendement d'environ 1 000 tonnes. Le sénateur Hill a indiqué que la mine de Ranger traitait actuellement près de 3 millions de tonnes de minerai. Il a déclaré que d'ici la fin de la décennie, son exploitation serait progressivement suspendue au profit de la mine de Jabiluka. Il s'est référé à l'espoir de son gouvernement de pouvoir terminer l'exploitation de la mine de Ranger d'ici 2006. Il a indiqué que son gouvernement s'engageait à ce que l'exploitation de Ranger soit terminée en 2009. Il s'est référé à la mise en service progressive jusqu'à la dernière phase de l'exploitation complète de Jabiluka. Il a informé le Comité que, sachant que la teneur du minerai est beaucoup plus riche à Jabiluka, le débit de la mine serait bien inférieur à celui de Ranger. Il a fait part de la difficulté de son gouvernement à comprendre pourquoi une mine moins gênante pouvait soudain entraîner des nuisances alors que, pendant



dix-huit ans, une mine à ciel ouvert avec un débit bien supérieur n'avait jamais été considérée comme une menace. Le sénateur Hill a exprimé l'espoir de son gouvernement que le projet d'exploitation séquentielle de Ranger, puis de Jabiluka soit accueilli de manière positive par les membres du Comité.

**IV.6** Le sénateur Hill a ensuite confirmé que le gouvernement australien allait accepter toutes les recommandations du Comité scientifique indépendant (ISP) de l'ICSU (WHC-99/CONF.205/INF.3E). Il a ajouté qu'il n'y aurait aucune querelle à propos de divergences ou de points de détail scientifiques, mais que les nouvelles suggestions de l'ISP de l'ICSU seraient prises en compte. Il exprimé l'espoir de trouver ainsi une réponse à toutes les préoccupations d'ordre scientifique.

**IV.7** Le sénateur Hill a informé le Comité que le gouvernement australien travaillait avec le Territoire du Nord à amender la législation de sorte que les conditions requises pour l'environnement de la mine de Jabiluka soient mieux appliquées, avec plus d'efficacité.

**IV.8** Le sénateur Hill s'est référé aux autres amendements adoptés en Australie depuis la réunion du Comité à Kyoto, qui accordent plus de place aux populations autochtones dans la gestion des problèmes d'environnement, à l'exemple du Parc national du Kakadu. Il a fait savoir que des mesures supplémentaires étaient prises pour limiter la prolifération du *mimosa pigra* et du crapauds géants. Le gouvernement australien a accepté de restreindre le développement de Jabiru à un maximum de 1 700 habitants dans les dix années à venir, soit environ la moitié de la population initialement prévue. Une somme de 3 millions de dollars australiens a été versée pour améliorer les infrastructures du Parc (par exemple pour développer le réseau routier) afin de mieux préserver les valeurs de patrimoine mondial du Parc. En résumé, le sénateur Hill a indiqué que, pour ce qui est de l'environnement, son gouvernement avait proposé de nouvelles initiatives constructives à la réunion. Toutes ces initiatives sont incluses dans le WHC-99/CONF.205/INF.3G.

**IV.9** Le sénateur Hill s'est ensuite référé à l'engagement du gouvernement australien de prendre un train de mesures en vue d'assurer le progrès social et économique de la population aborigène qui vit dans le Parc national du Kakadu. Le WHC-99/CONF.205/INF.3G donne des explications sur les nouveaux investissements en matière de logement, d'équipement (eau et égouts) et de santé, ainsi que les nouvelles créations d'emploi.

**IV.10** Le sénateur Hill s'est ensuite référé au domaine capital des questions culturelles qui sont sources de préoccupation. Il a rappelé que, malgré le consentement des propriétaires traditionnels au sujet de la mine (conformément à la législation australienne) et la réaffirmation de leur consentement à d'autres occasions, cette question reste à l'évidence préoccupante pour les actuels propriétaires traditionnels. Il a mentionné l'existence de mécanismes au sein de la législation et de l'administration australienne pour traiter ce problème particulier. Le sénateur Hill exprimé le souhait de son gouvernement de réfléchir à cette question de manière sensible et responsable.

**IV.11** Le sénateur Hill a fait référence à la loi du Commonwealth *Aboriginal and Torres Strait Islander Heritage Protection Act* de 1984 qui permet aux propriétaires traditionnels d'obtenir une évaluation des risques s'ils estiment qu'un bien ayant une portée culturelle est menacé. Le Ministre s'est déclaré responsable de prendre des mesures en fonction des conclusions d'une enquête qui serait présentée sous forme d'un rapport. Dans le cas de Jabiluka, les propriétaires traditionnels ont demandé qu'une telle évaluation soit faite. Le

sénateur Hill a indiqué que l'enquête aurait lieu dans le respect de la législation et que la question de l'importance culturelle et de la protection du site qui est protégé par la loi du Commonwealth en Australie allait être approfondie dans les prochains mois.

**IV.12** Le sénateur Hill a informé le Comité que dans le Territoire du Nord, les propriétaires traditionnels bénéficient d'une protection supplémentaire grâce à l'*Aboriginal Areas Protection Act* et d'une instance spécifique, l'Aboriginal Areas Protection Authority, pour identifier et évaluer des sites particuliers. Les membres de cet organisme sont en majorité des autochtones. Le Ministre a précisé qu'il appartenait aux propriétaires traditionnels de soumettre leurs arguments quant à la portée culturelle d'un site particulier à cette instance.

**IV.13** Le sénateur Hill a poursuivi en décrivant le développement du Plan de gestion culturelle suite au projet d'exploitation minière. Il s'est référé au souhait du gouvernement australien, exprimé à travers sa série d'initiatives (WHC-99/CONF.205/INF.3G), d'accroître le contrôle des propriétaires traditionnels dans ce processus, notamment grâce à la création d'un groupe de référence et à la nomination d'un représentant de la population autochtone pour faire avancer le Plan par des négociations entre les propriétaires traditionnels et la compagnie minière.

**IV.14** En conclusion, le sénateur Hill a affirmé que ces processus étaient exhaustifs en termes de comparaisons internationales et qu'ils assuraient un degré supérieur de protection pour les populations autochtones. Il a néanmoins reconnu que, malgré toutes les mesures instaurées et la pression permanente de l'exploitation minière, il resterait difficile pour les populations autochtones de s'engager. Il a ajouté que son gouvernement était donc parvenu à négocier, outre l'exploitation séquentielle des mines, une interruption qui permettrait de construire un environnement plus favorable à la réalisation des évaluations culturelles. Dès que les essais en cours auront été achevés d'ici environ six semaines, il a affirmé qu'il n'y aurait aucune exploitation minière jusqu'au moins l'an 2001, avec ensuite la solution de traitement à Ranger d'environ 1 000 tonnes par an seulement pendant les prochaines années avant la mise en exploitation de la mine de Jabiluka. Il a indiqué que l'arrêt de toute exploitation minière jusqu'en 2001 devrait permettre de mener à terme le rapport au titre de l'*Aboriginal and Torres Strait Islander Heritage Protection Act* et du Plan de gestion culturelle sans que la population autochtone soit soumise à la pression de l'exploitation minière. Le sénateur Hill a exprimé l'engagement du gouvernement australien de faire avancer ces affaires dans le respect des règles strictes qui existent dans le cadre de la législation australienne et qui sont là pour préserver les sites importants. Il a ajouté que le gouvernement australien était convaincu qu'avec le train de mesures présenté au Comité (WHC-99/CONF.205/INF.3G) sa Délégation pouvait rentrer en Australie pour faire avancer ces questions.

**IV.15** En remerciant le Comité de sa patience, le sénateur Hill a déclaré que le gouvernement australien restait fermement opposé à l'inscription de Kakadu sur la Liste des sites en péril. Il a expliqué que le gouvernement admettait la complexité de l'exploitation de mines d'uranium dans une région comme celle de Jabiluka, même si elle est en dehors de la zone du patrimoine mondial au sens strict du terme. Il a exprimé que son gouvernement comprenait la complexité et l'importance des questions culturelles et s'est référé à son engagement de progresser dans cette voie avec délicatesse et de manière à ce que les populations autochtones soient assurées que leurs droits sont correctement préservés.

**IV.16** Le Président a remercié le sénateur Hill de son exposé et a ensuite invité Yvonne Margarula à prendre brièvement la parole devant le Comité. Le Président a rappelé que Mme Margarula avait assisté à la session du Comité à titre d'observateur pour la Corporation aborigène des Gundjehmi du Territoire du Nord de l'Australie. Le Président a informé le Comité que Mme Margarula était reconnue par la loi australienne comme la plus ancienne propriétaire traditionnelle de la zone de Jabiluka. Mme Margarula appartient au clan Mirrar et est présidente de la Corporation aborigène des Gundjehmi. Le Président a noté que la brève allocution de Mme Margarula au Comité, prononcée dans sa propre langue, le gundjehmi, serait traduite par son interprète, M. Murray Garde. Mme Margarula a souligné l'importance fondamentale pour son clan des sites sacrés situés sur leurs terres traditionnelles en mentionnant que certains émettaient des doutes quant à la valeur et à la situation précise de ces sites. Elle a reconnu qu'elle avait eu des discussions avec le Sénateur Hill, le ministre de l'environnement et du patrimoine d'Australie, et a exprimé l'espoir que l'arrêt momentané de deux ans des travaux de la mine de Jabiluka, soit bénéfique. Elle a conclu en observant qu'elle considérait l'inscription sur la liste des biens en péril comme appropriée dans ces circonstances. La déclaration de Mme Margarula au Comité figure à l'Annexe V de ce rapport.

**IV.17** Le Président a remercié Mme Margarula pour sa déclaration. Il s'est déclaré très satisfait d'entendre les préoccupations du peuple aborigène grâce à l'intervention directe de Mme Margarula et a pensé que tous les membres du Comité étaient de son avis.

## **V. PRÉSENTATION DES ORGANISMES CONSULTATIFS CONCERNANT LE RAPPORT DES AUTORITÉS AUSTRALIENNES SUR LES EFFORTS DE PREVENTION DE NOUVEAUX DEGATS ET DE REDUCTION DE TOUS LES RISQUES IDENTIFIES DANS LE RAPPORT DE LA MISSION DU PATRIMOINE MONDIAL**

**V.1** Le Président a ensuite appelé les organismes consultatifs auprès du Comité du patrimoine mondial, l'UICN, l'ICOMOS et l'ICCROM, à faire de brèves présentations au Comité sur la base de leurs rapports présentés dans le WHC-99/CONF.205/INF INF.3D. Les trois organismes consultatifs demandèrent l'inscription du Parc national du Kakadu sur la Liste des biens du patrimoine mondial en péril. Ils réitérèrent la conclusion finale de la mission de l'UNESCO qui visita Kakadu en 1998 prenant note des "sérieuses incertitudes et dangers potentiels pour les valeurs culturelles et naturelles du Parc national de Kakadu posés en premier lieu par la proposition d'exploitation minière et le broyage à Jabiluka". Les organismes consultatifs rappelèrent que la mission a recommandé "que la proposition d'exploitation minière et de broyage de l'uranium à Jabiluka devrait être abandonnée". Les observations des organismes consultatifs figurant dans les Annexes VI, VII et VIII de ce rapport font référence aux incertitudes scientifiques toujours existantes concernant la gestion de l'eau, le système de rétention et de destruction des déchets à la mine de Jabiluka, l'empiétement visuel sur l'intégrité de Kakadu et les menaces pour les valeurs culturelles tangibles et associatives du Parc.

**V.2** Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, le Président a remercié les trois organismes consultatifs et leur a assuré que leurs observations seraient incluses dans le rapport de la réunion.

## **VI. PRÉSENTATION PAR LES AUTORITÉS AUSTRALIENNES DE LEURS RAPPORTS CONCERNANT LE PARC NATIONAL DU KAKADU, AUSTRALIE - EXAMEN DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES PAR LE SCIENTIFIQUE AUSTRALIEN CHARGÉ DE LA SUPERVISION**

**VI.1** Le Président a invité le Scientifique australien chargé de la supervision, le Dr Arthur Johnston, à faire devant le Comité une présentation succincte des principales conclusions du rapport *du Scientifique chargé de la supervision* (WHC-99/CONF.205/INF.3C). Le texte de cette présentation est inclus dans l'Annexe IX du présent rapport. Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, le Président a remercié M. Johnston de sa présentation.

## **VII. PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE INDÉPENDANT SUR L'EXAMEN DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES PAR LE SCIENTIFIQUE AUSTRALIEN CHARGÉ DE LA SUPERVISION**

**VII.1** Le Président a invité le Pr Brian Wilkinson, chef du Comité scientifique indépendant (ISP) créé par l'ICSU (le Conseil international pour la Science), à présenter au Comité un exposé succinct sur son examen (WHC-99/CONF.205/INF.3E) du rapport de l'étude *du Scientifique chargé de la supervision* (WHC-99/CONF.205/INF.3C). Le texte de la présentation du Pr Wilkinson figure à l'Annexe X de ce rapport.

**VII.2** En remerciant le Pr Wilkinson de sa présentation, le Président a noté son appréciation des points concrets qui avaient été marqués et qui, selon lui, ont véritablement aidé le Comité dans ses délibérations. Le Président a fait allusion aux commentaires particuliers du Pr Wilkinson sur le texte de la recommandation de la vingt-troisième session du Bureau qui, par erreur, faisait référence à un dialogue avec le scientifique australien chargé de la supervision et le Comité scientifique indépendant de l'ICSU. Le Président s'est excusé de cette erreur. Il a indiqué que s'il n'était pas possible de la corriger dès maintenant dans le rapport du Bureau, elle ne se répéterait pas dans la décision du Comité.

## **VIII. REPOSE DU SCIENTIFIQUE AUSTRALIEN CHARGÉ DE LA SUPERVISION AU RAPPORT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE INDÉPENDANT DE L'ICSU**

**VIII.1** Le Président a ensuite rappelé au Comité que le scientifique australien chargé de la supervision avait déjà préparé une réponse (WHC-99/CONF.205/INF.3F) au rapport de l'ISP. Le Président a invité ce dernier à répondre aux points concrets soulevés par le Pr Wilkinson.

**VIII.2** Les grandes lignes de la présentation du Scientifique australien chargé de la supervision, M. Arthur Johnston, sont présentées à l'Annexe XI de ce rapport. M. Johnston a préfacé son exposé en reconnaissant que sa réponse au rapport de l'ISP (WHC-99/CONF.205/INF.3F) venait d'être envoyée depuis peu à l'ISP qui avait maintenant besoin de temps pour évaluer la réponse.

## **IX. REPOSE DU CHEF DU COMITÉ SCIENTIFIQUE INDÉPENDANT DE L'ICSU**

**IX.1** Le Président a ensuite invité le chef de l'ISP, le Pr Brian Wilkinson, à répondre à la présentation de M. Johnston.

**IX.2** Le Pr Wilkinson a remercié M. Johnston de sa réponse soigneusement formulée mais il a constaté qu'il ne lui était clairement pas possible de répondre au nom de l'ISP. Il exprimé le souhait de trouver un moyen de progresser et a proposé une approche en trois phases. Dans un premier temps, l'ISP aurait besoin de temps pour préparer une réponse mûrement réfléchié au rapport du Scientifique chargé de la supervision et étudier les autres données scientifiques pertinentes. La conclusion de la première phase pourrait être que les préoccupations de l'ISP n'ont pas été totalement prises en compte et que l'ISP présenterait donc son rapport en conséquence à l'UNESCO. Ou, si toutes les recommandations n'étaient pas prises en considération ou s'il fallait un complément d'information, il serait peut-être nécessaire d'organiser une réunion internationale pour instaurer un dialogue entre le Scientifique chargé de la supervision, l'ISP et d'autres scientifiques compétents pour avoir un avis transparent sur la question. Il pourrait y avoir deux issues possibles de ce processus. Si aucun progrès n'est fait, l'ISP fera son rapport en conséquence à l'UNESCO. Ou bien, le Pr Wilkinson a conclu que si les questions scientifiques étaient résolues, cela pouvait aboutir à un programme de suivi à plus longue échéance.

**IX.3** Le Président a remercié le Pr Wilkinson et le Dr Johnston de leurs présentations au Comité.

## **X. RESUME DES DEBATS**

**X.1** Le Président a rappelé que la recommandation de la vingt-troisième session du Bureau (5-10 juillet 1999) était incluse dans le WHC-99/CONF.205/INF.4. Il a invité les membres du Comité à poser des questions ou à faire des commentaires sur les présentations faites dans la matinée.

**X.2** En résumé, les délégués soulignèrent l'importance de la Convention comme outil de coopération internationale pour les objectifs de conservation du patrimoine, et indiquèrent qu'ils ne voulaient pas voir la perspective d'une inscription d'un bien du patrimoine mondial sur la Liste des biens en péril interprétée comme une menace ou une punition. Plusieurs délégués conclurent qu'ils ne pensaient pas qu'il était approprié d'inclure Kakadu sur la Liste des biens du patrimoine mondial en péril pour le moment. Ils insistèrent au contraire, sur la nécessité d'un programme de développement de mesures correctives en coopération avec l'Etat partie et se référèrent au paragraphe 86 des *Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial*. Les délégués accueillirent la nouvelle information concernant le calendrier modifié pour les travaux de la mine de Jabiluka soumis au Comité pendant sa session par la Délégation australienne. Un certain nombre de délégués relevèrent cependant la nécessité d'obtenir plus de détails spécifiques relatifs, par exemple, au montant de la prolongation de l'extraction de minerai d'uranium dans les mines de Jabiluka et de Ranger. Les délégués exprimèrent leur préoccupation permanente quant au maintien des incertitudes scientifiques concernant le fonctionnement de la mine de Jabiluka, comme le chef du Comité scientifique indépendant de l'ICSU l'a mis en lumière. Les délégués soulignèrent l'importance fondamentale pour le gouvernement australien de maintenir un dialogue avec les propriétaires traditionnels aborigènes.

**X.3** Les déclarations des Délégués de Thaïlande, Japon, France, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Zimbabwe, Mexique, Cuba, Niger, Finlande, Italie et Maroc sont incluses dans les Annexes XII à XXIII de ce rapport.

**X.4** Suite aux déclarations des membres du Comité mentionnés ci-dessus, le Président a invité le Délégué de l’Australie à répondre aux questions spécifiques. Le sénateur Hill, ministre de l’Environnement et du Patrimoine, a remercié les Etats parties de leur volonté d’aboutir à une décision consensuelle qui permettrait au gouvernement australien de progresser en essayant d’apporter une réponse constructive à ces questions très délicates, ce qui valoriserait la Convention et lui donnerait plus de poids.

**X.5** En réponse à la question du Délégué de la France concernant le calendrier d’exploitation minière, le Ministre s’est référé à un graphique présenté au début de la journée par le Secrétaire de l’Environnement et du Patrimoine, M. Beale (voir Annexe IV). Tout en acceptant que l’Alternative de la mine de Ranger soit entièrement soumise à la décision des Mirrar, il a été proposé de suspendre toutes les activités minières jusqu’en 2001, puis de traiter seulement un très faible volume de minerai (1 000 tonnes pendant quelques années) et d’ouvrir ensuite la mine de Jabiluka en fermant celle de Ranger, de sorte que les deux exploitations commerciales ne se fassent pas en même temps à plein régime. Le sénateur Hill a informé le Comité que la raison pour laquelle la société souhaitait se limiter à un très faible tonnage durant cette période était en partie pour des questions de tests et en partie à des fins commerciales, pour que l’entreprise puisse prouver à ses clients potentiels à long terme sa capacité de production minière dans le futur.

**X.6** Le sénateur Hill a informé le Comité que la période d’interruption jusqu’en 2001 devrait permettre à la fois d’achever le processus de rapport dans le cadre de la législation australienne sur la protection du patrimoine et le plan culturel dans un climat de pression moindre sur les propriétaires traditionnels. Il a expliqué que ce serait un progrès très positif.

**X.7** Le Président a ensuite rapidement résumé le débat. Il s’est référé à la grande majorité des membres du Comité qui ne voulait pas inscrire immédiatement le Parc national du Kakadu sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Il a cependant noté que certains membres du Comité étaient favorables à une inscription immédiate. En second lieu, il a proposé de poursuivre le travail en se fondant sur les recommandations du Bureau avec trois points particuliers à ajouter – (i) l’importance du maintien de l’esprit de la Convention auquel ont fait référence de nombreux délégués, (ii) l’importance de mesures de protection renforcée du patrimoine culturel dans le cadre des mesures correctives et (iii) les actions futures du Comité. Le Président a affirmé que le Comité devait se montrer vigilant et que la décision devait indiquer la manière dont le Comité pouvait maintenir sa vigilance.

**X.8** Le Président a décidé de travailler avec le Rapporteur, mais aussi avec le concours de la délégation australienne et avec l’aide du Secrétariat, à l’élaboration d’une décision à proposer au Comité en séance plénière. Le Président a rappelé que, conformément au paragraphe 86 des *Orientations*, il est nécessaire d’instaurer des mesures correctives en consultation avec l’Etat partie concerné. Le Président a formulé l’espoir de voir adopter ce projet de décision par consensus et a suspendu la séance.

**X.9** En reprenant la séance, le Président a donné un bref aperçu de la teneur et de la structure du projet de décision du Comité. Il a expliqué que la formulation de la décision n’avait pas été une tâche facile du fait qu’il s’agit là d’une question très délicate et il a remercié le Rapporteur et le Secrétariat de toute leur aide et leur coopération. Il a ensuite invité les membres du Comité à examiner et faire des commentaires sur le projet de décision du Comité, paragraphe par paragraphe.

**X.10** Les Délégués de la Finlande et du Japon ont demandé que le mot "possible" soit rayé du paragraphe 1(e) du projet de décision – "est gravement préoccupé des sérieux impacts aux valeurs culturelles vivantes du Parc national du Kakadu ..." Le Délégué du Mexique a suggéré qu'il serait préférable, au lieu de parler de "graves menaces", d'utiliser d'autres termes appropriés comme ceux des *Orientations*.

**X.11** Le Délégué de l'Australie, le sénateur Hill, s'est déclaré de nouveau préoccupé face à l'évolution permanente du concept de culture vivante. Il a recommandé d'organiser impérativement un débat de fond sur cette question avant que le Comité ne commence à tirer des conclusions à l'encontre de certains Etats. C'est pourquoi il a fait remarquer que le mot "possible" était utile au paragraphe 1(e). Il a noté qu'il pouvait fort bien y avoir de sérieux impacts possibles, mais le fait de constater de sérieux impacts donne véritablement une idée de culpabilité dans un contexte où la terminologie est restée jusqu'alors dans le vague. Il a suggéré que l'expression "gravement préoccupé" donne suffisamment de poids au message du Comité qui considère l'ensemble de la question des conséquences préjudiciables pour la culture vivante comme un problème fondamental et se déclare gravement préoccupé des sérieux impacts possibles. En conclusion, il a fait remarquer que de parler de "sérieux impacts", dans la situation présentée devant le Comité, n'était pas raisonnable.

**X.12** La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a convenu avec le Délégué du Japon que le mot "possible" n'était pas approprié dans le paragraphe 1(e). Elle a suggéré de le remplacer par "potentiel" pour refléter précisément le langage adapté aux critères d'inscription sur la Liste des sites en péril. Ou alors il faudrait supprimer la référence parce que le Bureau a constaté qu'il y a des impacts et que le Comité en a été informé. Elle a ensuite posé la question de savoir si les impacts à la valeur culturelle vivante venaient à l'esprit de ceux qui avaient connaissance de ces valeurs. Elle a demandé s'il appartenait au Comité de poser la question dans la mesure où ce sont les propriétaires traditionnels et ceux qui possèdent les droits de propriété qui ont le sentiment que ces valeurs ont été sérieusement menacées.

**X.13** Le Délégué de Malte a demandé que la formulation du paragraphe 1(e) de la décision proposée reste inchangée. Le Délégué du Zimbabwe a accepté de remplacer l'adjectif "possible" par "potentiel" au paragraphe 1(e). Le Délégué de l'ICOMOS a noté que deux points étaient en discussion - une possibilité ou une potentialité et un impact. Il a suggéré d'omettre le mot "possible" et de remplacer le terme "impact" par "menace". Le Délégué de la Finlande était d'accord avec la proposition de l'ICOMOS. La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a fait allusion à ses commentaires précédents et a suggéré que le langage employé pour la décision du Comité soit conforme à celui des *Orientations*. Elle s'est référée au paragraphe 82 (ii) qui emploie les termes "mise en péril" ou "effets nuisibles". Le Délégué de la Thaïlande a fait remarquer qu'il trouvait la formulation du paragraphe 1(e) de la décision proposée – "sérieux impacts possibles" - acceptable.

**X.14** Le Président a remercié les Délégués de leurs commentaires variés. Il a exprimé le désir d'éviter d'employer le langage qui est utilisé dans les *Orientations*, en particulier au paragraphe 82 – "péril prouvé" et "mise en péril". Il a fait remarquer que si le Comité devait reconnaître l'existence d'une "mise en péril", cela reviendrait à mettre le site en question sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Il a rappelé que cela n'était pas l'opinion consensuelle du Comité. En conséquence, il a demandé d'éviter d'employer les expressions figurant dans les *Orientations*, en particulier l'usage des termes "mise en péril". En se fondant sur l'opinion majoritaire du Comité, il a alors proposé d'employer les mots "sérieux impacts" et de supprimer l'adjectif "possible" au paragraphe 1(e) de la décision proposée. Le Président

a demandé au Rapporteur et au Secrétariat de veiller à ce que les remarques de la délégation australienne soient incluses clairement dans le compte rendu du débat. Enfin, le Président a demandé l'accord du Comité pour adopter l'amendement au paragraphe 1(e) qu'il venait de suggérer (c'est-à-dire la suppression du mot "possible").

**X.15** Le Délégué du Mexique a observé que la suppression du mot "possible" changeait clairement le sens de l'idée exprimée dans le paragraphe 1(e) du projet de décision. Il a affirmé que ce n'était pas l'intention des quelques Délégués qui avaient proposé une autre formulation. Il a fait remarquer que l'interprétation par le Président des termes proposés par la Déléguée des Etats-Unis d'Amérique ne concernait que les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, n'était pas le cas. Il s'est référé au fait que l'allusion au "potentiel" se trouve aussi dans d'autres paragraphes des *Orientations*. Il a conclu que la proposition de la Déléguée des Etats-Unis d'Amérique était la meilleure solution. Le Président a demandé que les remarques du Délégué du Mexique figurent dans le compte rendu de la discussion.

**X.16** La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a déclaré, au nom du consensus, que sa délégation était ouverte à la suggestion du Président. Toutefois, au nom de sa délégation, elle a respectueusement objecté à la conclusion par le Comité qu'une mise en péril impliquait ou supposait que le Comité devait alors inscrire le bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Son interprétation des paragraphes 86 et 89, qui stipulent précisément que "le Comité examinera les informations disponibles et prendra une décision concernant l'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril", était que le Comité peut prendre toutes les décisions qu'il souhaite. La décision n'a pas simplement à être limitée à l'inscription ou la non-inscription. Elle a fait remarquer qu le Comité semblait vouloir prendre une décision qui n'a rien à voir avec le fait d'inscrire ou de ne pas inscrire, mais qui reflète plutôt les options du paragraphe 86 des *Orientations* concernant la définition d'un "programme d'actions correctives".

**X.17** Le Délégué du Niger a fait part de sa préférence pour les termes "dangers potentiels". Il a aussi fait remarquer que le verbe "exigent" qui figure au paragraphe 1(c) devait être remplacé par un terme plus diplomatique.

**X.18** Le Président était d'avis que la majorité du Comité avait convenu de supprimer le mot "possible". Il a affirmé que les divergences d'opinions parmi les délégations, dont celle de la délégation australienne, seraient incluses dans le compte rendu de la discussion. Il a ensuite demandé au Délégué du Niger de suggérer un autre terme que "exigent" (demand en anglais) au paragraphe 1(c).

**X.19** Le Délégué du Niger a suggéré une autre formulation : "demander avec insistance". Le Délégué de la France a suggéré que l'usage du verbe "exigent" soit maintenu. Le Président a conclu que le verbe "exigent" (demand) ne serait pas remplacé.

**X.20** Le Délégué de la Thaïlande a commenté à son tour le paragraphe 1(c) et sa référence au paragraphe 86 de la Section III (C) des *Orientations* concernant la "Procédure pour l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril". Il a observé que le débat qui avait eu lieu en début de journée ne s'était pas référé à l'inscription de Kakadu sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Il a estimé que si le Comité pouvait souhaiter conserver la première partie du texte du paragraphe 1(c), le texte "conformément au... paragraphe 86 ...", ayant trait à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial en péril, pouvait laisser penser



que le Comité tenait un bâton à la main et qu'il pouvait à tout moment sanctionner l'Etat partie concerné. Le Président a répondu en faisant référence à sa discussion avec le Secrétariat sur l'application du paragraphe 86 des *Orientations*. Il s'est aussi référé à une intervention des membres du Comité en début de séance, indiquant que le paragraphe 86 s'appliquait aux biens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Le Président a fait remarquer que le paragraphe 86 était un texte très souple qui s'applique aux biens déjà inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ainsi qu'à ceux dont l'inscription est envisagée. Le Président a conclu qu'il souhaitait mentionner le paragraphe dans la décision du Comité.

**X.21** Le Délégué du Maroc s'est référé à la pertinence des remarques du Délégué de la Thaïlande et a suggéré qu'au vu des observations du Président concernant la souplesse d'interprétation du paragraphe 86, il conviendrait de remplacer "conformément à" par "en référence à". Le Président a fait remarquer qu'il estimait que l'expression "en référence à" répondrait aux difficultés soulevées par le Délégué de la Thaïlande. Le Président a noté une légère différence dans l'interprétation du paragraphe 86 des *Orientations* dans les versions française et anglaise.

**X.22** Le Délégué de la Thaïlande a demandé que le texte "conformément à la Section III, en particulier le paragraphe 86 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*" soit supprimé.

**X.23** Le Délégué du Maroc a déclaré que, selon lui, il était d'autant plus important de faire référence au paragraphe 86 qu'il a trait au travail du Comité avec l'Etat partie en vue de définir un programme d'actions correctives sur site. Le Délégué de l'Italie a approuvé les remarques du Délégué du Maroc.

**X.24** Le Président a noté que le Comité avait devant lui deux suggestions d'amendement au paragraphe 1(c) – premièrement, remplacer "conformément à" par "en référence à", comme l'a suggéré le Délégué du Maroc et deuxièmement, supprimer tout le texte "conformément à la Section III, en particulier le paragraphe 86 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*", comme l'a suggéré le Délégué de la Thaïlande. Les Délégués de la Finlande, du Japon, de la France ont accepté la proposition faite par le Délégué du Maroc. Les termes "en référence à" au paragraphe 1(c) ont été remplacés par "conformément à". Le Comité a ensuite procédé à l'adoption du paragraphe 1 du projet de décision avec deux modifications – le remplacement de "conformément à" par "en référence à" au paragraphe 1(c) et la suppression du terme "possible" au paragraphe 1(e).

**X.25** Le Président a ensuite invité le Comité à commenter la formulation du paragraphe 2 du projet de décision. Vu l'importance fondamentale du dialogue entre le peuple aborigène Mirrar et le gouvernement australien, le Délégué du Bénin a suggéré que le paragraphe 2(b) encourage le gouvernement australien à intensifier le dialogue important qui s'est instauré. Le Président a fait remarquer que, selon lui, c'était une bonne suggestion qui reflétait les sentiments du Comité. Le Président a demandé au Directeur du Centre de proposer un amendement au paragraphe 2(b) du projet de décision. Le Directeur du Centre a suggéré de modifier le texte pour lire "le Comité encourage le gouvernement australien à poursuivre ce dialogue et considère ...". Le Délégué du Bénin a accepté cet amendement mais a aussi suggéré d'utiliser le verbe "approfondir".

**X.26** Le Délégué de la France a commenté le paragraphe 2(c) en suggérant qu'il serait très utile de se référer au document présenté par le gouvernement australien (WHC-

99/CONF.209/INF.3G) qui donne des indications précises sur la séquence des activités dans les mines de Ranger et Jabiluka. Il a noté que ces informations étaient capitales car elles sont au cœur des propositions formulées par l'Etat partie. Le Délégué de la France a, en outre, suggéré que les termes "qu'il n'y aura pas en même temps de fonctionnement commercial de même ampleur des mines d'uranium de Jabiluka et Ranger ..." soient remplacés par les termes exacts du document soumis par le gouvernement australien – "l'exploitation commerciale à l'échelle industrielle ne sera atteinte à Jabiluka que vers 2009, après réduction progressive de la production dans la mine de Ranger, de sorte que les deux mines ne seront pas en pleine production simultanément". Le Président a remercié le Délégué de la France de ses remarques pertinentes.

**X.27** Le Rapporteur s'est reporté aux remarques importantes du Délégué du Bénin concernant le paragraphe 2(b). Il a noté qu'il était difficile de les inclure au bon endroit dans le projet de décision pour s'assurer que leur importance serait correctement reflétée. Il a compris que le Comité avait d'abord pris acte de ce qui s'était passé, puis dans la deuxième phrase, l'a mesuré et évalué en disant que c'était un pas dans la bonne direction et a donné l'encouragement du Comité qui pourrait être lié par le mot "donc" ou "ainsi". Il a suggéré "encourage ainsi/donc à poursuivre vigoureusement et à approfondir le dialogue avec les Mirrar" mais a posé la question de savoir où insérer cet élément important du paragraphe 2(b). Le Président a demandé au Rapporteur de réfléchir à ce point.

**X.28** Le Président a invité le Directeur du Centre du patrimoine mondial à proposer un nouveau texte reflétant les deux remarques du Délégué de la France. Le Directeur du Centre a suggéré le texte révisé suivant pour la deuxième phrase du paragraphe 2(b) : "En conséquence, le Comité encourage le gouvernement australien à poursuivre et approfondir ce dialogue et considère que ..."

**X.29** Le Délégué du Maroc a suggéré que la première partie de la phrase reste la même avec, en plus, les termes "première étape essentielle" suivis de la référence à l'encouragement du gouvernement australien à intensifier le dialogue avec les Mirrar. Le Président a observé la logique de cette suggestion.

**X.30** Le Président a ensuite invité le Directeur du Centre du patrimoine mondial à lire le projet de texte révisé de la deuxième phrase du paragraphe 2(b). Le Directeur du Centre a suggéré, en référence aux propositions du Délégué du Maroc, que le texte soit ainsi libellé : "Le Comité considère que c'est une étape essentielle et encourage le gouvernement australien à poursuivre et approfondir ce dialogue pour trouver une solution constructive aux questions soulevées par la mission de l'UNESCO au Parc national du Kakadu." Le Président a demandé que le Directeur continue à réfléchir à une autre formulation de cette phrase.

**X.31** En référence à l'intervention du Délégué de la France, le Rapporteur a suggéré que le paragraphe 2(c) soit amendé ainsi : "**Note** que le gouvernement australien a déclaré (dans le document WHC-99/CONF.205/INF.3G intitulé "Protégeons le Parc national du Kakadu" soumis par le gouvernement australien) que...".

**X.32** Le Président a ensuite demandé au Rapporteur de donner une autre formulation au paragraphe 2(c), comme l'avait demandé le Délégué de la France, pour avoir une explication plus directe de la mise en service de la mine de Jabiluka seulement après la fin de l'exploitation de la mine de Ranger.

**X.33** Le Rapporteur a répondu en suggérant que la formulation exacte de la déclaration australienne (WHC-99/CONF.205/INF.3G) soit citée dans la décision. Le Directeur du Centre a ensuite cité la phrase exacte du WHC-99/CONF.205/INF.3G à inclure au paragraphe 2(c) de la décision - que "l'exploitation commerciale à l'échelle industrielle ne sera atteinte à Jabiluka que vers 2009, après réduction progressive de la production dans la mine de Ranger, de sorte que les deux mines ne seront pas en pleine production simultanément". Le Délégué de l'Australie, le sénateur Hill, a accepté cette insertion.

**X.34** Le Président a ensuite demandé au Comité d'adopter les amendements au paragraphe 2 mentionné ci-dessus. Le Rapporteur a noté la différence entre la citation du WHC-99/CONF.205/INF.3G ("l'exploitation commerciale... ne seront pas en pleine production simultanément") et la déclaration "aucune exploitation commerciale parallèle". Le Rapporteur s'est interrogé pour savoir si cela signifiait qu'il n'y aurait "aucune production commerciale parallèle à échelle industrielle".

**X.35** Le Délégué de l'Australie, le sénateur Hill, a relu le texte exact du WHC-99/CONF.205/INF.3G - que "l'exploitation commerciale à l'échelle industrielle ne sera atteinte à Jabiluka que vers 2009, après réduction progressive de la production dans la mine de Ranger, de sorte que les deux mines ne seront pas en pleine production simultanément".

**X.36** Le Président a redemandé d'adopter le texte révisé du paragraphe 2(c) du projet de décision. Le Délégué du Maroc s'est interrogé sur la concordance entre les versions révisées du texte anglais et français. Le Président a répondu qu'il ne voyait aucune différence entre ces deux versions.

**X.37** Le Délégué de la Hongrie s'est référé à la session du matin où il avait entendu le Délégué de l'Australie dire que le commencement de l'exploitation minière à Jabiluka serait retardé jusqu'en 2001 et que des modifications seraient apportées au niveau de la production d'uranium à Jabiluka et Ranger. Il a fait remarquer qu'il ne voyait pas apparaître ces déclarations dans le WHC-99/CONF.205/INF.3G.

**X.38** La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a fait part des mêmes préoccupations que le Délégué de la Hongrie. Elle s'est référée aux incertitudes quant à la nécessité de procéder à certains tests pour mesurer les risques de façon plus fiable, notamment en ce qui concerne la contamination des eaux souterraines qui doit être vérifiée avant la mise en exploitation de la mine. Elle a noté que ces points ne figuraient pas dans la décision proposée et que le texte qui aurait permis par ailleurs au gouvernement australien de répondre à une dégradation inattendue de l'environnement avait aussi été retiré. Ce texte en référence aux mesures de réhabilitation et au financement en cas de dommages imprévus causés à l'environnement durant l'exploitation de la mine, dont avait aussi convenu la délégation australienne, avait été remis au Secrétariat en début de journée. Elle a demandé si cela paraissait toujours acceptable à la délégation australienne.

**X.39** Le Délégué de l'Australie, le sénateur Hill, a fait remarquer qu'il y avait beaucoup de points à titre d'engagement dans le WHC-99/CONF.205/INF.3G, ainsi que quelques points supplémentaires qu'il avait soulevés en début de journée, et qui n'étaient pas tous détaillés dans le projet de décision du Comité. Il a ajouté qu'il n'avait aucune objection à ce que tous les engagements pris par le gouvernement australien soient inclus dans la décision du Comité, mais a mis en garde contre la formulation d'une décision très longue. S'agissant de la réhabilitation, il s'est référé à l'obligation de la compagnie minière de réserver sur un compte

de fonds-en-dépôt une somme de 30 millions de dollars australiens pour payer le coût de la réhabilitation. Le sénateur Hill a indiqué que la compagnie minière était également tenue par la législation du Territoire du Nord de réparer tous les dommages pouvant être causés par la mine. Il a noté que le processus complet de la Déclaration d'impact environnemental n'avait pas d'autre objet que d'éviter les dégâts. Le sénateur Hill a aussi informé le Comité que la compagnie a une police d'assurance de quelque 100 millions de dollars australiens pour se couvrir au cas où elle devrait souscrire à cette obligation. Il a affirmé que si tout le reste échouait, le gouvernement australien honorerait ses engagements au titre de la *Convention du patrimoine mondial* afin de préserver le bien comme il se doit. Il a donc conclu que le gouvernement australien était l'assureur en dernier ressort. Enfin, il s'est félicité de ce que ces points soient consignés dans une clause supplémentaire de la décision du Comité, si tel était son souhait.

**X.40** Le Président a demandé au Délégué de l'Australie si tous ces points avaient été inscrits dans le WHC-99/CONF.205/INF.3G. Le sénateur Hill a répondu qu'ils n'y figuraient pas tous. Quelques points supplémentaires ont été soulevés durant la journée. Il a fait savoir que la question posée par les Etats-Unis d'Amérique n'était pas exposée en détail. Par ailleurs, il a noté que le document indiquait les meilleures pratiques en matière de réhabilitation, mais qu'il n'était pas spécifiquement axé sur la réparation des dommages pouvant être causés. A la demande de la Déléguée des Etats-Unis d'Amérique, un texte a été rédigé le matin même par la délégation australienne, mais il n'était pas sûr qu'il avait été diffusé.

**X.41** La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a affirmé avoir fait référence à ce texte et a noté que, dans le cas présent, sa délégation souhaitait s'en remettre au texte proposé par la délégation australienne. La Déléguée des Etats-Unis a procuré le texte suivant au Secrétariat à inclure dans le compte rendu de la discussion. "Les Etats-Unis ont mentionné les questions d'indemnisation des coûts liés aux effets d'une contamination imprévue de l'environnement résultant de l'exploitation minière ou à l'avenir après que la réhabilitation sera achevée et appliquée dans le futur. Le sénateur Hill a assuré le Comité que la compagnie minière ou le gouvernement australien serait responsable à l'avenir des coûts de protection des valeurs du site du patrimoine mondial."

**X.42** Le Président s'est référé au problème que pose la rédaction d'une décision circonstanciée qui serait très longue ou d'une décision dont le texte serait bref mais risquerait d'être vague. Il a noté que les exposés faits par la délégation australienne à la séance du matin paraîtraient dans le compte rendu de la discussion. Il a mis en garde contre l'adoption d'une décision ambiguë qui pourrait prêter à une erreur d'interprétation.

**X.43** Le Délégué de l'Australie, le sénateur Hill, a fait remarquer qu'il pensait que le point évoqué par le Délégué de la Hongrie, était couvert par sa présentation faite en matinée et par les engagements qu'il avait pris officiellement à cette occasion. Le sénateur Hill a déclaré qu'il venait aussi d'affirmer officiellement que le gouvernement australien est, en effet, l'assureur en dernier ressort, le garant de l'exécution des obligations du patrimoine mondial en cas, par exemple, de défaillance totale de la compagnie minière. Il a expliqué que ce point ne serait jamais contesté car, sinon, le gouvernement australien n'aurait jamais ratifié la *Convention* ni proposé d'inscrire le Parc national du Kakadu sur la Liste du patrimoine mondial.

**X.44** Après avoir examiné les remarques du Délégué de l'Australie, le Président a proposé que le paragraphe 2(c) soit réécrit conformément à la proposition du Délégué de la France et que les autres amendements au paragraphe 2(c) tels qu'ils ont été cités par le Directeur du Centre et le Rapporteur, soient adoptés. Il a précisé que pour ce qui est des points de détail (comme ceux qui ont été soulevés par les Délégués de la Hongrie et des Etats-Unis d'Amérique), le Comité se fonderait sur le compte rendu de la discussion. A cet égard, le Président a ensuite informé le Comité que, de façon compréhensible, il était totalement impossible pour le Secrétariat de préparer un projet de compte rendu qui soit examiné attentivement par le Comité avant la suspension de la session. Il a donc proposé que le Secrétariat rédige un projet de rapport en collaboration avec le Rapporteur et le Président et qu'il le soumette à tous les membres du Comité. Le Président n'a pas présumé avoir l'autorité nécessaire pour approuver un document d'une telle importance. Il a donc demandé au Centre d'envoyer le projet de rapport aux membres du Comité pour y inclure leurs commentaires avant de procéder à la rédaction définitive du rapport. Le Président a ensuite demandé s'il y avait d'autres commentaires. En l'absence de nouveaux commentaires, le Comité a adopté le paragraphe 2 de la décision avec les amendements aux paragraphes 2(b) et 2(c) mentionnés ci-dessus.

**X.45** Le Président a ensuite invité à commenter le paragraphe 3. Le Délégué du Mexique a proposé de remplacer les termes "restera vigilant dans le suivi" par "restera vigilant dans l'examen et l'évaluation". Le texte serait donc le suivant : "Pour ce qui est des points 1 et 2 ci-dessus, le Comité restera vigilant dans l'examen et l'évaluation de l'avancement réalisé par le gouvernement australien".

**X.46** Le Délégué du Maroc a fait remarquer que le paragraphe 3(c) n'était pas compréhensible et il a suggéré de le reformuler autrement. Il a aussi suggéré que la date du 15 avril 2000 indiquée pour la réponse de l'Australie devait être modifiée pour garantir l'obtention d'une réponse rapide au Comité pour sa prochaine session.

**X.47** Le Délégué du Bénin a rappelé au Comité que la délégation australienne s'était référée dans ses interventions à un certain nombre d'instruments juridiques. Il a suggéré de réviser le paragraphe 3(b) pour y inclure une demande au gouvernement australien de fournir des explications supplémentaires sur les questions de protection juridique.

**X.48** Le Délégué de la France a convenu que la signification du paragraphe 3(c) n'était pas assez claire. Il a aussi noté que les demandes faites au paragraphe 3(a) et 3(b) n'étaient pas du même ordre que celles qui étaient présentées au paragraphe 3(c). Par conséquent, il a suggéré que les éléments d'information demandés dans le paragraphe 3(c) soient fournis par le gouvernement australien à la prochaine session du Comité.

**X.49** Le Délégué du Japon a appuyé les commentaires des Délégués du Maroc et de la France concernant le paragraphe 3(c). Il a fait remarquer que les paragraphes 3(a) et 3(b) font référence à un rapport d'avancement que doit présenter le gouvernement australien. Mais comme le paragraphe 3(c) nécessite des éclaircissement de la part du gouvernement australien, il doit être plus précis. Il s'est aussi référé à la suggestion faite par le Délégué du Mexique de remplacer les termes "restera vigilant dans le suivi" à la première ligne du paragraphe 3. Le Délégué du Japon a exprimé la préférence de sa délégation de conserver la phrase telle qu'elle est car elle reflète bien les délibérations du Comité et ses sérieuses préoccupations au sujet de Kakadu.

**X.50** Le Délégué du Mexique a informé le Comité que son intention en proposant de reformuler le texte de la première ligne du paragraphe 3 n'était pas d'atténuer les propos du paragraphe mais plutôt de maintenir le langage du Comité aussi proche que possible de celui des *Orientations*. Il a fait remarquer qu'il ne voyait aucune mention du terme vigilance. En revanche, il a noté à plusieurs reprises que les termes "examen et évaluation" sont employés dans les *Orientations*.

**X.51** Le Délégué de la Hongrie a souhaité se reporter au paragraphe 2(b) et à la référence du Comité concernant l'état actuel de l'activité minière à Jabiluka et Ranger. Il a fait remarquer que la situation évoquée au paragraphe 3(c) était un peu différente parce que l'exploitation minière à Jabiluka ne débutera pas avant 2001. Il a noté que cela voulait dire que jusqu'au 15 avril 2000 il ne sera pas question d'exploiter la mine à Jabiluka, mais seulement à Ranger. Toutefois, si le Comité souhaite rester vigilant dans le suivi des activités, il sera important que le gouvernement australien présente un rapport sur les conditions d'exploitation jusqu'au 15 avril 2000. Par conséquent, le processus d'exploitation à Ranger et la situation à Jabiluka revêtent de l'importance, selon le Délégué de la Hongrie.

**X.52** Le Délégué de l'Australie, le sénateur Hill, a demandé d'expliquer en quoi il pensait que la formulation du projet de décision ferait probablement l'affaire du Comité. Faisant suite aux remarques du Délégué de la Hongrie, il s'est dit préoccupé à l'idée de voir le gouvernement australien se concentrer dans les dix-huit prochains mois sur le processus de rapport au titre de l'*Aboriginal and Torres Strait Islander Heritage Protection Act* et l'établissement d'un Plan de gestion culturelle. Il a ajouté qu'il pensait que le peuple Mirrar souhaitait une exécution séquentielle de ces tâches plutôt que simultanée. Il a donc noté que dans une situation de non-exploitation et de processus d'évaluation culturelle, il n'y aura plus grand chose à signaler pendant un certain temps. Il a indiqué que, d'ici le 15 avril 2000, le gouvernement australien devrait être en mesure de faire le point sur l'avancement du Plan de gestion culturelle, la mise en œuvre de l'Etude d'impact social de la région du Kakadu, et pourrait disposer d'autres éléments d'information concernant les projets d'exploitation minière. Il a affirmé que ces intentions ne seraient pas contradictoires avec les engagements pris vis-à-vis du Comité à sa session extraordinaire. Il a suggéré qu'il ait été préférable de fixer la date de présentation de rapport dix-huit mois après les dix-huit mois de suspension et l'achèvement des diverses opérations d'évaluation culturelle. Toutefois, le sénateur Hill a fait savoir qu'il comprenait pourquoi le Comité trouvait qu'une période d'attente de dix-huit mois était trop longue, c'est pourquoi il a accepté de présenter un rapport pour le 15 avril 2000. Il a estimé que c'était un compromis raisonnable pour le gouvernement australien qui pouvait espérer donner au Bureau de nouveaux éléments d'information constructifs pour lui permettre de poursuivre le suivi des activités. Sur cette base, le sénateur Hill a fait remarquer qu'il comprenait ce qui était demandé dans le paragraphe 3(c) et estimait que la formulation du projet de décision était convenable.

**X.53** Le Délégué de l'Italie est revenu sur les termes "restera vigilant dans le suivi" à la première ligne du paragraphe 3. Il a suggéré les termes suivants : "restera vigilant dans l'examen et l'évaluation". Il a fait remarquer qu'il n'y avait rien à redire à l'idée de rester vigilant, puisque c'est précisément ce que le Comité essaie de faire et que c'est le genre de message qu'il essaie de faire passer au gouvernement australien comme quoi il en sera et devra en être ainsi. Il a affirmé que c'était aussi la raison pour laquelle la délégation italienne avait accepté qu'il y ait une date limite fixée au 15 avril 2000 pour la présentation du rapport d'avancement par le gouvernement australien. S'agissant du paragraphe 3(c), le Délégué de l'Italie a fait remarquer que le texte au début du paragraphe 3(c) n'était pas clair et que le

Comité exigeait des détails plus précis sur la suspension des activités à Jabiluka et la fermeture de Ranger.

**X.54** La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a fait savoir que sa délégation était d'accord avec les Délégués du Japon et du Maroc, et a proposé, pour plus de clarté, de déplacer le paragraphe 3(c) au bas du paragraphe 2(c). Elle a aussi fait observer que les dates proposées par le Délégué de l'Australie semblaient tout à fait raisonnables.

**X.55** Le Délégué du Maroc a aussi suggéré de déplacer le paragraphe 3(c) comme l'avait suggéré la Déléguée des Etats-Unis d'Amérique.

**X.56** Le Président a brièvement résumé le débat. Premièrement, au sujet de la proposition mexicaine légèrement amendée par le Délégué de l'Italie, le Président a exprimé le souhait que le mot "vigilant" soit conservé. Il a suggéré la formulation suivante – "Pour ce qui est des points 1 et 2 ci-dessus, le Comité restera vigilant dans le suivi, l'examen et l'évaluation de l'avancement ...". Il a exprimé l'espoir que cette modification ait l'approbation du Comité. En ce qui concerne le paragraphe 3(c), il a noté que le Comité souhaitait qu'un nouveau paragraphe soit ajouté, peut-être à la fin du paragraphe 2.

**X.57** Le Délégué de l'Australie a respectueusement fait remarquer que le problème était que, d'après le plan qu'il avait présenté à la session extraordinaire du Comité, la mine serait mise en attente pendant la réalisation des diverses études sociales et culturelles. Il a déclaré que dans l'immédiat, il ne s'attendait pas à pouvoir donner d'autres informations concernant l'exploitation minière. Il a répété que c'était la raison pour laquelle il avait suggéré la date du 15 avril 2000, car d'ici là il aurait peut-être du nouveau sur les intentions de la mine. Il a ajouté que si l'information était disponible, il se ferait un plaisir de la porter à l'attention du Comité. Il a dit qu'il ne voyait pas l'intérêt pour le Comité d'imposer une obligation à l'Australie du moment qu'il estimait fort improbable de pouvoir lui fournir d'autres éléments d'information. Il a fait savoir que, même s'il n'avait pas d'objection à la clause proposée, il proposait à nouveau avec respect que de l'associer à la date du 15 avril 2000 risquait d'être plus utile pour le Comité.

**X.58** La Déléguée du Canada a exprimé son accord avec la proposition du Délégué de l'Australie et a fait observer qu'elle pensait que c'était le but du débat. Le Délégué du Maroc a suggéré d'utiliser le texte proposé par le Directeur du Centre et d'arrêter au 15 avril 2000 la date de remise du rapport par le gouvernement australien. La Déléguée des Etats-Unis d'Amérique a rappelé le point soulevé par le Délégué de l'Australie, affirmant que cela ne valait pas la peine pour lui comme pour le Comité de se livrer à un tel exercice s'il n'y avait rien à rapporter. Elle a donc suggéré de s'en remettre sur ce point au Délégué de l'Australie.

**X.59** Le Président est d'avis que si la délégation australienne estime ne pas être mesure de fournir de nouvelles informations avant la prochaine réunion du Comité, ce dernier ne doit pas donner de fausses espérances. Le Président a demandé l'accord du Comité en faveur de la proposition initiale. Le Délégué de la Thaïlande a exprimé son soutien à cette proposition.

**X.60** Le Délégué du Mexique a fait deux suggestions, soit accepter la proposition de l'Italie, soit retirer la sienne pour qu'il y ait moins de confusion avec la formulation proposée. Il a fait part de sa préférence pour l'adoption de la proposition italienne. A la demande du Président, le Délégué de l'Italie a réitéré sa proposition affirmant que "le Comité restera vigilant dans l'examen et l'évaluation de l'avancement réalisé ...". Le Délégué du Maroc a de

nouveau suggéré d'inclure dans le texte la date de présentation du rapport par le gouvernement australien au 15 avril 2000.

**X.61** Les Délégués de la France et du Liban ont soutenu la position du Maroc. Le Rapporteur a informé le Président que si le Comité conservait la même date pour la proposition marocaine, il conservait le texte original de la proposition puisqu'il y avait déjà une rubrique au paragraphe 3 fixant clairement la date de soumission du rapport d'avancement au 15 avril 2000. Il a indiqué que le texte proposé faisait référence à la cartographie culturelle et au Plan de gestion du patrimoine culturel en demandant des détails plus précis. Il a fait remarquer que le seul nouveau point du paragraphe 3(c) a trait à l'explication d'ordre juridique initialement suggérée par le Délégué du Bénin. Il a donc conclu que les propositions consistant à ajouter un nouveau paragraphe reviendraient à répéter un texte déjà inclus dans le projet de décision.

**X.62** S'agissant de la formulation définitive du paragraphe 3(c), le Délégué de la Hongrie a exprimé son accord mais il a demandé s'il était possible de clarifier la formulation exacte de ce paragraphe 3(c). Il a suggéré de supprimer "l'apport et l'ampleur de toute activité parallèle" et de remplacer ces termes de manière à signifier la gestion de toute activité dans les deux mines.

**X.63** Le Délégué de la France a suggéré de garder la formulation initiale du projet de décision d'autant plus qu'elle est précise et complète.

**X.64** Le Rapporteur a noté que les ambiguïtés dans la formulation du projet de décision dissimulaient de graves questions. Il a fait remarquer qu'à la clôture du débat, une fois que les membres du Comité auront quitté la salle, ils seront confrontés à toutes sortes de questions. Il a demandé si le Comité souhaitait avoir sous forme écrite pour plus de clarté ce que le Délégué de l'Australie avait dit oralement, suite à sa déclaration écrite du 9 juillet 1999. Le Rapporteur a fait remarquer que le Comité avait entendu et vu un grand nombre de points importants points, y compris un tableau expliquant le projet de transition de l'exploitation d'uranium de Ranger vers Jabiluka. Selon lui, les termes "pour le 15 avril 2000" doivent être compris comme une possibilité offerte au gouvernement australien de fournir dès qu'il le souhaite les éléments d'information qui clarifieraient les intentions sous-jacentes contenues dans les présentations orales faites par le Délégué de l'Australie. En fait, sans rien changer mais en ajoutant (d) sur les questions juridiques, comme l'avait suggéré le Délégué du Bénin, le Rapporteur a affirmé que le Comité donnait généreusement la possibilité au gouvernement australien d'instaurer un climat plus constructif en présentant ces éléments exposés oralement dans ses présentations sous forme écrite d'ici la prochaine session du Comité en décembre 1999 à Marrakech. Il a expliqué que le Comité ne se montrait ni insistant, ni menaçant, ni punitif, mais qu'il disait seulement "pour le 15 avril 2000". Il a conclu en disant qu'il appartenait au gouvernement australien de décider des éléments qui rendraient le climat plus constructif à Marrakech en donnant quelques éclaircissements avant le 15 avril 2000.

**X.65** Le Président a conclu le débat sur la rédaction du paragraphe 3 en notant que la référence à la vigilance permanente du Comité dans "l'examen et l'évaluation de l'avancement réalisé par le gouvernement australien" serait maintenue. Il a affirmé que le rapport d'avancement de l'Etat partie, comprenant des informations sur la cartographie culturelle, le plan de gestion du patrimoine culturel et les questions d'aide sociale, devait être soumis d'ici le 15 avril 2000 à l'examen de la vingt-quatrième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial. Enfin, il a demandé au Rapporteur et au Secrétariat de trouver une



formulation appropriée à la fin du paragraphe 3(c) pour refléter la demande du Comité d'inclure dans le rapport d'avancement des détails plus précis sur les dispositions juridiques et l'apport et l'ampleur exacte de toutes les activités parallèles dans les mines d'uranium de Ranger et Jabiluka.

**X.66** Le Président a ensuite invité à commenter le paragraphe 4 du projet de décision. L'observateur de l'ICSU a respectueusement demandé de modifier la deuxième ligne, en remplaçant "le Comité demande à l'ICSU de poursuivre le travail de l'ISP" par "le Comité demande au Comité scientifique indépendant (ISP) de l'ICSU de poursuivre le travail de l'ISP". Elle a précisé que cet amendement refléterait mieux la manière dont le Comité du patrimoine mondial travaille avec l'ICSU et ses comités scientifiques. Le Président a convenu de ce changement au nom du Comité. Le Comité a ensuite adopté le paragraphe 4 avec le petit amendement proposé par l'ICSU.

## **XI. DÉCISION DE LA TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL CONCERNANT LE PARC NATIONAL DU KAKADU, AUSTRALIE**

1. Le Comité,

- (a) **Souligne** l'importance des articles 4, 5, 6, 7 et 11 de la *Convention du patrimoine mondial* de l'UNESCO. En particulier, le Comité souligne l'article 6(1) qui déclare que :

*En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel (...), et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.*

- (b) **Rappelle** que la vingt-deuxième session du Comité du patrimoine mondial à Kyoto (1998), s'est déclarée « gravement préoccupée » des dangers réels et potentiels menaçant les valeurs culturelles et naturelles du Parc national du Kakadu et causés par le projet d'exploitation minière d'uranium et de broyage de minerai à Jabiluka ;
- (c) **Note** que les délibérations de la vingt-troisième session du Bureau et de la troisième session extraordinaire du Comité exigent l'étude sérieuse des conditions existant au Parc national du Kakadu par le Comité, en référence à la Section III, en particulier le paragraphe 86 des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* ;
- (d) **Exprime son profond regret** que la suspension volontaire de la construction de la descente de la mine à Jabiluka jusqu'à la vingt-troisième session du Comité (selon la demande de la vingt-deuxième session du Comité) n'ait pas eu lieu ;
- (e) **Est gravement préoccupé** des sérieux impacts aux valeurs culturelles vivantes du Parc national du Kakadu causées par le projet d'exploitation minière et de broyage d'uranium à Jabiluka. Le Comité estime que la confiance et le respect des engagements par le dialogue sont essentiels pour toute résolution des questions liées

au projet d'exploitation minière et de broyage de minerai à Jabiluka. En particulier, il faut établir un dialogue plus important et permanent entre le gouvernement australien et les propriétaires traditionnels de la concession minière de Jabiluka, le peuple aborigène mirrar.

- (f) **Est préoccupé** de l'absence d'avancement de la préparation d'un plan de gestion du patrimoine culturel pour Jabiluka.
- (g) **Continue d'émettre d'importantes réserves** concernant les incertitudes scientifiques relatives à l'exploitation minière et au broyage de minerai à Jabiluka.

## 2. Le Comité,

- (a) **Reconnait** avec satisfaction que le gouvernement australien, le scientifique australien chargé de la supervision, les organismes consultatifs (UICN, ICOMOS et ICCROM) et le comité scientifique indépendant (ISP) établi par le Conseil international pour la science (ICSU) ont fourni les rapports demandés par la vingt-deuxième session du Comité (Kyoto, 1998).
  - (b) **Prend acte** qu'il existe des indications d'un nouveau dialogue entre le peuple aborigène mirrar et le gouvernement australien concernant les questions liées à l'exploitation et au broyage de minerai à Jabiluka. Le Comité considère que c'est la première étape essentielle pour trouver une solution constructive aux questions soulevées par la mission UNESCO au Parc national du Kakadu et encourage le gouvernement australien à intensifier ses efforts à ce sujet et à poursuivre activement la recherche d'un dialogue approfondi avec le peuple aborigène mirrar;
  - (c) **Note** que le gouvernement australien a déclaré (dans le document WHC-99/CONF.205/INF.3G intitulé "Protégeons le Parc national du Kakadu" soumis par le gouvernement australien) que "l'exploitation commerciale à l'échelle industrielle ne sera atteinte à Jabiluka que vers 2009, après réduction progressive de la production dans la mine de Ranger, de sorte que les deux mines ne seront pas en pleine production simultanément". De plus, le Comité prend acte que le Ministre de l'environnement et du patrimoine a indiqué qu'il n'y aurait pas en même temps de fonctionnement commercial de même ampleur des mines d'uranium de Jabiluka et Ranger situées dans des enclaves entourées par le Parc national du Kakadu mais sans en faire partie. Le Comité considère qu'il incombe clairement au gouvernement australien de contrôler les activités d'une entreprise privée, telle qu'Energy Resources of Australia, Inc., pour ce qui est des activités du projet d'exploitation et de broyage de minerai à Jabiluka, afin d'assurer la protection des valeurs de patrimoine mondial du Parc national du Kakadu.
  - (d) **Note** que le scientifique australien chargé de la supervision (ASS) a évalué le rapport du comité scientifique indépendant (ISP) créé par le Conseil international pour la science (ICSU) et cherche à établir un dialogue avec l'ISP pour résoudre les questions en suspens liées aux questions scientifiques concernant l'exploitation minière et le broyage du minerai à Jabiluka.
3. Pour ce qui est des points 1 et 2 ci-dessus, le Comité restera vigilant dans l'examen et l'évaluation de l'avancement réalisé par le gouvernement australien. A cette fin, le Comité demande que le gouvernement australien soumette un rapport d'avancement sur les

questions suivantes pour le **15 avril 2000** pour étude par la vingt-quatrième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial :

- (a) avancement réalisé en ce qui concerne la cartographie culturelle de la concession minière de Jabiluka et du site du Boyweg-Almudj et de ses limites et l'achèvement du plan de gestion du patrimoine culturel, avec la coopération nécessaire des Mirrar, et l'engagement approprié d'autres parties prenantes ainsi que de l'ICOMOS et de l'ICCROM.
  - (b) l'avancement réalisé dans la mise en œuvre, en réponse à l'Etude d'impact social de la région du Kakadu (KRSIS), d'un ensemble d'avantages sociaux et en vue du bien-être des communautés aborigènes du Kakadu (y compris les Mirrar).
  - (c) des détails plus précis sur l'apport et l'ampleur de toute activité parallèle dans les mines d'uranium de Ranger et Jabiluka.
4. Pour résoudre les questions scientifiques en suspens, telles que celles soulevées dans le rapport de l'ISP, le Comité demande à l'ICSU de poursuivre le travail de l'ISP (avec en plus tout membre supplémentaire) pour évaluer, en coopération avec le scientifique chargé de la supervision et l'UICN, la réponse du scientifique chargé de la supervision au rapport de l'ISP. Le rapport de l'évaluation de l'ISP devrait être présenté au Centre du patrimoine mondial **avant le 15 avril 2000** pour étude par la vingt-quatrième session du Bureau du Comité du patrimoine mondial en l'an 2000.

## **XII QUESTIONS DIVERSES**

**XII.1** Suite à l'adoption de la décision par le Comité, le Délégué de l'Equateur a fait une déclaration au Comité (voir Annexe XXIV).

## **XIII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SESSION**

**XIII.1** Le Président a rappelé qu'il ne serait pas demandé au Comité d'adopter le rapport de la session extraordinaire mais que celui-ci allait recevoir un exemplaire du projet de rapport pour commentaire (voir section X.44 ci-dessus).

## **XIV. CLOTURE DE LA SESSION**

**XIV.1** Le Directeur du Centre du patrimoine mondial, M. Mounir Bouchenaki, a prononcé un discours de clôture devant le Comité (voir Annexe XXV).

**XIV.2** Le Président a remercié le Comité de sa patiente collaboration et de son amicale coopération. Il a affirmé que le Comité devait être fier de la décision qu'il avait prise. Il a, en particulier, vivement remercié le Rapporteur et le Secrétariat qui ont travaillé sans relâche, non seulement durant la session du Comité, mais aussi à la vingt-troisième session du Bureau qui a lieu la semaine précédente. Il a également remercié les interprètes de leur travail consciencieux. Il a remercié les organismes consultatifs auprès du Comité (UICN, ICOMOS et ICCROM) et l'ICSU pour le travail qu'ils ont accompli. Enfin, le Président a remercié la délégation australienne pour l'utilité de ses contributions au cours de la réunion.

**XIV.3** Le Président a ensuite déclaré close la session.

## LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

## I. MEMBERS OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE / ETATS MEMBRES DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

**AUSTRALIA / AUSTRALIE**

Senator the Honourable Robert HILL  
Minister for the Environment and Heritage  
Parliament House  
CANBERRA ACT 2600

Mr Roger BEALE  
Secretary, Department of the Environment and Heritage  
John Gorton House,  
PARKES ACT 2600

Mr Matthew PEEK  
Permanent Delegate of Australia to UNESCO  
4 rue Jean Rey, 75724 Paris Cedex 15  
PARIS Cedex 15

Mr Howard BAMSEY  
Deputy Secretary, Department of the Environment and Heritage  
P.O. Box 787 CANBERRA, ACT 2603

Ms Gillian BIRD  
First Assistant Secretary, International Organisations Branch  
Department of Foreign Affairs and Trade  
CANBERRA, ACT 2601

Dr Arthur JOHNSTON  
Supervising Scientist  
Department of the Environment and Heritage  
PMB 2 JABIRU, NT 0886

Mr Peter VAUGHAN  
First Assistant Secretary  
Office of Indigenous Affairs  
Department of the Prime Minister and Cabinet  
3-5 National Circuit  
BARTON ACT 2600

Mr Robin BRYANT  
Assistant Secretary  
Department of Industry, Science and Resources  
Assistant Secretary, Australian Government  
CANBERRA ACT 2601

Mr Kevin KEEFFE  
Assistant Secretary  
Department of the Environment and Heritage  
GPO Box 1567  
CANBERRA ACT 2600

Mr Jon DAY  
Director, Conservation, Biodiversity and World Heritage  
Great Barrier Reef Marine Park Authority  
P.O. Box 1379 TOWNSVILLE QLD 4812

Mr Michael REED  
Deputy Chief Minister, Northern Territory Government  
P.O. Box 3146, DARWIN N.T.

Mr David Charles WALKER  
Deputy Permanent Delegate of Australia to UNESCO  
4 rue Jean Rey, 75724 PARIS Cedex 15

Ms Anne SIWICKI  
Attaché  
Australian Permanent Delegation to UNESCO  
4 rue Jean Rey, 75724 PARIS Cedex 15

**BENIN**

M. Alioune Sylla ALADJI BONI  
Directeur des Forêts et des Ressources naturelles  
B.P. 393, COTONOU

M. Eric TOTAH  
Directeur du patrimoine culturel  
B.P. 120, COTONOU

Mme Edith LISSAN  
Deuxième Conseiller à la Délégation permanente du Bénin  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**BRAZIL / BRESIL**

M. José Pedro de OLIVEIRA COSTA  
 Secrétaire National pour la Biodiversité et Forêts  
 Ministère de l'Environnement  
 BRASILIA, Esplanada dos Ministerios Bloco B –  
 70000

M. Armando Vitor BOISSON CARDOSO  
 Ministre Conseiller  
 Délégué permanent adjoint du Brésil auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

M. Carmelito DE MELO  
 Conseiller, Délégation permanente du Brésil auprès  
 de l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**CANADA**

Dr. Christina CAMERON  
 Director General  
 National Historic Sites, Parks Canada  
 25 Eddy Street, 5th Floor  
 Hull, QUEBEC, K1A 0M5

Mme Gisèle CANTIN  
 Chef, Affaires internationales  
 Parcs Canada  
 25 Eddy Street, 5<sup>e</sup> étage  
 Hull, QUEBEC, K1A 0M5

Mr John PINKERTON  
 Analyst, National Parks Directorate  
 Parcs Canada  
 25 Eddy Street, 4th Floor  
 Hull, QUEBEC, K1A 0M5

**CUBA**

Ms Marta ARJONA PEREZ  
 Presidenta, Consejo Nacional de Patrimonio  
 Cultural  
 Ministerio de Cultura  
 Calle 4 esquina a 13, Vedado  
 LA HABANA

Mr Antonio PERERA PUGA  
 Director, Centro de Areas Protegidas  
 Ministerio de Ciencia Tecnología y Medio  
 Ambiente  
 Calle 18A No 4114 e/ 41 y 47  
 11300 Miramar, Playa, C. HABANA,

**ECUADOR / EQUATEUR**

H. Exc. Mr Juan CUEVA  
 Ambassador, Permanent Delegate of Ecuador to  
 UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Mauricio MONTALVO  
 Deputy Permanent Delegate of Ecuador to  
 UNESCO ,1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Teodoro PENTA  
 Ministro de Desarrollo Urbano y Vivienda  
 Calle Cordero y du 10 Agosto  
 QUITO

Mr Fernando CORDERO  
 Alcalde  
 Municipalidad de Cuenca 01-05-1940  
 CUENCA

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Taina KIEKKO  
 Ambassador, Permanent Delegate of Finland to  
 UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Henrik LILIUS  
 State Archaeologist  
 Director-General of the National Board of  
 Antiquities  
 Nervandersnk 13, 00100 HELSINKI

Mr Jukka-Pekka FLANDER  
 Chief Inspector  
 Ministry of the Environment, Land Use Department  
 Kasarminkatu 25, P.B. 380,  
 00131 HELSINKI

Ms Anne LAMMILA  
 Deputy Permanent Delegate of Finland to  
 UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Ms Anne HARMAALA  
 Assistant  
 Permanent Delegation of Finland to UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**FRANCE**

S.Exc. M. Jean MUSITELLI  
 Ambassadeur, Délégué permanent  
 Délégation permanente de la France auprès de  
 l'UNESCO  
 1, rue Miollis 75732 PARIS Cedex 15

M. Alain MEGRET  
 Directeur adjoint de la nature et des paysages  
 Ministère de l'Aménagement du Territoire et de  
 l'Environnement  
 20 Avenue de Ségur, 75302 PARIS 07 SP

Ms Catherine CARO  
 Administrateur civil, Adjoint au sous-Directeur des  
 sites et paysages  
 Ministère de l'Environnement  
 20 Avenue de Ségur, 75302 PARIS 07 SP

Mlle Eva CAILLART  
 Chargée de Mission  
 Ministère de la Culture et de la Communication  
 DAPA, 8 rue Vivienne, 75002 PARIS

Mme Catherine DUMESNIL  
 Conseillère technique  
 Commission nationale française pour l'UNESCO  
 57 Bd des Invalides, 75700 PARIS SP

#### **GREECE / GRECE**

Mme Hélène METHODIOU  
 Conseiller pour la Culture  
 Délégation permanente de la Grèce auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Nicholas SALAMANIS  
 Christos  
 Délégué permanent adjoint de la Grèce auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

#### **HUNGARY / HONGRIE**

M. Zsolt VISY  
 Secrétaire d'Etat adjoint  
 Ministère du Patrimoine Culturel National de  
 Hongrie  
 Président du Comité National Hongrois du  
 Patrimoine  
 H-1055 BUDAPEST, Sialay u. 10-14

M. János TARDY  
 Secrétaire d'Etat adjoint  
 Ministère de l'Environnement  
 Office de Protection de la Nature  
 H-1121, BUDAPEST, Költö u. 21

M. János JELEN  
 Ambassador  
 Department of Cultural and Scientific  
 Cooperation  
 Ministry for Foreign Affairs  
 1027 BUDAPEST Nagy Imre tér 4.

M. Peter KARIKAS  
 Délégué permanent adjoint  
 Délégation permanente de Hongrie auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

#### **ITALY / ITALIE**

S. Exc. M. Gabriele SARDO  
 Délégué permanent de l'Italie auprès de l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Prof. Umberto LEANZA  
 Chef du Service du Contentieux Diplomatique  
 Ministère des Affaires Etrangères  
 Piazzale della Farnesina 1, 00194, ROME

Mme Gabriella IAVICOLI  
 Direction Générale des Relations Culturelles  
 Ministère des Affaires Etrangères  
 Piazzale della Farnesina 1, 00194, ROME

M. Stefano DE CARO  
 Surintendant archéologue des villes de Naples et  
 Caserta  
 Ministère pour les Biens et les Activités Culturelles  
 Piazza Museo 19, NAPLES

M. Luciano MARCHETTI  
 Surintendance pour les Biens Culturels de Florence  
 Ministère pour les Biens et les Activités Culturelles  
 Piazza Pitti, FLORENCE

Ms Giuliana FASANO

#### **JAPAN / JAPON**

H. E. Mr Koichiro MATSUURA  
 Chairperson of the World Heritage Committee  
 Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of  
 Japan to France  
 7 avenue Hoche, 75008 PARIS

Mr Yasukuni ENOKI  
 Director-General of Cultural Affairs Department  
 Ministry of Foreign Affairs  
 2-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku 100-8919,  
 TOKYO

M. Kensuke TSUZUKI  
 Minister, Deputy Permanent Delegate of Japan to  
 UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Akira YOSHIKAWA  
 Minister-Councillor  
 Permanent Delegation of Japan to UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Yuichi ISHII  
 Director  
 Multilateral Cultural Cooperation Division  
 Cultural Affairs Department, Ministry of Foreign  
 Affairs, 2-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku,  
 TOKYO 100-8919

Mr Takahiro OKAMOTO  
 Official, Multilateral Cultural Cooperation Division  
 Cultural Affairs Department, Ministry of Foreign  
 Affairs  
 2-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, TOKYO 100-  
 8919

Mr Tomoyuki ONO  
 Troisième Secrétaire  
 Délégation permanente du Japon auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Akihiro TAKAZAWA  
 Troisième Secrétaire  
 Délégation permanente du Japon auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Kanenori MIURA  
 World Natural Heritage Ecosystem Conservation  
 Officer  
 Nature Conservation Bureau, Environment Agency  
 2-1-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, TOKYO, 100-  
 8975

Dr Nobuko INABA  
 Senior Specialist for Cultural Properties  
 Architecture Division  
 Cultural Properties Protection Department  
 Agency for Cultural Affairs  
 3-2-2 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, TOKYO 100-  
 0013

Ms Kumiko YONEDA  
 Senior Research Scientist  
 Japan Wildlife Research Centre  
 2-29-3 Yushima, Bunkyo-ku, TOKYO 113-0034

#### **LEBANON / LIBAN**

Mme Carla JAZZAR  
 Délégué permanent adjoint  
 Délégation permanente du Liban auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

M. Assaad SEIF  
 Archéologue  
 Direction Générale des Antiquités du Liban  
 Musée National, rue de Damas, BEYROUTH

#### **MALTA / MALTE**

S. Exc. M. Joseph LICARI  
 Ambassadeur, Délégué permanent de Malte auprès  
 de l'UNESCO  
 46 rue de Longchamp, 75116 PARIS

#### **MEXICO / MEXIQUE**

Lic. Dámaso LUNA CORONA  
 Director General de Recursos Naturales y Medio  
 Ambiente  
 Secretaría de Relaciones Exteriores  
 Av. Veracruz 101, MEXICO

Ministro José SANCHEZ GUTIERREZ  
 Representante Permanente Alterno de México ante  
 la UNESCO  
 Permanent Delegation of Mexico to UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

M. Oscar RAMIREZ  
 Director General de Investigación de los Procesos  
 de Desarrollo Sustentable  
 Instituto Nacional de Pesca  
 Ministry of Environment (SEMARNAP)  
 Pitagoras # 1320  
 Col. Sta Cruz Atoyac, MEXICO 03310 D.F.

Mr German GONZALEZ-DAVILA  
 Permanent Representative of the Minister of  
 Environment  
 Natural Resources and Fisheries to the OECD  
 SEMARNAP  
 4 rue Galliéra, 75116 PARIS

Mr Alejandro MONTEAGUDO CUEVAS  
 Deputy Director for Environmental Affairs  
 Secretariat of Commerce and Industrial  
 Development  
 Alfonsoreyes 30, 1<sup>st</sup> Floor, Hipódromo CONDESA

#### **MOROCCO / MAROC**

M. Abdelaziz TOURI  
 Directeur du Patrimoine Culturel  
 Ministère des Affaires Culturelles  
 17 rue Michlifén, Agdal, RABAT

M. Salah Salomé ELHONSALI  
 Délégué permanent adjoint  
 Délégation permanente du Maroc auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

M. Ahmed SKOUNTI  
Chargé de recherche  
Ministère des Affaires Culturelles  
Direction du Patrimoine Culturel  
17 rue Michlifen, Agdal, RABAT 10000

**NIGER**

M. Amadou TCHEKO  
Délégué permanent adjoint du Niger auprès de  
l'UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

M. Seyni SEYDOU  
Directeur, Parc national du W du Niger  
Direction de la Faune, Pêche et Pisciculture  
Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement  
B.P. 721 NIAMEY

M. Mahamane SALEY  
Directeur Institut de Museologie de Niamey  
Ministère de la Communication et de la Culture  
B.P. 10457 NIAMEY

**REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIQUE DE COREE**

Mr Il CHUNG  
First Secretary, Korean Representative  
Embassy of Republic of Korea  
125 rue de Grenelle, 75007 PARIS

**THAILAND / THAILANDE**

Prof. Dr. Adul WICHIENTHAROEN  
Chairman, National Committee for Protection of  
World Cultural and Natural Heritage  
Office of Environmental Policy and Planning  
60/1 Pibunwattana, Rama 6 Road, BANGKOK  
10400

Mr Manit SIRIWAN  
Secretary, National Commission on the Protection  
of the World Heritage  
Office of Environmental Policy and Planning  
60/1 Pibunwattana, Rama 6 Road, BANGKOK  
10400

Mrs Siriporn NANTA  
Assistant Secretary, National Committee for  
Protection of World Cultural and Natural Heritage  
Office of Environmental Policy and Planning  
60/1 Pibunwattana, Rama 6 Road,  
BANGKOK 10400

**UNITED STATES OF AMERICA/ ETATS-UNIS  
D'AMERIQUE**

Mr John J. REYNOLDS  
Regional Director  
Pacific West Region  
National Park Service  
Department of the Interior  
SAN FRANCISCO  
Mr William W. McILHENNY  
United States Observer to UNESCO  
United States Embassy  
2 Avenue Gabriel, PARIS

Mr James H. CHARLETON  
International Cooperation Specialist  
Office of the International Affairs  
National Park Service  
Department of the Interior  
1849 C. Str., N.W. WASHINGTON, D.C. 20240

Ms Stéphanie MULOT  
Program Specialist  
US Observer Mission  
2 Avenue Gabriel, 75008 PARIS

**ZIMBABWE**

Mr D. DABENGWA  
Minister of Home Affairs  
Ministry of Home Affairs, HARARE

Mr Joey BIMHA  
Ambassador  
Permanent Delegation of Zimbabwe to UNESCO  
12 rue Lord Byron, 75008 PARIS

Mr Dawson MUNJERI  
Executive Director  
National Museums and Monuments  
Box CY 1485 Causeway, HARARE

Mr Albert KUMIRAI  
Director, Natural History Museum  
National Museums of Monuments of Zimbabwe  
P.O. Box 240, BULAWAYO

Mr E. KARODZA  
Consellor  
Embassy of Zimbabwe  
12 rue Lord Byron, 75008 PARIS



II. ORGANIZATIONS ATTENDING IN ADVISORY CAPACITY /  
ORGANISATIONS PARTICIPANT A TITRE CONSULTATIF

**INTERNATIONAL CENTRE FOR THE STUDY OF THE PRESERVATION AND THE RESTORATION  
OF CULTURAL PROPERTY (ICCROM) / CENTRE INTERNATIONAL D'ETUDES POUR LA  
CONSERVATION ET LA RESTAURATION DES BIENS CULTURELS (ICCROM)**

Ms Joan DOMICELJ  
Director  
Domicelj Consultants Pty Ltd  
49 Olympian Parade  
LEURA, N.S.W. 2780, Australia

Mr Herb STOVEL  
Coordinator  
World Heritage Convention  
Via di San Michele, 13  
00153 ROME, Italy

**INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES (ICOMOS) /  
CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES (ICOMOS)**

M. Jean-Louis LUXEN  
Secrétaire général  
49-51 rue de la Fédération  
75015 PARIS  
France

Mlle Regina DURIGHELLO  
Assistante du Coordinateur  
49-51 rue de la Fédération, 75015 PARIS

Professor Henry CLEERE  
Coordinateur du patrimoine mondial  
49-51 rue de la Fédération  
75015 PARIS  
France

Mme Carmen AÑON FELIU  
Member, Executive Committee  
PUERTO SANTA MARIA 49, Spain

**THE WORLD CONSERVATION UNION (IUCN) / UNION MONDIALE POUR LA NATURE (UICN)**

Dr Patrick DUGAN  
Global Programme Director  
IUCN  
CH-1196 GLAND, Switzerland

Mr P.H.C. (Bing) LUCAS  
Vice-Chair World Heritage  
World Commission for Protected Areas (WCPA)  
1/268 Main Road, Tawa  
WELLINGTON 6006, New Zealand

Dr David SHEPPARD  
Head, Programme on Protected Areas  
IUCN Headquarters  
rue Mauverney, 28  
CH-1196 GLAND, Switzerland

**WORLD CONSERVATION MONITORING CENTRE**

Mr Jerry Harrison  
World Conservation Monitoring Centre (WCMC)  
219 Huntingdon Road  
CAMBRIDGE CB3 0DL

**OBSERVERS / OBSERVATEURS****(i) STATES PARTIES TO THE WORLD HERITAGE CONVENTION /ETATS PARTIES A LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL****ARGENTINA / ARGENTINE**

Ing. Francisco ERIZE  
 Assesseur, Secrétariat des Ressources Naturelles  
 Rodriguez Peña 1882, 1023 BUENOS AIRES

**AUSTRIA / AUTRICHE**

M. Hans HORCICKA  
 Director  
 Federal Ministry for Education and Cultural Affairs  
 VIENNA, A-1014 Minoritenplatz 5

**BELGIUM / BELGIQUE**

Mme Bénédicte SELFSLAGH  
 Relations avec les Organisations Internationales  
 Division du Patrimoine  
 Ministère de la Région Wallonne de Belgique  
 14 rue d'Aumale, 75009 PARIS

Mme Gislaine DEVILLERS  
 Première attachée  
 Région Wallonne – Division du Patrimoine  
 Rue Brigade d'Irlande – 51000 JAMBES

M. Christian SPAPENS  
 Architecte-Directeur  
 Chaussée d'Alsembery 647, B-1180, BRUXELLES

S. Exc. le Baron Hubert VAN HOUTTE  
 Ambassadeur, Délégué permanent de la Belgique  
 auprès de l'UNESCO  
 4 Villa de Saxe, 75007 PARIS

**BOLIVIA / BOLIVIE**

Mr Eduardo LORINI  
 Délégué permanent adjoint de la Bolivie auprès de  
 l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**COSTA RICA**

Mme Gabriela CASTILLO  
 Ministre Conseiller

Délégation permanente du Costa Rica auprès de  
 l'UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Emil PAVISEN  
 Deputy Permanent Delegate of Denmark to  
 UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Michael WORBS  
 Deputy Permanent Delegate  
 Permanent Delegation of Germany to UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**GUATEMALA**

Mme Fanny BENOIT D'ENTREVAUX  
 Délégation permanente du Guatemala auprès de  
 l'UNESCO  
 c/o Ambassade du Guatemala  
 73 rue de Courcelles, 75008 PARIS

Mlle Claire GAVELLE  
 Délégation permanente du Guatemala auprès de  
 l'UNESCO  
 c/o Ambassade du Guatemala  
 73 rue de Courcelles, 75008 PARIS

**HONDURAS**

S. Exc. Mme Sonia MENDIETA DE BADAROUX  
 Ambassadeur, Délégué permanent de Honduras  
 auprès de l'UNESCO  
 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr J.C. BENDANA-PINEL  
 Délégué permanent adjoint de Honduras auprès de  
 l'UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**INDIA / INDE**

Mr Gauri Shankar GUPTA  
 Consellor, Deputy Permanent Delegate of India to  
 UNESCO

1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**INDONESIA / INDONESIE**

Mr Imam SANTOSO  
Permanent Delegation of Indonesia to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

I.G.N. Anom  
Dept. of Education and Culture  
JAKARTA

**IRAQ / IRAK**

M. Iyad AFLAK  
Conseiller  
Délégation permanente de l'Irak auprès de  
l'UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**IRAN**

Reza Bagegan  
Permanent Delegation of Iran to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**KINGDOM OF CAMBODIA / ROYAUME DU  
CAMBODGE**

S. Altesse Royale le Prince NORODOM  
SIHAMONI  
Ministre d'Etat  
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire  
Délégué permanent du Royaume du Cambodge  
auprès de l'UNESCO  
2 Place de Barcelone, 75016 PARIS

Mlle Dara MANG  
Troisième Secrétaire  
Délégation permanente du Royaume du Cambodge  
auprès de l'UNESCO  
2 Place de Barcelone, 75016 PARIS

**MAURITIUS / ILE MAURICE**

Mr Philippe LA HAUSSE DE LALOUVIERE  
Chairman, National Heritage Trust  
Government of Mauritius  
c/o Ministry of Arts and Culture  
Seeneevassen Building, PORT LOUIS

**NEPAL**

Mr Indra Bahadur SINGH

Ambassador, Permanent Delegate of Nepal to  
UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**NORWAY / NORVEGE**

Ms Ingunn KVISTEROY  
Nordic World Heritage Office  
Postbox 8196 Dep., N-0034 OSLO

**PALESTINE**

Mr Abdalrahim AL FARRA  
Délégation permanente palestinienne auprès de  
l'UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**PHILIPPINES**

Ms Deanna ONGPIN-RECTO  
First Secretary/Senior Foreign Affairs Adviser for  
UNESCO  
Permanent Delegation of Philippines to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**POLAND / POLOGNE**

Prof. Andrzej TOMASZEWSKI  
Ministère de la Culture  
VARSOVIE, Krakowskie Przedmiescie, 26

**PORTUGAL**

Mr Paulo PEREIRA  
Vice-President  
IPPAR, Palacino da Ajuda

**SYRIAN ARAB REPUBLIC / REPUBLIQUE  
ARAB SYRIENNE**

Mme Nabila CHAALAN  
Délégué permanent de la Syrie auprès de  
l'UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**ROMANIA / ROUMANIE**

M. Aurelian TRISCU  
Architecte, Vice-président de la Commission  
nationale des Monuments Historiques  
Ministère de la Culture, Piafa Presei Libere,  
BUCAREST

Mr Ion MACOVEI

Délégué permanent adjoint de la Roumanie auprès de l'UNESCO

1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**SAUDI ARABIA / ARABIE SAOUDITE**

Mr Abdulaziz BIN SALAMAH  
Permanent Delegate of Saudi Arabia to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

Mr Abdullah AL-SAUD  
Ministry of Education  
P.O. Box 3734 RIYADH 11481

Mr Mohammed AL-HAMDAN  
Ministry of Education  
P.O. Box 3734 RIYADH 11481

**SOUTH AFRICA / AFRIQUE DU SUD**

Mr Karl NAUDE  
Assistant Director, Biodiversity Management  
Dept. of Environmental Affairs and Tourism  
P/Bag 441 PRETORIA

Mr Devandhran MOODLEY  
Permanent Delegation of South Africa to UNESCO  
Embassy of South Africa  
59 Quai d'Orsay, 75007 PARIS

Mr MAKGOLO  
Acting Deputy Director, Cultural Resources Management  
Dept. of Environmental Affairs and Tourism  
P.O. Box 447, PRETORIA 0001

**SPAIN / ESPAGNE**

H.E. D. Jesús EZQUERRA  
Ambassador, Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Spain to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**SWEDEN / SUEDE**

Mr Jan TURTINEN  
Expert, University of Stockholm  
Score SE-10691 STOCKHOLM

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mme Nicole WYRSCH  
Conseiller (Education, Science et Culture)

Délégation permanente de la Suisse auprès de l'UNESCO

1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**TOGO**

M. Cosme Adebayo d'ALMEIDA  
Conseiller Technique chargé de la Coopération Culturelle  
Ministère Culture-Jeunesse et Sports  
Administrateur du Centre Régional d'Action Culturelle (CRAC)  
B.P. 4396 LOME

**TUNISIA / TUNISIE**

M. Jamel THLIBI  
Directeur  
Agence nationale de Protection Environnement  
B.P. 52 TUNIS-Belvédère

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Ozgür ULUDÜR  
Third Secretary  
Permanent Delegation of Turkey to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Nigel PITTMAN  
Dept. for Culture, Media and Sport  
2-4 Cocurpur St. LONDON SW1Y 5DH

Mr Christopher YOUNG  
Director for Hadrian's Wall  
English Heritage, Abbey Gate House, Market St.  
HEWHAM, Northumberland, England NEU6 3LJ

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA / REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE**

Mr Mohammed S. SHEYA  
Deputy Permanent Delegate of the United Republic of Tanzania to UNESCO  
13 Avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS

**VENEZUELA / VENEZUELA**

Ms Clarelina AGOSTINI  
Second Secretary  
Permanent Delegation of Venezuela to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 PARIS Cedex 15

(ii) **NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS /  
ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES**

**FRIENDS OF THE EARTH (FOE)**

Mr Lincoln SILIAKUS  
Friends of the Earth  
121 rue de Rennes, 75006 PARIS

**WORLD ARCHAEOLOGICAL CONGRESS**

Mr Lyndon Charles ORMOND-PARKER  
Executive Committee Member  
The World Archaeological Congress  
C/o Dept. of Archaeology, University of Newcastle  
NEWCASTLE upon Tyne

**AUSTRALIAN CONSERVATION FOUNDATION**

Mr Richard LEDGAR  
Australian Conservation Foundation  
308 Gore Street, Fitzroy, VICTORIA

**GUNDJEHMI ABORIGINAL CORPORATION  
AUSTRALIA**

Ms Yvonne MARGARULA  
Chairperson  
Gundjehmi Aboriginal Corporation  
P.O. Box 245, JABIRU NT 0886

Ms Jacqueline KATONA  
Executive Officer  
Gundjehmi Aboriginal Corporation  
PO Box 245 JABIRU NT 0886

Mr Mathew FAGAN  
Legal Policy Officer  
Gundjehmi Aboriginal Corporation  
PO Box 245 JABIRU NT 0886

Mr Hammer ROY  
Chairperson  
Aboriginal Areas Protection Authority  
P.O. Box BOOROGOLA NT

Mr Murray GARDE  
Interpreter  
Gundjehmi Aboriginal Corporation  
P.O. Box 245, JABIRU NT, 0886

Ms Rosie NABINARDI  
Secretary  
Gundjehmi Aboriginal Corporation  
P.O. Box 245, JABIRU NT, 0886

Mr Stuart GARDELL  
Member  
Gundjehmi Aboriginal Corporation  
P.O. Box 245, JABIRU NT, 0886

**THE WILDERNESS SOCIETY, AUSTRALIA**

Mr Alec MARR  
National Campaign Director  
The Wilderness Society  
130 Davey St. Hobart TASMANIA, 7000

Ms Christine MILNE  
The Wilderness Society  
130 Davey St. Hobart TASMANIA, 7000

**SIERRA CLUB**

Mr Stephen MILLS  
Director, International Program  
Sierra Club  
408 C Street, NE WASHINGTON, D.C. 20002  
United States of America

**INTERNATIONAL COUNCIL FOR SCIENCE /  
CONSEIL INTERNATIONAL POUR LA  
SCIENCE**

Professor Brian WILKINSON  
Leader of Independent Scientific Panel  
C/o International Council for Science  
Conseil International pour la Science  
51 Bd de Montmorency, 75016 PARIS

Ms Anne LARIGAUDERIE  
International Council for Science  
Conseil International pour la Science  
51 Bd de Montmorency  
75016 PARIS

iii) **NON PROFIT-MAKING INSTITUTIONS**

**AUSTRALIAN PARLIAMENT**

Mr Justin O'BRIEN  
Representative of the Australian Democrats  
Level 1, Wellington Parade, EAST MELBOURNE  
3002

Mr Marc DEYER  
Etudiant en Architecture  
Representative of the Australian Democrats  
Level 1, Wellington Parade, EAST MELBOURNE  
3002

**U.S. HOUSE OF REPRESENTATIVES**

Mr John RISHEL  
Congressional Staff  
U.S. House of Representatives  
1413 A Longworth Hob, WASHINGTON, D.C  
20515 U.S.A.

Mr Kurt CHRISTENSEN  
Professional Staff  
U.S. House of RepresentativesLhob,  
WASHINGTON D.C., 20515, U.S.A.

**UNESCO SECRETARIAT / SECRETARIAT DE L'UNESCO**

Mr Crespo Torral  
Assistant Director-General, Sector for Culture

**World Heritage Centre / Centre du patrimoine mondial**

Mr Mounir BOUCHENAKI  
Director

Mr Georges ZOUAIN  
Deputy Director

Ms Minja YANG  
Director, Asia/Pacific Region

Ms Galia SAOUMA-FORERO

Mr Natarajan ISHWARAN

Mr Herman van HOOFF

Ms Elizabeth WANGARI

Ms Mechtild ROSSLER

Ms Sarah TITCHEN

Ms Josette ERFAN

Mr Peter STRASSER

Ms Junko TANIGUCHI

Mr Peter STRASSER

Ms Vesna VUJICIC-LUGASSY

Mr Feng JING

M. Stéphane DUCLOT

Mr Peter STOTT

Ms Johanna SULLIVAN

Ms Jane DEGEORGES

Ms Jocelyne POUTEAU

Ms Marianne RAABE

Mr David MARTEL

Ms Claire SERVOZ

Ms Marie-Christine BOTTE

Ms Réjane HERVE

Ms Laetitia MAUCOURANT

Ms Vittoria FRESCO

Mr Bernd von DROSTE  
Special Advisor to the Director-General of  
UNESCO for World Heritage

**Secretariat of the Director-General / Secretariat  
du Directeur Général**

Ms Rachelle ROCA-HACHEM  
Attaché adjoint de Cabinet

**Bureau for Coordination of Environmental  
Programme / Bureau de Coordination du  
Programme d'Environnement**

M. Thomas SCHAAF

**Division of Ecological Sciences / Division des  
Sciences Ecologiques**

Ms M. JARDIN  
M. Sami MANKOTO

**Division of Cultural Heritage/Division du  
Patrimoine culturel**

M L. LEVI-STRAUSS

Ms N.AIKAWA

**UNESCO Courier**  
Mlle Sophie BOUKHARI  
Rédactrice

**Déclaration du représentant du Directeur général de l'UNESCO  
Mr H. Crespo-Toral, Assistant du Directeur général de l'UNESCO pour la Culture.**

**(Paris, 12 July 1999)**

Your Excellency, Ambassador Matsuura, Chairperson of the World Heritage Committee,  
Honourable Members of the Committee and Observers,  
Ladies and Gentlemen,  
Dear Colleagues,

It is an honour and a pleasure for me to represent the Director-General of UNESCO to welcome the Members and Observers of the extraordinary session of the Committee.

The necessity felt by the Committee at its twenty-second session to hold an extraordinary session, devoted exclusively to examine the case of Kakadu National Park in Australia, demonstrates the increasing complexity of the issues that the Committee is called upon to study.

The responsibilities vested in you are indeed enormous. This case, far from being a matter of importance only to Australia, is an issue of global concern. The World Heritage status of Kakadu National Park makes its protection not only a responsibility for Australia but also for the international community as a whole. The issue also challenges the fundamental tenets of the *World Heritage Convention* and more...

Heritage and development, sustainable use of natural resources, the role of tradition in modern society, cultural identity as a source of social cohesion, minority and majority cultural, social and economic values and rights, employment and economic opportunities. The case of Kakadu National Park represents the complexity and the multitude of factors that we must consider in the building of our future.

The Director-General has specifically asked me to convey to you his pleasure in learning of the professional and collegial manner in which the case was deliberated at the Bureau session last week. The process based on transparency and consultations in the fulfilment of the collective responsibility enunciated in the *Convention* is exemplary. It has established an important precedent for the future implementation of the *Convention*, and on behalf of the Director-General, I thank the Government of Australia and the other members of the Committee for your commitment to the *Convention*.

Allow me also, to express appreciation for my colleagues of the World Heritage Centre who have willingly and enthusiastically devoted their time and energy, far beyond the call of duty, in servicing the Committee for the noble cause of the World Heritage.

On behalf of the Director-General, I wish you the very best and the successful deliberation of your work.



**Lettre de M. Phillip Shirvington, Chef exécutif de la compagnie  
Energy Resources Australia, 12 juillet 1999**



**ERA****Energy Resources of Australia Ltd**

ACN 008 550 865

12 July 1999

docs.paf:1980tr

HE Mr Matsuura  
Ambassador of Japan  
Chairman of the World Heritage Committee

Dear Mr Matsuura,

Energy Resources of Australia Ltd (ERA) is the company that has a primary involvement in the issue of the Jabiluka Mine and both the cultural heritage and physical environmental issues relating to the Kakadu World Heritage.

We understand your reasoning for declining ERA's request for observer status and an opportunity to address the Special Committee Meeting on Monday 12 July. ERA is a key stakeholder in this issue and as such we believe it is important for the Committee to understand the Company's perspective in particular with respect to recent undertakings to the Australian Government.

We respectfully request that the attached Statement be circulated for the information of Committee members.

Yours sincerely

Mr Phillip Shirvington  
Chief Executive

**Sydney Office** Level 18, Gateway, 1 Macquarie Place, Sydney NSW 2000 Australia Tel: (02) 9256 8900 Fax: (02) 9251 1817  
**Ranger Mine** Locked Bag 1, Jabiru NT 0886 Australia Tel: (08) 8938 1211 Fax: (08) 8938 1203

A Member of the  Group

**ERA****Energy Resources of Australia Ltd**

ACN 008 550 865

**STATEMENT TO MEMBERS OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE  
BY  
PHILLIP SHIRVINGTON, CHIEF EXECUTIVE  
ENERGY RESOURCES OF AUSTRALIA LTD**

Chairman and Members of the World Heritage Committee

Energy Resources of Australia first wishes to acknowledge the role and eminent status of the Committee in the matter of protecting the natural and cultural values of the Kakadu National Park World Heritage Area. We also wish to reconfirm our acknowledgment of the status of Ms Yvonne Margarula as Senior Traditional Owner of the Mirrar Gundjehmi lands.

**Commitment to no two full scale commercial mines**

The past week has been witness to a watershed moment for Energy Resources of Australia. This week the Company took the uncertain but honest step of placing cultural and environmental impacts as lead criteria in how it achieves its commercial objectives, a move that is beyond the Company's business obligations and legal rights and duties.

In a significant step for the Company, ERA will forgo the opportunity to maximise commercial outcomes in the event of future strong market conditions. It will ensure that full scale commercial mining at Jabiluka will only occur following the scaling down of production at Ranger. There will be a transition from Ranger to Jabiluka such that two mines will not be in full production simultaneously. This will replace the previous plan to operate the two mines together until 2014.

On the basis that the Ranger Mill Alternative proceeds the Company will need only to take a small feed of ore from Jabiluka from 2001. There would then be a phase in of the Jabiluka mine commencing some years later and a phase out of Ranger ore (to be completed when Jabiluka reaches full commercial scale production in about 2009 and as outlined in documents before the Committee).

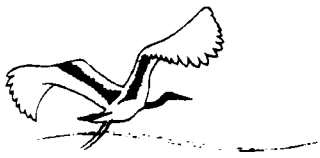
It has taken this step to reduce the concerns raised by its operations. The social and environmental impacts of future operations will be no greater than they stand today and must in fact reduce over time until the day ERA leaves the Kakadu region.

**Sydney Office** Level 18, Gateway, 1 Macquarie Place, Sydney NSW 2000 Australia Tel: (02) 9256 8900 Fax: (02) 9251 1817  
**Ranger Mine** Locked Bag 1, Jabiru NT 0886 Australia Tel: (08) 8938 1211 Fax: (08) 8938 1203

A Member of the



Group



## **Commitment to a Cultural Heritage Management Plan**

The future under a "transitional development" scenario requires much of the Company. In particular ERA recognises that it will need to strive to understand and address the expectations of Aboriginal groups in the region. This is certainly true for the views of the Mirrar Gundjehmi people.

ERA regrets that, perhaps as a result of our inability to build the necessary trust and respect with the Mirrar Gundjehmi, we have not been able to complete a comprehensive Cultural Heritage Management Plan. ERA is committed to developing such a plan. On this particular issue we will work with the Australian Government, and the facilitator they plan to appoint, to complete a Plan that aims to set a new international benchmark for managing such issues.

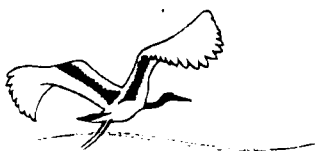
## **Commitment to improved communications and relationships with Aboriginal People**

The Cultural Heritage Management Plan is in fact one of a multitude of issues that are before the Committee on Jabiluka. Some of these issues are based on fact, others based on perceptions of risks and impacts, others yet on ideology and sovereignty. Distilling the essence of the Jabiluka debate is a lengthy task. However for ERA, and in the lead up to the deliberations of this Committee, it has come down to the requirement of gaining a better understanding of the underlining values in relation to expectations of our presence in Kakadu National Park.

ERA has initiated discussions with the Northern Land Council in Australia on developing a protocol on how we should begin afresh the process of communication with all Aboriginal groups in the region. It is ERA's intention to have the protocol discussed by all Aboriginal groups, but in particular with the Mirrar Gundjehmi.

The protocol will be the template on how we will talk to resolve outstanding issues associated with our proposals. Once in place however the protocol will not first be used to talk about approval for our preferred development concept of using the existing mill at Ranger - it will first be used to identify with all affected parties the requirements from the Company's operations in Kakadu which will lead to better outcomes for Aboriginal people.

The questions that will be asked will focus on the relative merits of straight royalty payments over participation in operations and ownership of assets such as the township of Jabiru and infrastructure. It will be asked where should we be heading with welfare and education issues in a practical sense. It will be identifying better arrangements for the future of the



region based, where relevant, on the recommendations of the Kakadu Region Social Impact Study.

This is a discussion ERA needs to have to ensure a new level of attention to the desires of all in the region.

Only after these initial discussions and with a new set of mutual proposals on the table will we consider seeking the approval for our preferred development option for Jabiluka.

### **Commitment to plan our exit from Kakadu**

The discussions with Aboriginal groups will take place during a period in which I hope the Committee will see a significant change in the Company's approach. To cement ERA's commitments made in this statement I would like to highlight one final commitment which will come to represent our approach to mining in Kakadu.

In the next twelve months ERA will initiate the preparation of a new plan which will have a small beginning but which will grow with the input of the Australian Government, our supervising authorities, Traditional Owners, their associations and other stakeholders. This is the plan which will ensure that we start examining now how we will eventually move out of Kakadu leaving a sustainable outcome for Aboriginal landowners and the environment. In the near future all our operations and decisions will be assessed as to how they ultimately affect our ability to leave the Kakadu region. Only by focussing now on the ultimate objective, which is to look beyond the end of uranium mining at Ranger and Jabiluka, can we achieve the ultimate result, that is a sustainable outcome for Aboriginal people and the environment.

### **Conclusion**

Chairman and Members of the Committee, Energy Resources of Australia sincerely thanks you for the opportunity to inform you through this statement. We do not consider it as our place to put a position on the resolutions before you but rather list our commitments in an endeavour to make our intentions on the Jabiluka project clear.

To conclude, as agreed with the Australian Government, ERA is committed to a transition of development from Ranger to Jabiluka so that two mines will not be in full production simultaneously. This is in recognition that the future level of social impact in the region must not be any greater than it is today, and in fact it must reduce.



We are committed to a new era of dialogue with Aboriginal groups which we have already initiated through the representative organisation the Northern Land Council.

We are committed to a Cultural Heritage Management Plan of professional standard that would be accepted internationally.

Finally we are committed to commence planning now on how we should stage our eventual exit from Kakadu such that sustainable outcomes are in place for Aboriginal people and the environment.

Thank you.

Mr Phillip Shirvington  
Chief Executive

**Présentation de M. Roger Beale, Secrétaire, Département de l'environnement et du patrimoine, Australie**

SLIDE 1: Australia's World Heritage Record

- Party since 1974
- 13 properties (9 natural, 4 natural and cultural) - \$50m+ pa
- An international and regional leader- Einstein Award, Picasso Gold Medal

We have been a strong supporter of the Convention for a quarter of a century. That is why we were particularly angered by some claims from NGO's that Australia has threatened to pull out of the Convention over this issue and by some advisers to the Convention that Australia true is "letting the side down". That is just not so. We make a major effort to protect our properties. We have special legislation, which we have just strengthened, and spend over \$50m each year to protect and present these properties - we are spending more now than ever before on management and protection. We have been proud recipients of the Einstein Award for our management of the Great Barrier Reef and the Picasso Gold Medal for our program at Uluru.

SLIDE 2: Kakadu National Park

- Huge - 1 9,804 sq kms, but fewer than 2000 residents
- Three stages-1981,1987 & 1992
- Mining leases pre-date Park and World Heritage listing

Kakadu National Park is one of the jewels in our World Heritage crown. It is very big - it is bigger than quite a number of member countries and for that matter States of the USA. And it is sparsely populated. It is ironic, but it was the pre-existing mining leases, and the proposal to develop further uranium mining in the late 1970's that led to it being made a National Park and then listed for its World Heritage values. Its values are broad ranging - it has rock art sites and archaeological sites that date back perhaps 50,000 years, a high and intact level of biodiversity and a living culture that is unique. We are very, very proud of this property.

SLIDE 3

This shows a map of Kakadu superimposed on a map of Europe at the same scale It is roughly of the size of Wales, or Belgium or New Jersey. I will ask you to bear this in mind later, when we are talking about the threats to the Park It is important that we keep in mind the relative scale of the Park, the distribution of its values and the scale of the potential threats

SLIDE 4

After an extensive inquiry under Judge Fox, the go ahead was given for the commencement of uranium mining in the late 1970's. But this was on the basis of the creation of a National Park to protect the natural and cultural values of the area, and the establishment of a special body to monitor and research the effects of uranium mining in the area - the



Supervising Scientist. The pre-existing mineral leases which are shown in this map in green in red were not included in the Park which is the blue shaded area.

#### SLIDE 5

The Park has been created in three stages - these are the first two - and progressively accepted for World Heritage listing, starting in 1981. Mining is not allowed in the Park itself. The leases were never included in the Park. The mining leases were always, and clearly, excluded from those world heritage nominations, and existing and possible future mining was clear.

#### SLIDE 6

This shows us the third stage of the Park. Stage 2 was listed under the Convention in 1987. By that stage the Park had encircled the pre-existing mining leases. In 1992 the whole Park was listed again. I repeat that the mining leases were not included in the listing and the Committee was advised of the prospect of mining at Jabiluka.

#### SLIDE 7

This shows the mining leases in more details. It also shows the Ranger Mine site which has operated since before the first inscription. It shows that it is more than twice the size of the village, the small town, the town of 1,400 people, the town of Jabiru.

#### SLIDE 8: Strong Science

- Uranium mining (Ranger Mine since 1979) pre-dated World Heritage listing
- Intense environmental and health regulation Independent Supervising Scientist
- 20 year research program - results published for international scrutiny

I explained to you that uranium mining pre-dated the listing of this property. In fact there had been mining in the area since the late 19<sup>th</sup> Century. Because the Australian government was well aware of the natural values of the area, and intensely sensitive of the difficult issues that mining raised for the local indigenous population (then around 70-140 people), it insisted on close environmental and health regulation and an extraordinarily stringent rehabilitation requirement. We now have over 20 years of expert, longitudinal research by the Supervising Scientist, using a broad variety of techniques to monitor the effects of uranium mining on ecology and the people. This research has always been open to public scrutiny, and local communities have been involved in it through advisory bodies. It has shown no ill effects from the mine.

#### SLIDE 9: Strong Science

- Biodiversity and ecological values protected by National Park Service
- Major programs for removing feral weeds and animals
- Land management mimics traditional Aboriginal practices

But our management of the Park hasn't simply been about ensuring there is no pollution. The ecological values are also very important. And they were under threat. When our portfolio

became responsible for managing the Park, it was under extreme pressure from feral Asian water buffalo that had been introduced in the last century, from *sylvannia molesta* and *mimosa pigra* as well as other invasive species. The Park Service set about tackling these threats and reintroduced a fire regime which mimicked the traditional Aboriginal practices. Both these actions were critical to giving the ecosystems an opportunity to recover.

#### SLIDE 10: Scientific Results

- Park is in better shape than 20 years ago - buffalo, invasive weeds eradicated or controlled
- Supervising Scientist has found no impact on world heritage values by Ranger Uranium Mine
- Committee accepted integrity of world heritage values and approved listing in 1982, 1987 and 1991

We are proud of the Park. There is no doubt that it is in better shape than it was 20 years ago, and better shape than when it was first listed by the Committee. There has been no evidence of damage to its natural values, or health effects, from tightly supervised uranium mining on its borders. Indeed the Committee has commended Australia on its management in re-listing the Park in 1991 with that mine in operation.

#### SLIDE 11: Strong Cultural Protection

- Strict protection for archaeological and sacred sites
- Aboriginal owners control the Management Board for the Park
- But there are social problems -Kakadu Regional Social Impact Study

If we had only focussed on the natural values we would have missed the critical feature of this Park. It links a history of ecological development with one of human development over 50,000 years. Not only is there a treasure house of art and archaeology, but there are ongoing living traditions. Protecting physical sites is demanding - protecting culture could only be done through empowering the indigenous people of Kakadu. This was done through the grant of land rights and more particularly through joint management of the Park. The Aboriginal traditional owners have a two-thirds majority on the governing Board. But social conditions are not markedly better than for other remote Aboriginal communities – this is a matter we acknowledge and regret. In part it is due to population growth. To examine and propose solutions for these problems the Australian Government set up the Kakadu Region Social Impact Study in 1996.

#### SLIDE 12: Mining, tourism, and culture

- Mining outside the Park and tourism in the Park have brought money for Aboriginal communities
- Payments of \$150m from mining a one

The return of Aboriginal people to the region reflects the sense of empowerment they now had. But it is supported by the income that mining and tourism have brought. We can't avoid the fact that, as elsewhere in Australia and in other countries, money has enabled higher consumption of alcohol and western foods. This has taken its toll on health along with the pressure that population has put on housing and infrastructure. But the Australian experience

is that these problems can only be tackled through genuine empowerment, with the choices and obligations that brings.

SLIDE 13: Jabiluka: a managed mine

- Initially agreed by traditional owners in 1982
- Traditional owners lobbied for go ahead in 1991
- Project revived in 1996
- Subject to 3 year public Environmental Impact Statement process

Because they owned the land, the approval of the traditional owners was necessary before any mining activity could take place on the Jabiluka lease. That approval was given in 1982 through a legally binding Agreement involving a stream of payments to the Traditional Owners with royalties to be paid when the mine started operations. The mine was then expected to start in 1984. When it failed to do so the national Government was requested to pay compensation to the owner. In 1991 traditional owners asked their Parliamentary representatives to secure a go ahead for the project. It was revived in 1996 and a 3 year EIS process commenced. The legal agreement is still in place. The senior traditional owner now opposes the mine and contends the legitimacy of the Agreement.

SLIDE 14: Jabiluka: a managed mine

- Approved subject to meeting 90+ strict conditions
- Rigorous, ongoing monitoring by independent Supervising Scientist
- Supervision by Territory and National governments under legislation
- Area of disturbance approximately 1.3 sq kms and 0.007% of size of Park

The Mine received key environmental clearances last year, but it has to meet over 90 plus strict conditions before it can proceed to the point of export of uranium. The mine proposal is far less environmentally intrusive one than the one that which was initially agreed in the 1980's. Rather than being open cut, ore will be extracted through a narrow shaft or decline. The total surface area of the mine is 1.3 sq km, or about 0.007% of the Park's area. It will be subject to the same expert and rigorous monitoring process as the Ranger mine which has operated successfully for 20 years. It is also worth bearing in mind that this mine has a much smaller footprint than the Ranger mine it will replace, the mine that has been acceptable to this Committee since 1981.

SLIDE 15

Both of these photos were taken from the same height. The existing mine - the one that was in operation on each of the occasions that the property was listed is on the left. Jabiluka is on the right. Jabiluka, the total area, is very significantly less, it is about perhaps a quarter of the area of the major retention pond tailings dam at Ranger. The huge pit at Ranger will be filled and re-profiled. The company is required to rehabilitate to a standard that will enable this whole area to be included in the Park.

#### SLIDE 16: Australian Government's Position

- UNESCO Mission raises four sets of issues:
  - pollution from mine
  - effect on landscape of mine and town
  - impact on cultural heritage
  - social stresses
- Supervising Scientist has reported on pollution concerns

While the Mission made 16 recommendations, its principal conclusions can be grouped under these four headings. I won't talk about pollution from the mine. Dr Johnston, the Supervising Scientist, will do so. I would simply note that he and his team have scrutinised all the issues raised by the Mission and ICSU and concluded with a high degree of scientific certainty that there will be no damage to the World Heritage values of Kakadu if the mine proceeds. Let us first talk about the effect of the mine on landscape values.

#### SLIDE 17

We have all seen close up aerial photos of the mine and I am sure that we will see more today. I thought that the Committee might like to see a more typical view that a tourist would see from a helicopter. This is the mine site from the, above the, publicly accessible part of the park. The photo is taken from above the boundary with a standard lens. As you can see, the mine is not visible from ground level as it is behind a range of hills.

#### SLIDE 18

This photo is taken from the eastern tourist helicopter route. The mine is in the distance, top right. The next photograph is taken above the Oenpelli Road near the northern boundary of the lease/World Heritage boundary. Only about 10 percent of tourists take a helicopter ride. I was surprised that IUCN expressed, emphasized, such concern at the impact on aerial views when it has commented adversely in other parks on the use of helicopters in World Heritage Areas.

#### SLIDE 19: Australian Government's Position

- Impact on World Heritage landscape:
  - mine cannot be seen from publicly accessible World Heritage property
  - can only be seen from the air at over 200m above Park boundary
  - tiny footprint compared to huge property
- Jabiru township only 1400 people and mine's impact on town will be minimal
- More residents when last listed by Committee

We found the Mission's suggestion that the mine would put the landscape values of the Park at risk extraordinary. The mine simply cannot be seen from the publicly accessible parts of the Park as it lies behind significant sandstone bluffs. What precedent will it establish for

assessing World Heritage properties if we accept that visual impact can be established by flying an aircraft near the boundaries of the property. A property in this case of 20,000 square kilometres. We found it very surprising that the small town of Jabiru, which had more residents the last time the property was listed by the Committee, is now seen as a threat to the Park's landscape values. Consider the size of this village, 1400 people, consider the size of the Park and think of other exemplary properties like the Canadian Rockies, and other major parks, which are listed for their landscape values but have residential populations and infrastructure far more significant than Jabiru

#### SLIDE 20: Australian Government's Position

- Impact on cultural heritage
  - archaeological sites on mining lease will be protected
  - dust and vibration studies complete
  - sacred sites identified in 1982 mining agreement and through the EIS process will be protected
- Current Traditional Owner is arguing that sacred sites are much larger
  - not accepted by Northern Territory's independent Aboriginal sacred sites authority
  - sacred sites application being considered under national legislation
- These sites are not on the World Heritage property

We have implemented the Mission report recommendations on dust and vibration studies. These show no significant risks from the mine. We have prepared and have had independently reviewed an interim Cultural Heritage Management Plan based on the extensive existing archaeological and anthropological data available. Sadly, and we regret this deeply, we have not been able to secure the co-operation of the Traditional Owners in developing the plan as recommended by the Mission Report but we hope, we hope that that soon can be remedied. The Traditional Owners sacred site application under the National legislation will receive a fair and open assessment. These sites however, are not on the World Heritage property. For this mine to cause the Park to be listed as in danger, it would have to be demonstrated that they would have a significant impact on the cultural values of the Park itself.

#### SLIDE 21: Australian Government's Position

- Social stresses:
  - real but being tackled
  - new dialogue with Traditional Owners about park management concerns
- Problems are important but not unusual in indigenous communities
- Will not be helped by reducing income and employment through stopping mine or listing as in danger

I have already pointed to the undoubted social stresses of the community about which we are distressed. We have accelerated the implementation of the recommendations of the Kakadu Region Social Impact Study. The Minister will deal with this at length. The problems of alcohol, health and overcrowding of housing and infrastructure are not unusual in indigenous centres - regrettably they are all something we must all commit to addressing. But it is not a problem we can promise to fix overnight. It is not a problem strictly relevant to this Convention.

## SLIDE 22: Australian Government's Position

- Key points for Committee to note:
  - actions under way on social and cultural issues
  - sacred site application being assessed under domestic law
  - comprehensive and expert review by Supervising Scientist and ICSU

These matters will be dealt with by the Minister and Dr Johnston I want simply to emphasise that the actions set out in Australia's Kakadu and in the package announced by the Minister on Friday are extraordinarily responsive to the Mission report and the views put to us by State Parties in consultations over the last several months. We have come a long way since Kyoto and even more in this last week with the announcement of the sequencing of mining operations.

## SLIDE 23

Some members have expressed concern that the Australian proposal could imply that both mines could operate at less than full commercial scale but in combination produce more ore than current operations. This is not so. This graph shows Ranger ore production in red and Jabiluka in blue. You will see that there is only a minor overlap in the mining of ore and during any brief period of overlap the total volume of ore mined will be dramatically lower than the current levels of production. Of course until Jabiluka reaches full production, the mill at Ranger will operate by exhausting the existing ore stockpile at Ranger.

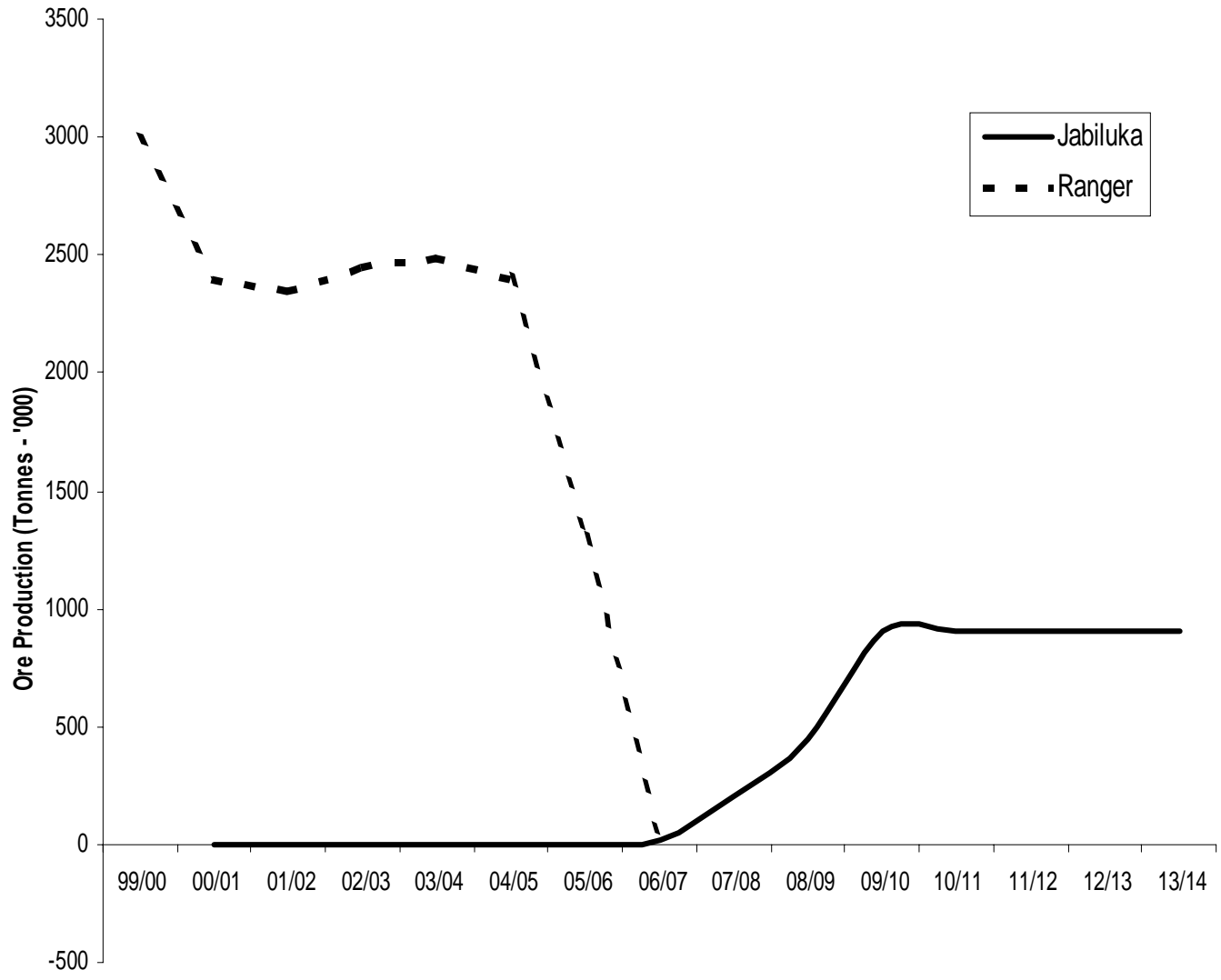
## SLIDE 24

Some Australian NGO's have been telling you that there is nothing new in the Australian proposal, that it is what the company had always proposed to do. This graph is taken from the Jabiluka Project main EIS report of 1997. The company's intention was to commence production at Jabiluka and rapidly build it up to blend with the Ranger ore and extend the life of that mine to 2020. The original proposal for Jabiluka is in blue and the revised proposal in red. This is what it has changed to.

## SLIDE 25: Australian Government's Position

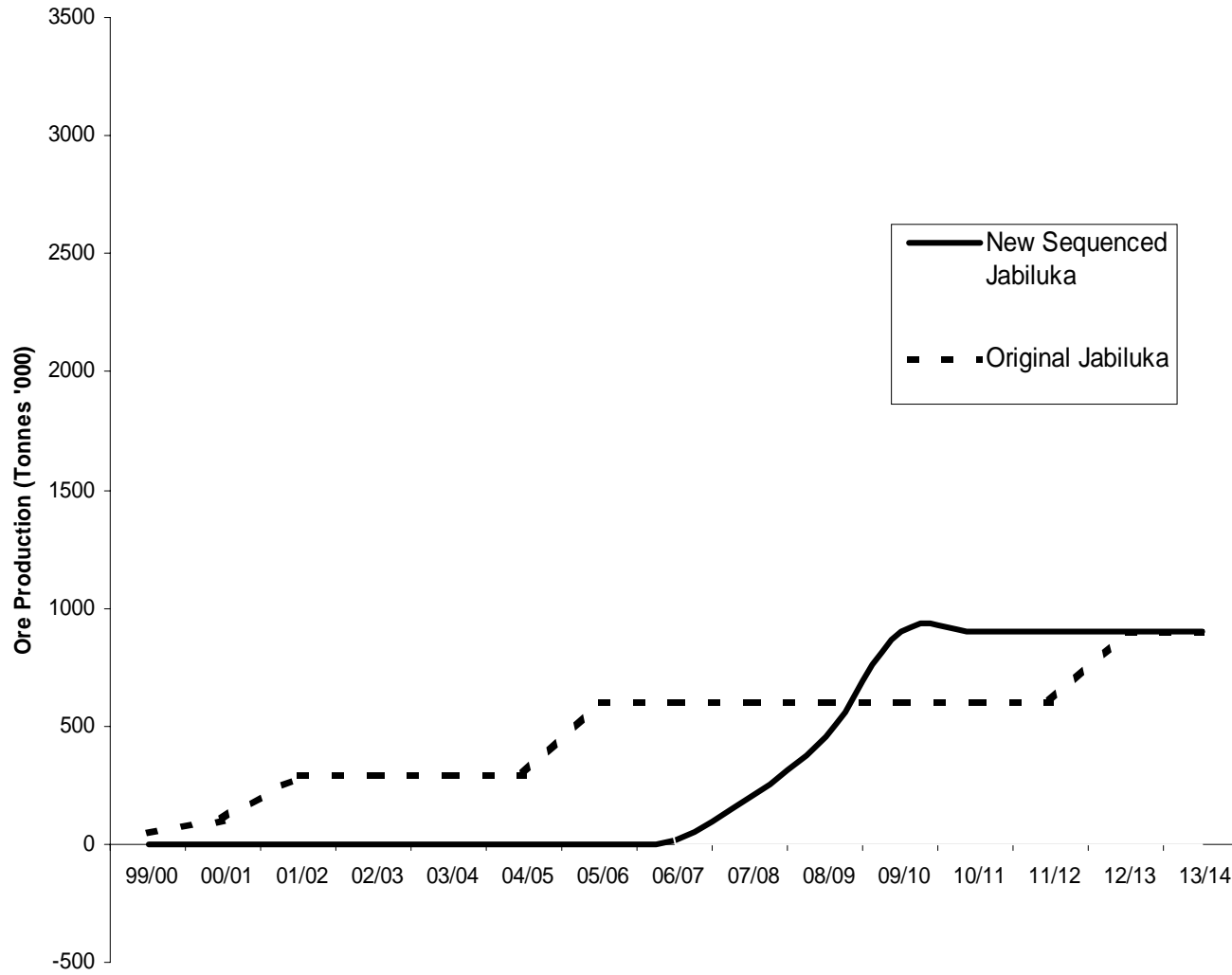
- Key issues for Committee:
  - focus on mandate focus on World Heritage property
  - maintain consistency consider scale of any threats
  - consider State Party opposes listing in danger

As you listen to the Minister and then discuss this thorny problem we would ask that you consider these issues. That you focus on the World Heritage mandate, that you focus on the property. That you focus on consistency through time and across different properties in decisions by this body. That you consider the scale of any threats to values against the scale of the property. And finally that you bear in mind that this State Party has provided you with much information, a proposed plan for managing any threats, that it has the legal, financial and technical capacity to carry out its proposals and that it opposes any suggestion that the Park should be placed on the World Heritage In Danger List.



New Sequenced Proposal and Original Jabiluka Proposal

SLIDE 24





**Déclaration de Mme Yvonne Margarula, Présidente, Gundjehmi Aboriginal Corporation, Territoire du Nord, Australie**

I would like to thank you Mr Chairperson for giving me this opportunity to speak to you all today.

The main thing that I can tell you about is the sacred sites in my country.

We Aboriginal people do not invent stories about our culture and our sacred sites. Our law is true.

Very often non-Aboriginal people, or European people, they doubt the truth of our culture.

Some of the sacred sites in our country are safe to approach and enter, others are extremely dangerous.

The sacred site in question today belongs to the Mirrar clan, my clan. There are many of us but we are not the only Aboriginal people who understand and recognize that sacred site. Every Aboriginal group and clan have their own sacred sites.

And so when we talk about our sacred sites it is a very intense and important topic and so we must speak with the truth when we talk about these things.

There were people from this organisation who came to my country and we showed them details about our culture and we were thankful for that.

We have had discussions with Senator Hill and maybe he will listen to our concerns.

We however, have no assurances that we can trust what we are told. We still don't know what to believe and we have heard about his two year pause. We really don't know what difference this will make to us.

Some of the information presented today casts aspersions on our traditional beliefs about the location of sacred sites. We feel that still we are not believed and trusted about these issues.

The label in-Danger is an appropriate way to describe the situation we find ourselves in. This is a dangerous issue for us.

And, so that is what I would wish to see placed is this description.

That is all I have to say. I thank you all very much.

**Déclaration conjointe de l'ICCROM, l'ICOMOS et l'UICN  
présentée par le Dr Patrick Dugan, UICN**

Mr Chairman,

ICCROM, ICOMOS AND IUCN all thank you and the members of the Committee for the opportunity to summarise our concerns over ascertained and potential dangers posed to Kakadu National Park by the Jabiluka mine. I might add that we do so in all humility having listened to the Traditional Owner.

Mr Chairman, we are of course aware of the political dimensions of this issue. However, these factors lie outside of our mandate and competence. They do underline, however, that when issues have such a sharp political dimension, it is tremendously important to be objective and to ensure that the provisions and the standards of the Convention are closely adhered to, in order Mr Chairman that procedural fairness and the expectations of the Contracting Parties, and the peoples they represent, may be achieved. As Advisory Bodies we see our role as being one of providing objective advice, and to continue to do so even in the face of the pressures that surround this and other high profile cases. We offer this advice to you, the Committee for you to use as you see appropriate.

In light of this mandate the three Advisory Bodies believe it is also important to highlight the Committee's own guidelines for inclusion of cultural and natural properties in the List of World Heritage in Danger, guidelines that we have followed in providing our advice to the Committee. Specifically Mr Chairman:

- Cultural properties are held to face an Ascertained Danger when the property is faced with specific and proven imminent danger, such as .... Important loss of cultural significance.
- Cultural properties are also held to face potential danger when the property is faced with threats which could have deleterious effect on its inherent characteristics.
- Natural properties are held to face an ascertained danger when the property is faced with specific and proven imminent danger, such as ... severe deterioration of the natural beauty or scientific value of the property, as by human settlement, Industrial and agricultural development, major public works, mining etc.
- Natural properties are held to face potential danger when the property is faced with major threats which could have deleterious effects on its inherent characteristics. Such threats include ... planned development projects within the property or so situated that the impacts threaten the property.

Mr Chairman, we reiterate that the World Heritage Mission to Kakadu believed these guidelines to have been met and noted "severe ascertained and potential dangers to the cultural and natural values of Kakadu National Park posed primarily by the proposal for uranium mining and milling at Jabiluka". The Mission therefore recommended: "that the proposal to mine and mill uranium at Jabiluka should not proceed."

Again Mr Chairman, at its 22<sup>nd</sup> Session in Kyoto in November 1998, this Committee “recognised the report of the mission to Kakadu National Park as being both thorough and credible”.

In reviewing the response of the Australian Government concerning the mitigation of threats posing ascertained and potential dangers to Kakadu National Park by the Jabiluka mine, we have sought to assess whether this response removes the concerns identified by the Mission and confirmed by the Committee relating to the ascertained and potential dangers to the site.

The concerns expressed by the Mission and recognised by the Committee focused upon three principal issues. These can be summarised as concerns over:

- (i) scientific uncertainties and the application of the Precautionary Principle (Recommendation 2);
- (ii) visual encroachment on the integrity of Kakadu National Park (Recommendation 3);
- (iii) a series of threats to the cultural values of the Park (Recommendations 4,5,6,7 and 8).

ICOMOS and ICCROM will be focusing on the threats to the cultural values. IUCN will therefore address the concerns for the natural values.

## **1. Scientific Uncertainties and the Precautionary Principle.**

IUCN welcomes the report of the Australian Supervising Scientist Group which we believe responds to a number of the concerns identified by the World Heritage Mission. We also welcome the independent review by ICSU, the ongoing dialogue with the Supervising Scientist Group, and the commitment of the Australian Government to implement fully the ICSU recommendations and incorporate these into the design of the Jabiluka mine.

We regret however to note that we remain concerned that the report of the Supervising Scientist Group and the ICSU review, both confirm the existence of uncertainties despite the extensive process of EIA, including the Environmental Impact Statement (EIS) and the Public Environmental Review (PER), that has been pursued in approving the Jabiluka mine project and allowing excavation of the mine decline to proceed over the course of the past year. Specifically the review of areas of scientific uncertainty by the Supervising Scientist has both identified “areas for improvement in the hydrological model” and highlighted issues that need to be addressed in the “detailed design” of the water management system for Jabiluka. In other words, weaknesses in the mine design were recognised only following international review by the World Heritage Mission, and the final design of the mine and the detailed chronology of its development, is not yet available, including details for issues of major concern, notably the water retention system and the disposal of tailings. Mr Chairman, while it may be argued that his level of uncertainty is normal in mine design, it is IUCN's view that it is of serious concern for a mine that is physically located within the boundaries of a World Heritage site. We therefore believe that the potential threat to the natural values of Kakadu as identified by the World Heritage Mission remains. We do not believe that the recently proposed sequential development of Ranger and Jabiluka removes this threat.

## **2. Visual Encroachment.**

In its response to the World Heritage Mission, the Government of Australia has expressed its view that the evidence did not substantiate the “case for visual encroachment as a significant issue or as a threat”. Having considered the arguments given for this response IUCN has reaffirmed its support for the view of the World Heritage Mission that the Jabiluka mine constitutes an ascertained threat to the natural values of Kakadu. We do so while recognising that the Jabiluka lease is equivalent to less than 1% of the Park, and that it is not legally part of the Park. However the lease does lie within the boundaries of the Park. We also do not believe that this is an issue of percentages. To take an analogy, the human heart represents only a few percent of our total body weight, but where would we be without one. Jabiluka lies in a uniquely important part of Kakadu’s landscape, in the middle of the small part of the Park that lies between the escarpment and the floodplain of the Magela River. We believe this to be a place of special visual value, whose significance far outweighs its size. We recognise however that it is the Committee who will have to assess whether locating an industrial development within a critical part of Kakadu represents an acceptable visual intrusion within the boundaries of a World Heritage site that is justly recognised internationally for its landscape values.

Mr Chairman, these concerns have been strengthened by the report of the Supervising Scientist that recommends increasing the capacity of the retention pond at Jabiluka, an increase that has been estimated as being of the order of 50%. Similarly the 20km road has not yet been constructed, but will be if the project proceeds. Both would aggravate the visual encroachment which we consider to already be severe.

Mr Chairman, we would like to close by noting the concern that the Jabiluka lease existed when Stage III of Kakadu was listed as a World Heritage property. At that time however, existing Government policy, what is known as the three mines policy, precluded mining at Jabiluka. The current situation has arisen through a change in Government policy, a situation that we believe argues in favour of robust long-term solution to the threats Kakadu is facing. Mr Chairman thank you for the opportunity to make this presentation and I now hand over to ICOMOS.

**Déclaration présentée par M. Jean-Louis Luxen, Secrétaire-général, ICOMOS**

Monsieur le Président.

Lors de la réunion du Bureau en solidarité avec les deux autres organismes consultatifs j'ai eu l'occasion de présenter la position de l'ICOMOS. Ce texte est repris en ANNEX III CONF205/INF 4.

Je souhaiterais, Monsieur le Président faire une intervention en deux parties. Tout d'abord résumer dans les grandes lignes l'intervention que nous avons faites au Bureau. Et je souhaiterais dans une seconde partie, pouvoir formuler un certain nombre de propositions qui tiennent compte de l'intervention que nous venons d'entendre et des initiatives dont ont fait état les autorités de l'Australie.

Nous avons reçu le rapport *Australia Kakadu* établi par les autorités australiennes, dans un remarquable effort d'information et de complément d'indication comme il leur avait été demandé. Ce rapport a été soumis à un certain nombre d'experts ou de collègues, a fait l'objet d'appréciations parfois nuancées tenant compte des différences dans la connaissance et d'appréciation concrète de la situation. Et je dois vous dire Monsieur le Président avec une convergence dans les conclusions pour dire que pour l'essentiel, les graves préoccupations qui avaient été exprimées à Kyoto sur base du rapport de mission *in UNESCO* de 1998, que ces préoccupations nous paraissent rester tout à fait pertinentes, qui correspondent d'ailleurs aux prises de position que nous avons eues à Kyoto.

Nous nous rallions par conséquent avec la proposition de nos collègues des deux autres organes consultatifs, pour considérer que le site devrait être mis sur la liste du patrimoine en Danger pour trois raisons principales :

La première consiste dans l'impact physique et symbolique de l'exploitation minière, tenant compte du fait que le site du patrimoine mondial renferme des lieux sacrés et que nul ne conteste l'importance spirituelle par exemple du site du Boiwek-Almudj et des pistes du Dreaming.

La seconde raison est que même s'il s'agit d'une enclave minière, nous croyons que les valeurs culturelles du site inscrit débordent les frontières du site et font partie d'un réseaux beaucoup plus étendu, en particulier si l'on tient compte de la signification des sentiers du Dreaming.

Et enfin troisièmement nous avons pris en compte les droits des propriétaires traditionnels, pour considérer que la légitimité de leur relation particulière avec leur terre devait être mieux reconnue. Je crois d'ailleurs que pour le fond de ces matières je n'ai pas entendu d'opinion contraire de la part des autorités de l'Australie.

Il nous est apparu, c'est le dernier point dont nous faisons état dans la communication devant le Bureau, qu'un des problèmes majeur qui avait déjà été souligné par le rapport de la mission UNESCO, était le rétablissement d'un dialogue et d'une communication par les parties concernées. Et à ce sujet comme le rapport du Bureau, on ne peut que regretter que les

travaux n'aient pas été interrompus après la réunion de Kyoto, malgré l'appel par consensus dans l'ensemble du Comité du patrimoine mondial. Il nous paraît que la poursuite des travaux assurément n'a pas permis le rétablissement de ce dialogue et de cette relation de confiance.

Où en sommes-nous aujourd'hui Monsieur le Président ?

Je voudrais dire tout d'abord qu'il faut tenir compte de l'intervention des autorités australiennes, notamment parce que nous reconnaissons tous, et en particulier l'ICOMOS, l'implication exemplaire de l'Australie dans la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial depuis ses tous débuts. Il y a là une attitude à bien des égards exemplaires de la part d'un Etat partie, mais précisément aussi Monsieur le Président, quand un Etat prend une telle avancée et prend tant d'initiatives il doit comprendre qu'aux yeux de la Communauté internationale, il se donne aussi une responsabilité singulière dans la manière dont il répond aux interpellations du Comité du patrimoine mondial. Il nous semble si nous voyons les choses en terme positif et très largement dans les perspectives proposées par le rapport du Bureau, qu'il y ait d'abord un geste de la part des autorités australiennes qui permette de rétablir le dialogue, la confiance et la communication. Peut-être surtout au niveau local, mais peut-être aussi au plan international.

Ce dialogue est essentiel si nous voulons comme le proposait déjà le rapport de l'UNESCO, et comme le propose le Bureau procéder à un exercice qui nous paraît fondamental qui est l'établissement d'une carte culturelle des sites sacrés et des sites d'importance en terme de valeur intangible, dans le site du patrimoine mondial, ou dans l'enclave ou dans l'environnement. C'est un exercice difficile auquel on ne peut procéder qu'en dialogue avec les personnes concernées, puisqu'il s'agit de trouver une formule pour que soient identifiés en quelque sorte les supports matériels à des traditions culturelles vivantes. C'était d'ailleurs la recommandation 8 du rapport de l'UNESCO. Il nous paraît que cette carte culturelle est essentielle, et il nous semble aussi qu'elle ne peut être établie que si un dialogue s'instaure avec les propriétaires traditionnels.

Autre point important, qui est indiqué déjà dans le rapport du Bureau, c'est la nécessité d'établir un plan de gestion aussi complet que possible. C'est la responsabilité de l'Etat-partie, clairement. Mais, je crois qu'un consensus est là pour dire que un tel plan de gestion ne peut être établi que s'il est conçu et mis en oeuvre en relation avec les populations locales, les populations indigènes. Il y a un certain nombre d'études d'incidence auquel il faut procéder, pour que l'on cerne beaucoup mieux les concepts, et les valeurs intangibles dont il est fait état. A cet égard avec modestie Monsieur le Président, nous pouvons faire offre de service, si d'une manière ou d'une autre les autorités australiennes croient qu'à travers le comité national australien, à travers des experts que l'on désigne, ou par une instance de l'ICOMOS international, nous pouvons contribuer à l'établissement de ce plan de gestion.

Nous sommes en présence Monsieur le Président, et c'est notre conviction, de valeurs intangibles très fragiles. Et à cet égard il y a deux nécessités, tout d'abord pour tous, pour la communauté scientifique aussi, nécessité d'approfondir et d'examiner la situation dans une approche scientifique transparente :

Il n'apparaît pas toujours clairement aux yeux de tous comment se traduit concrètement l'expérience des sites sacrés, dont nous a fait état tout à l'heure avec beaucoup d'éloquence la représentante du peuple Mirrar.

Et il y a une seconde nécessité me semble-t-il aussi, qui est d'affiner en terme juridique et en terme opérationnel ces notions de sites sacrés de manière à pouvoir les prendre en compte réellement dans la mise en oeuvre d'une convention, sachant qu'il s'agit là de valeurs intangibles.

A cet égard, Monsieur le Président lorsqu'on écoute attentivement l'intervention des honorables représentant du gouvernement australien, il semble qu'une perspective se dessine dans l'engagement de ne pas procéder de manière concomitante à l'exploitation commerciale des deux sites miniers. Peut-être faudrait-il encore une plus grande clarté puisque dans le document que ERA, qui est l'*Energy Resource Australia* vient de nous distribuer en début de séance, on nous signale quand même que certaines opérations de prélèvement de minerais doivent pouvoir se faire à partir de 2001. Il nous semble un peu qu'en matière d'exploitation minière c'est un peu tout ou rien qui se présente si l'on veut rétablir le climat de confiance. Et je me demande s'il n'y a pas là dans la démarche déjà largement entamée par les autorités australiennes un pas supplémentaire qui pourrait consister dans l'établissement d'un moratoire permettant précisément de renouer le dialogue.

Enfin, Monsieur le Président, nous croyons que d'une crise peut sortir une avancée, et que dans les travaux dans l'histoire du Comité du patrimoine mondial, peut-être que la possibilité s'offre à l'Australie qui a déjà beaucoup contribué à cette convention, qu'elle s'offre à l'Australie de mettre mieux en lumière des préoccupations très actuelles dans nos travaux. Je veux dire d'une part la reconnaissance des droits culturels des communautés indigènes, et d'autre part le respect des valeurs intangibles du patrimoine culturel et naturel. Ça ce sont nos convictions Monsieur le Président, maintenant nous sommes un organe consultatif et nous avons dit notre conviction, il appartient nous le savons au Comité de prendre les mesures qui à ses yeux sont les plus efficaces pour dépasser le blocage actuel, et assurer la crédibilité de la Convention. Je vous remercie.

### **Déclaration présentée par M. Herb Stovel, ICCROM**

Mr Chairman, as we noted last week in our presentation to the Bureau, ICCROM has thus far focussed its attention, in reviewing the various claims made in relation to Kakadu, on the integrity of process and the necessary elements for objective analysis of the issues involved. ICCROM recognises that objectivity in assessing cultural values and the impact of proposed actions on these values involves close attention to those for whom the values hold most meaning. In this context, the Preamble to the World Heritage Committee's 1998 mission report emphasised the fundamental importance of "ensuring thorough and continuing participation, negotiation and communication with Aboriginal traditional owners in the conservation of the outstanding universal values of Kakadu for future generations."

The Mirrar people are legally the undisputed traditional owners and custodians of the Jabiluka area and hence are the undisputed spokespeople for the outstanding universal cultural associations cited under criterion (vi) of the Operational Guidelines. In this, the Mirrar share with the Australian Government the weight of responsibility for the conservation of the cultural values in this part of Kakadu, and we acknowledge their efforts to be present today to assist the Committee in its deliberations.

*Australia 's Kakadu*, the Australian Government report of April 15, 1999, does not attempt to claim that the Government has fulfilled the World Heritage Committee mission's above request for ensuring thorough and continuing dialogue with the traditional owners. Yet, as we have heard this morning, the Mirrar, as traditional owners, continue to voice their strong belief that the cultural values of Kakadu are threatened by site works at Jabiluka.

We cannot dismiss these voices as coming from a negligibly small group of indigenous owners. The Mirrar, through the oral transmission of their traditions, beliefs and values, bear witness to a rare strand of human memory, unbroken for some 50,000 years. Indeed, as the Australian continent is home to the longest continuing human cultures on this planet, we believe that the Committee holds a special responsibility to protect the vulnerable link between the Mirrar people and the land which has nourished them physically and spiritually for so long. ICCROM would like to emphasise the fragility of these links; where cultural values are transmitted orally, the survival of language is perhaps the key indicator of cultural health. 64% of the indigenous languages spoken at the time of European contact are now extinct, and only 8% - for the most part in Northern Australia - can be described as "strong". The claim of the Mirrar people, that the current site operations, particularly in the sacred Boyweg-Almudj area, are destroying the very fabric of their culture, deserves the most serious attention of this Committee.

ICCROM is of the opinion accordingly, that the outstanding cultural values of Kakadu National Park are, at this moment in time, in danger from ascertained and potential threats and that the site should be inscribed on the World Heritage List in Danger.

Concerning the material evidence of impacts of the mining operations on tangible forms of cultural expression - on the rock art and archaeological sites on the Mirrar lands - the dust and vibration studies made available to ICCROM last Thursday do not discount the impact of these threats. Accordingly, in the terms of the Convention, ICCROM must state that



the existence of these potential threats provides additional justification for inscription of Kakadu on the World Heritage List in Danger.

During its presentation to the Bureau last week, ICCROM concluded by noting its discomfort with the heavily polarised nature of this debate. ICCROM stated that should this debate end without reconciliation, the real loser would be the World Heritage Convention and its moral power, as a unifying force for humanity. ICCROM further noted that inscription of the property on the World Heritage List in Danger should be accompanied by strenuous efforts to support dialogue between the Government of Australia, the Mirrar people and other key stakeholders, in order to foster approaches to site use which could meet their respective interests. ICCROM therefore welcomes the dialogue which was began last week by the Australian government with the Mirrar people and would be pleased to offer our support to all efforts to ensure these negotiations continue in good faith, and to ensure implementation of negotiated outcomes. ICCROM further believes that appropriate solutions must be based on clear technical information on matters such as the true nature of the sequential mining proposed by the Government of Australia, the location of milling for ore from Jabiluka. and the provision of detailed site development and rehabilitation plans.

In conclusion Mr. Chairman - and speaking now on behalf of the three Advisory bodies together (ICOMOS, ICCROM, IUCN) - we would like to signal together our pleasure that a dialogue between the Australian Government and the Mirrar People has began. The Advisory Bodies would like to further note that we would be pleased to continue to assist the Committee in its work to ensure that the threats facing Kakadu are addressed both now as negotiations continue, and in the long term.

However, in the light of our opinion that the response of the Australian Government to the issues raised by the Committee last December has not removed the threats posing ascertained and potential dangers to Kakadu National Park, and in view of the recognition by the Bureau in its report of last Friday that the threats and uncertainties we have identified remain present, we believe that the conditions continue to exist for inscribing Kakadu on the World Heritage List in Danger and that the Committee, if it is to be consistent with its use of the criteria for such inscription in the past, should inscribe Kakadu on the World Heritage List in Danger immediately.

We further believe that failure to do so after such an extensive process of analysis and review may undermine the high standards of integrity and accountability for which the World Heritage Convention has until now enjoyed such high international respect and support.

We ask, Mr. Chairman, that our comments be included in the record of this meeting.

## ANNEXE IX

**Présentation du Dr Arthur Johnston, Scientifique australien chargé de la supervision**

## SLIDE 1 INTRODUCTION

Thank you Mr Chairman for the opportunity to address the Committee on the Supervising Scientist's report to the World Heritage Committee on the Jabiluka Project. The report itself is a substantial document and I will only be able to summarise the main points in the short time available to me. In addition, I will be addressing the Committee again on our response to the review of the Report that was carried out by the ICSU independent scientific panel and it is my judgement that members of the Committee will wish to be fully briefed on that response. I will, therefore, try and be particularly brief in my summary of the original report.

## SLIDE 2 THE REPORT

The Report is in fact made up of six separate reports. Five of these relate to the future Jabiluka project. These are the Main Report of the Supervising Scientist which addresses all of the issues raised by the World Heritage Committee and draws upon information contained within the four consultancy reports on:

- Hydrometeorology
- Climate change
- Hydrological modelling, and
- Groundwater dispersion.

These four reports were provided by experts in these respective fields within Australia. The sixth report, while not specifically on Jabiluka, is very important. It provides an assessment by the Supervising Scientist of the extent to which the environment near the Ranger mine has been protected throughout the past 18 years. This assessment is based upon the research of the Supervising Scientist over the past 21 years and upon the monitoring programs carried out by the mining company. No adverse impact on the environment has occurred during the operation of the Ranger mine.

## SLIDE 3 THE ISSUES

The principal issues addressed in the report are those identified by the World Heritage Committee. These are:

- Hydrological modelling
- Severe weather events
- Storage of uranium ore on the surface
- Long-term storage of the mine tailings

I will briefly summarise the conclusions on each of these issues

#### SLIDE 4 HYDROLOGICAL MODELLING

It was found that, while there were reservations about the methods used by ERA, the value derived for the I in 10,000 annual rainfall was correct. Our conclusions on evaporation from open ponds were that all of the proposals made by the Australian scientists who criticised the EIS had already been taken into account by ERA in the design of the water management system for Jabiluka. However it was also concluded that the so called "inverse relationship" between rainfall and evaporation should be included in future water management modelling. For evaporation in the ventilation shafts' our conclusion was that the ERA design engineers intended to provide the necessary energy by the use of humidifiers but, in our view, this would prove to be very expensive and that an increase in the pond area from 9ha to about 13ha would be required. Given our experience at Ranger, this increase is not expected to give rise to adverse environmental effects.

#### SLIDE 5 PREDICTION AND IMPACT OF SEVERE WEATHER EVENTS

We agreed with Professor Wasson and his colleagues that climate in the region has been very different in the past 10,000 years from that at present and that it would very probably be very different in the next 10,000 years. However, we concluded that their concerns were unjustified because there will not be any tailings repositories or retention ponds on the surface following rehabilitation in about 30 years time. Our analysis of Probable Maximum Precipitation events indicates that bounds around the perimeter of the mine site would need to be increased slightly but this is a fairly trivial exercise. The detailed analysis of possible climate change in the region of Jabiluka indicates that, while some change is likely, it is not necessary to alter the water management system design at this stage to take climate change into account. Rather, the situation will need to be kept under assessment and changes made at some future stage if required.

#### SLIDE 6 STORAGE OF URANIUM ON THE SURFACE

A very extensive analysis is presented in the report on the design of the water storage pond at Jabiluka to ensure that, except under very extreme circumstances, all water that runs off the mine site or seeps into the mine throughout the life of the mine, is collected in and is retained by the pond. That is, the Jabiluka mine is designed to ensure that there is total containment of all water and none is released to the wetlands of Kakadu National Park. I will not present the details of this design. Rather, I will concentrate here on evaluation of the risks involved for the wetlands if an extreme event occurs and some water is released into the Park. The results presented refer to the actual design proposed by ERA. Such a release could take place if a very unusual wet season occurred, or a sequence of wet seasons, such as one would only expect once in 1000 years. Other possibilities include events, such as a severe earthquake, which lead to the failure of the pond embankment and the subsequent flow of water from the pond to the wetlands.

#### SLIDE 7 EXCEEDING POND CAPACITY

This graph shows the probability of radiation exposure of people living downstream from the mine, and consuming foods collected from the wetlands, if the capacity of the pond is exceeded. The highest radiation exposure estimated, with a probability of occurrence of about I in 100,000, is about 25 microSievert. This dose, which would only occur once in 30

years, is a factor of 40 lower than the dose permitted for members of the public every year from the operation of a mine or any other radiation related utility. It is about a factor of 100 lower than each of us receives every year of our lives from natural radiation exposure. The conclusion reached is that the risk to people is extremely small. Similar analyses show that the risk to the animals and plants of the wetlands of Kakadu National Park is very small.

#### SLIDE 8 EARTHQUAKE - PROTECTION OF PEOPLE

This graph shows the probability of radiation exposure of people living downstream from the mine in the event of an extreme earthquake. The highest radiation exposure calculated is less than one tenth of the public dose limit but its probability of occurrence is extremely small, around 1 in 100 MILLION. Once again, there is no significant risk that people would be adversely affected even if an earthquake destroyed the retention pond.

#### SLIDE 9 EARTHQUAKE - PROTECTION OF ECOSYSTEMS

This graph shows the probability that aquatic animals living in the waters of the Magela floodplain could be adversely affected if an earthquake occurred and destroyed the pond embankment. Two sets of data are presented. The outer curve is the area of the floodplain beyond which no adverse effects would be expected to occur. The inner curve is the area of the floodplain inside of which the toxicology data imply that adverse effects would occur. Between the curves, there are likely to be some effects on some species, for example invertebrates. In interpreting these data, it should be remembered that the area of the floodplain is greater than 150 square kilometres. Thus, there is an extremely small probability<sup>7</sup> about 1 in 100 MILLION, that a small area of the floodplain, about 1%, would exhibit definite effects on some species of invertebrates. At this level of probability, effects could even persist out to 10% of the floodplain. At more realistic probabilities, say 1 in 10,000, definite effects would only be expected within a very small area, about 0.5 square kilometres and some effects could persist out to several square kilometres. It is important to note, however, that these effects, if they occur, would be transitory. The uranium in the water would be diluted by the next years wet season and would be washed out to sea. The ecosystem would then fully recover and there would not be any permanent damage.

#### SLIDE 10 LONG TERM STORAGE OF MILL TAILINGS

Many of the concerns that people have about uranium mining at Jabiluka relate to the long-term storage of tailings and the possible dispersal of the tailings or their constituents from the mine site.

The issues can be divided into :

- Effects arising from the physical dispersal of the solid tailings, and
- Effects arising from dispersal of the chemical constituents, particularly the radionuclides, in groundwater.

The project approved by the Government at Jabiluka was one in which 100% of the tailings will be returned underground to the mine void or to specially excavated silos. Because of this requirement, the tailings will be covered by at least 100 metres of sandstone or schist and sandstone. It would take about 200 Million years to erode this rock cover so there is no

risk to the wetlands of Kakadu from the physical dispersion of the tailings. In our report, we presented a detailed analysis of dispersal of contaminants h~ groundwater and I can briefly show the principal results obtained.

#### SLIDE 11 DISPERSAL OF CONTAMINANTS EAST OF THE REPOSITORIES

The principal constituents of concern are Sulphate, Uranium and Radium. This graph shows the probable movement of these chemicals in groundwater in an easterly direction from the mine. For sulphate, the time scale is 200 years while for the radionuclides the time is 1000 years. It can be seen that sulphate would be expected to move out from the mine deep underground by less than 100 metres. Uranium would move only 30 metres and radium about 10 metres. Beyond these distances, concentrations would be below naturally occurring concentrations.

#### SLIDE 12 DISPERSAL OF CONTAMINANTS WEST OF THE REPOSITORIES

West of the mine towards the Magela floodplain, the permeability of the aquifer is higher and the contaminants would move more rapidly. Sulphate is estimated to move up to 500 metres, while for uranium and radium the distance is about 150 metres and 50 metres. It must be emphasised, however, that only a very small fraction of the groundwater is expected to move towards the surface. Most of the movement will be far below the floodplain and the contaminants will move out to sea in the very long-term. In addition, the concentrations of these constituents in the acid sulphate soils of the floodplain are naturally high and the effect on these natural concentrations will be very low. We have concluded, therefore, that dispersal of contaminants in groundwater does not pose a long-term threat to the wetlands of Kakadu.

#### SLIDE 13 CONCLUSIONS

We concluded that

- The natural values of Kakadu National Park are not threatened by the Jabiluka development.
- The degree of scientific certainty that applies to this assessment is very high.
- There is no justification for a decision of the World Heritage Committee that the natural World Heritage values of Kakadu National Park are in Danger.

**Présentation du Professeur Brian Wilkinson,  
chef du Comité scientifique indépendant de l'ICSU**

Some parts of today's presentation were made last Wednesday, but I understand that there are some members present today who were not here on Wednesday. So it may be helpful to them if I repeat the background to the Independent Scientific Panel. I think that it is important that the meeting understands the structure of the panel and our brief.

There were four members of the Independent Scientific Panel, which was established by ICSU:

Dr John Rodda - President of the International Association of Hydrological Sciences and formerly Director of Water Resources at the World Meteorological Organisation;  
Professor Gene Likens - Director of the Institute of Ecosystem Studies in New York;  
Professor Jane Plant - Assistant Director, British Geological Survey; and myself  
Professor Brian Wilkinson - Professor at the University of Reading and formerly Director of the Centre for Ecology and Hydrology. The Panel members were selected by ICSU and I was asked by ICSU, with the agreement of the Panel, to act as Team Leader.

The Panel's work began on 22 April 1999 as soon as the first documentation became available, and our report was submitted on 14 May 1999 against a deadline of 15 May 1999. Our brief was to make a scientific review of the report – “Assessment of the Jabiluka Project” (WHC-99/CONF.205/INF.3C) from The Australian Supervising Scientist. We have just had a presentation from Dr Johnston, The Supervising Scientist. We also saw a number of other supporting documents - but in the time available there was a limitation on the information that was readily available. I regret that our insights may have been restricted by not having visited Jabiluka or the Kakadu World Heritage Site.

Panel members' comments were consolidated into the first draft. All Panel members approved our Final Report prior to its transmission to ICSU and UNESCO. Other than the presentation of its report to the Bureau, which I make today, the Panel has discharged its remit to ICSU on the delivery of its report on 14 May 1999.

However, during June Dr Arthur Johnston, the Supervising Scientist, contacted me to say he would like some clarification on the Recommendations in the Independent Science Panel Report. I obtained agreement from the Panel members and from ICSU and UNESCO to hold a telephone conversation and this took place on 3 June 1999 with a subsequent approved conversation on 11 June 1999. There are agreed notes of these conversations available.

Towards the end of June I received a 62 page report giving the response of The Supervising Scientist to the Independent Scientific Panel Review. I forwarded this document to my fellow Panel members but they have had no time to make a formal assessment of this and furthermore believe such a consideration is outside their original brief from ICSU. I understand that this response document has been made available to the Bureau and that Dr Johnston will perhaps speak to it later this morning and I look forward to that.

I intervened earlier this morning to say that I was very surprised to see reference in the Rapporteur's note of the twenty-third session of the Bureau WHC-99/CONF.205/INF.4. There was reference in three places where it states that a dialogue had started between the Australian Supervising Scientist and the Independent Science Panel to resolve some of the outstanding issues and that this has began to show some progress on questions relating to the scientific issues. May I say Sir that ICSU protests strongly against this. This simply is not the case.

The telephone conversations were concerned with the Supervising Scientist seeking insights into our Recommendations. A full scientific dialogue has not started. That is not to say that a dialogue is not necessary. It may be but it simply has not taken place. ICSU would wish to see the record amended and as you suggest Sir, we will provide an appropriate set of words.

Turning to the Independent Science Panel's Report - we considered that we could conveniently divide the work into four activity areas as follows:

1. Hydrological modelling and the assessment of the retention pond design capacity
2. Risk assessment for the ERA proposal
3. Long-term storage of the mine tailings
4. General environmental protection issues

However, there is strong interaction between these various areas and the Panel took these interactions into account in making its 17 Recommendations, which are given at the end of the Panel's Report. If I can now take each of these areas in turn and give a very brief overview of what the Panel considered to be the important scientific issues:

#### 1. Hydrological modelling and Assessment of Retention Pond Design Capacity

The design of the retention ponds at Jabiluka is crucially dependent on the records of rainfall and evaporation. It is fortunate that such a good 88 year rainfall record exists at Oenpelli and that there is good correlation with the shorter Jabiru record. However, it is recognized that rain gauges often under record and the Panel considered it would be prudent to increase rainfall data by 5% and to rerun the water balance calculations.

The rainfall records have been extended using synthetic data generation techniques. A study of evaporation based on evaporation pan records was also made and we consider that suitable rainfall and evaporation sequences have now been established for use in retention pond and water balance design. The rainfall and evaporation data were used in a run-off model and using a Monte Carlo approach, an acceptable method has been developed for determining the design pond capacity against extreme weather events. It would, however, have been valuable to have seen such calculations undertaken for Ranger and compared with Ranger's operational performance.

The Supervising Scientist's Report did not give a clear picture of the water balance between the various flows on the proposed Jabiluka Mine. We considered that this information is needed if a proper assessment is to be made. So while we considered that a suitable design approach has been developed, we have not seen a final design for the water

management system and this is a cause for concern to the panel and has of course restricted our assessment.

The assumption in the rainfall analysis is one of stationarity i.e. the climate over the next 30 years will be the same as that represented by the past 88 years of record. However, I think that all of us in this room are conscious of climate change issues. The appendix by Jones *et al* in the Supervising Scientist's Report analyses the climate change issue in what we considered to be a very comprehensive way, nevertheless this is an area of considerable uncertainty among the international scientific community. We believe that it was somewhat dismissed in the Supervising Scientist's Report but the Panel considers that it must be kept under constant review, and if the mine proceeds new works may need to be introduced and operational methods may need to be modified as new information becomes available. We would ask, is there an appropriate mechanism to enable such modifications, if required, to be made during the life of the mine can be instituted?

## 2. Risk Assessment for the ERA Proposal.

To protect the environment against pollutants a policy of containment of mill and ore stockpile water in retention ponds is proposed. The Panel are in full agreement with this approach but there could be an impact on the aquatic ecosystem due to changes in the water balance which would result. This Section of the Supervising Scientist's Report also focussed on the concentration of contaminants in the ponds and the prospect of pond failure which would release water into the environment.

We noted that the principle source of contaminants entering the ponds would be from the ore stockpile. We were uncertain as to whether any allowance had been made for the effects that evaporation may have in concentrating the contaminants in the ponds. We saw no reference to this potential issue. On occasion the ponds may go dry but there was little reference to dust blow from the ponds from rock piles or elsewhere on the mine site.

The Ranger model for radiation exposure to members of the public had been applied to Jabiluka. We seek evidence that this transfer from one site to the other is appropriate. It is also important to include chemical toxicity in such models.

In the event of the water in the ponds escaping, an assessment was made in the Supervising Scientist's Report of the impact on the aquatic ecosystem. This appeared to be based on the use of "surrogate species " for the whole aquatic ecosystem. We would seek justification that single species act as adequate indicators in this way.

## 3. Long Term Storage of Tailings.

The proposal to return the tailings to the mine void or into silos 100 metres below surface will remove a major source of potential environmental contamination in the short to medium term.

The question is - how far will the contaminants move in the longer term as a result of groundwater transport? A number of mathematical models to predict the spread of uranium, radium and sulphate were described in the Supervising Scientist's Report.



This modelling approach was welcomed by the Panel and is appropriate providing the relevant hydrological and geochemical parameters are used. However, we had reservations in that:

- the modelling, as described, was not set within the overall groundwater flow pattern;
- no isotope measurements were quoted which may have enabled the age of the sub-surface water to be established;
- there is some uncertainty as to the permeability parameters used in the models;
- there is some uncertainty on the stability of the tailing/cement mix and the geochemical interactions between the potential pollutants and the rock.

And there are other concerns. We understand that additional testing is being undertaken and new information is being obtained and this must be used in additional three dimensional groundwater models involving rock/contaminant interaction and set in an overall groundwater flow context. Until such work is complete it is difficult to assess whether there is a long term problem arising from the sub-surface storage of tailings or not.

#### 4. General Environmental Protection Issues

We noted the prospect of the mine life being extended from 30 years to 40, 50 or even 60 years. No consideration appeared to have been given as to how an extended mine life would change the impacts on the environment.

The Panel considers that such assessments should be made now and should not be delayed. For example if the life of the mine is extended will future tailings be disposed of sub-surface or not?

The mining and the silo work will lead to sandstone rock piles. Sediment from these could have a major impact on the aquatic ecosystem but there was little or no information on this. There are a series of related questions - Where will this rock be placed, what land form will it have; how will it be rehabilitated?

In relation to the total landscape or catchment analysis for Jabiluka mine - this appeared to have been somewhat dismissed in the Supervising Scientist's Report. The Panel considered that such an analysis to be critical and necessary.

The Panel considered it also necessary that a firm and binding commitment to long term possibly 100 year monitoring of surface, groundwater and the ecosystem on the Jabiluka site in relation to Kakadu National Park was necessary. It was also necessary to establish this binding commitment to reparation in the event of unforeseen impacts from mining activity.

The conclusions in our Report and the 17 Recommendations can be placed in four broad categories as follows:

First category - some of the analyses in the Supervising Scientist's Report do lead to the assessment of impacts of the proposed Jabiluka mining operation being made with a higher degree of certainty than formerly (e.g. method for hydrological analysis);

Secondly - there are some recommendations that we suggest should be followed out of prudence (e.g. 5% increase in rainfall data and others);

Thirdly - there are some areas in the Supervising Scientist Report where we were unable to make a judgement on ascertainable or potential impacts due to the lack of information or data;

Fourthly - there were some elements dealt with in what we considered to be an unsatisfactory way in the Supervising Scientist's Report, and there were some important issues that were missing. Nine of our Recommendations fall in this latter category. It may well be that some of our concerns are addressed, by the Supervising Scientist's response to the Independent Science Panel Report - but this response of course would require detailed consideration by the Panel and as such it lies outside our brief at the present time.

Overall, our assessment of the ascertainable or potential risks were made more difficult by the fact that the design of the mine is still evolving. There are still, therefore, uncertainties e.g. how large will the footprint of the retention ponds and other works be? etc.

Because of these uncertainties with respect to the final design there is a theme running through the Supervising Scientist's Report of "trust us" and we will ensure that the final works fully meet the environmental requirements. It has been suggested this morning that perhaps this approach is based on the Supervising Scientist's 18 years of operational experience at Ranger.

However, Kakadu is such a rich and important site in terms of World Heritage values that we believe that such assurances should be accompanied by firm and binding commitments, not just on the present administration but also on those in the future. These are particularly important for both short and long term monitoring and reparation in the event of this monitoring exposing some presently unforeseen event or threat. The Panel considers that there remain many areas of scientific uncertainty in relation to quantifying potential impacts.

If I may Sir, finally have the overhead. The overhead shows that the Panel identified 17 scientific factors that still need to be resolved. 13 out of these 17 recommendations are fundamental to resolving the scientific issues and therefore require discussion and a proper response from the Supervising Scientist.

Thank you very much Sir.

**Réponse du Dr Arthur Johnston, Scientifique australien chargé de la supervision  
à l'examen des questions scientifiques l'ICSU**

**THE JABILUKA PROJECT**

**KEY ISSUES**

- · HYDROLOGICAL MODELLING
- · RISK ASSESSMENT OF THE ERA PROPOSAL
- · LONG-TERM STORAGE OF TAILINGS
- · GENERAL ENVIRONMENTAL PROTECTION ISSUES

**HYDROLOGICAL MODELLING**

**RECOMMENDATION 1**

**Increase rainfall by 5%**

- · Bureau of Meteorology advises this is not standard practice in Australia
- · Note the conservatism in other areas of hydrological modelling
- · Accept the recommendation

**HYDROLOGICAL MODELLING**

**RECOMMENDATION 2**

**Rainfall and evaporation measurements should commence at JABILUKA**

- · ERA commenced these measurements in 1996 (rainfall) and 1998 (evaporation)

**HYDROLOGICAL MODELLING**

**RECOMMENDATION 3**

**Climate change to be reviewed throughout the project**

- · The Mine Site Technical Committee will review all water management issues throughout the life of the project
- ERA will be required to provide additional storage if necessary
- · This occurred at Ranger in 1986

**HYDROLOGICAL MODELLING**

**RECOMMENDATION 4**

**Runoff coefficients to be validated at Ranger**

- The runoff coefficients used were derived from the Ranger modelling

**HYDROLOGICAL MODELLING****RECOMMENDATION 5****Assurances should be given on mill water requirements etc**

- Information should be supplied
- All information has been supplied
- · Water consumption estimates are all based on experience at Ranger
- · Estimates of groundwater ingress being revised based on decline observations

**RISK ASSESSMENT****RECOMMENDATION 6****Radiation exposure to be specific to Jabiluka**

- · Model specific to Jabiluka now developed
- · Results are similar to those in the Report
- · Effects of chemical toxicity are negligible

**RISK ASSESSMENT****RECOMMENDATION 7****Biological recycling to be investigated**

- · Biotic and abiotic recycling was investigated for Ranger; chemical toxicity dominant risk
- · For Jabiluka, total Uranium released in an extreme event would be small compared to the uranium recycled naturally in the vegetation on the Magela floodplain
- · Uranium in sediment will be 1000 times lower than toxic concentrations

**RISK ASSESSMENT****RECOMMENDATION 8****Retention pond to be partitioned**

- · This repeats a recommendation of the Supervising Scientist
- · The pond will be partitioned

**STORAGE OF TAILINGS****RECOMMENDATION 9****Flow rates and permeabilities to be confirmed by dating etc**

- · Groundwater near Jabiluka is very old; dated at 4000 - 5000 years by <sup>14</sup>C

- Water flow into the decline low compared to predictions; applies to both sandstone and schist
- Bores above the decline show no response to construction of the decline
- The unconformity between the schist and sandstone is dry

These observations confirm that the permeabilities used were reasonable and conservative

#### **STORAGE OF TAILINGS**

##### **RECOMMENDATION 10**

###### **Present results as cumulative probability plots**

- Cumulative probability plots have been included in the Supervising Scientist's response

#### **STORAGE OF TAILINGS**

##### **RECOMMENDATION 11**

###### **Geochemical research results to be included in three dimensional groundwater modelling**

- ERA is currently conducting the recommended geochemical research
- 3-D modelling, including the results of the geochemical research, is a requirement on ERA prior to final approval

#### **STORAGE OF TAILINGS**

##### **RECOMMENDATION 12**

###### **Extend groundwater modelling to 10,000 years**

- 10,000 year results presented in Supervising Scientist's response
- Under worst case assumptions,
  - uranium into floodplain each year is a very small fraction of that recycled naturally
  - sulphate remains below natural concentrations

#### **GENERAL ISSUES**

##### **RECOMMENDATION 13**

###### **Waste rock erosion to be assessed**

- Previously assessed by the Supervising Scientist
- With no controls, sediment load in Swift Creek would increase by 40%
- Progressive revegetation will reduce erosion by more than a factor of ten. The impact on Swift Creek will be negligible

**GENERAL ISSUES****RECOMMENDATION 14****Extend risk assessment to 60 years**

- · Assessed in the Supervising Scientist's response
- · No significant change in risk estimates for the ERA proposal

**GENERAL ISSUES****RECOMMENDATION 15****Landscape scale ecological risk assessment to be carried out**

- · Landscape scale ecological hazard analysis carried out in response
- · Concluded that only significant hazard is erosion of the waste rock dump
- · This issue already assessed by Supervising Scientist; the risk is small

**GENERAL ISSUES****RECOMMENDATION 16****Assurance sought on adequate rehabilitation fund**

- · Approval of the Jabiluka Project requires a Bank Guarantee to cover government estimated cost of rehabilitation
- · This ensures that the full cost of rehabilitation will be covered even if ERA becomes bankrupt at any time

**GENERAL ISSUES****RECOMMENDATION 17****Commitment to long-term monitoring needed**

- · Government approval contains a provision for long-term monitoring
- · Monitoring program will be reviewed regularly

**SUPERVISING SCIENTIST'S CONCLUSIONS**

- · All ICSU recommendations have been or are being implemented
- · The natural values of Kakadu National Park are not threatened by the Jabiluka project

### Déclaration de la Thaïlande

Mr Chairman,

Permit me to refer to my intervention at the Kyoto Committee meeting last December. Although I raised a number of points, the thrust of intervention was to seek the opportunity for the Government of Australia to provide their side of information so that the Committee is in a position to make an informed decision. I did this in conformity with the legal maxim, *audi alteram partem*, that no one shall be condemned unheard, which is one of the principles of natural justice.

Now at this extraordinary session of the Committee, we have at our disposal relevant documents from both sides as well as the Review of an Independent Scientific Panel of the scientific issues associated with the proposed mining of uranium at Jabiluka. We are at this session in a position to understand the overall situations and address this issue objectively, provided that we distance ourselves from the emotional aspects surrounding the issue.

I shall recapitulate the following points:

1. Jabiluka, Ranger, and Koongarra are not and have never been part of Kakadu World Heritage area, although they are enclosed within the World Heritage site. For the reason of the predated three mining leases, these three enclaves are not included in the three-stage nomination and inscription of Kakadu as World Heritage property. Nevertheless, if mining in any of these enclaves affects the integrity of the World Heritage property, relevant provisions of the World Heritage Convention and roles of the Operational Guidelines must be applied for the protection and conservation of the World Heritage property.
2. Mining at Ranger has been in continuous operation for two decades with no reported adverse effects causing deterioration of the values of the surrounding World Heritage site. Presumably, the protection regime put in place at Ranger works effectively.
3. In comparison with the Ranger open-cut mine, the Jabiluka project entails an underground mine and ten times smaller and the Ranger mine. The Report of the Supervising Scientist examined all technical and scientific aspects of the Jabiluka mine proposal and concluded that the natural values of Kakadu are not under threat from the Jabiluka mine development. The review of this Report by an Independent Science Panel established by the International Council of Science (ICSU) did not affirm the existence of severe ascertained dangers to the Kakadu World Heritage values, although the panel considered that there remained additional measurements and analytical activities that should be undertaken. The Australian Minister of Environment and Heritage, has accepted in full all of the recommendations made by the Australian and Supervising Scientist as well as those of ICSU for implementation and incorporation into the design of the Jabiluka mine project. Thus the enhanced environmental protection regime governing Jabiluka mine and the Kakadu World Heritage property is ensured.
4. Concerning the socio-cultural and economic conditions of the Aboriginal communities living in Kakadu as well as the cultural values of the World Heritage site, the Australian

Minister of Environment and Heritage has indicated in his letter of 8 July 1999 to the Chair that his Government has developed a series of additional measures to deal with the issues of concern. The initiatives include the implementation of the Kakadu Regional Impact Study; Cultural Heritage Management Plan; cultural landscape nomination; economic benefits flowing from sequential mining development; and transfer of management responsibilities to traditional owners. It should be noted that some of these issues are domestic matters and some are matters under other international instruments, and are therefore outside the scope of the World Heritage Convention.

In consideration of the points as stated in 3 and 4, and in terms of impartiality and objectivity, there seems to be no valid ground for including Kakadu in the List of World Heritage in Danger.

Be that as it may, it is conceivable that one may still argue for inscribing Kakadu on the List of World Heritage in Danger except on the condition that Australia discontinues the Jabiluka mine project. Such an attitude and conditionality amount to taking it for granted that the measure of entering a World Heritage property on the List of World Heritage in Danger is a punishment. This is contrary to the spirit and the provisions of the Convention and the Operational Guidelines requiring a programme of corrective measures to be implemented for the conservation and rehabilitation of World Heritage property entered on the List of World Heritage in Danger.

Mr Chairman, I shall conclude by clarifying one crucial legal point involved in the context of what I have stated. I hold the view, as also stated in the Committee session in Kyoto, that the World Heritage Committee has the authority under the Convention (Article 11, paragraph 4, the last provision) to make a new entry in the List of World Heritage in Danger at any time, *in case of urgent need*, without the consent of the State Party concerned. The focal point of significance of this provision lies in the phrase "in case of urgent need". This means that even if the World Heritage values of Kakadu are not in danger at this moment of time from ascertained or potential threats and thus not on the List of World Heritage in Danger, but at any time in the future if the mining activities at Jabiluka happen to cause damage to the values of Kakadu, this constitutes the case of urgent need. Thus the World Heritage Committee has the authority to inscribe Kakadu on the World Heritage List in Danger without the consent of Australia. However, if the Jabiluka mine project is considered a potential danger but has not yet actually caused a damage to the value of Kakadu, this is not a case of urgent need. For this reason Kakadu can not be included in the World Heritage List without the consent of Australia.

Thank you, Mr Chairman.



### Déclaration du Japon

1. The Delegation of Japan has listened with extremely good care and interest to the interventions by the various consultative bodies as well as the scientists both from Australia and ICSU. Certainly the points made by these previous speakers included reference to uncertainties still remaining, about scientific aspects. As well they included very serious concern about the negative impact upon the living culture of Aboriginal traditional owners or Aboriginal community that are quite relevant.
2. I recall that the general atmosphere in Kyoto was very much, more or less, a consensus atmosphere, very much inclined to take immediate action to inscribe this property upon the Danger List in the light of concerns that I just mentioned a few minutes ago. Although these concerns are still remaining I agree. However the Delegation of Japan is very much interested in the developments made during the last six months, particularly during last week. These developments are quoted in the decision by the Bureau. Maybe some part of the scientific part of the Bureau decision needs to be reconsidered on the basis of the intervention by Professor Wilkinson. Nevertheless there are a number of developments as stated in the Bureau decision:
  - a) The first one is the announcement by the Australian Government to cancel the planned parallel commercial scale mining by postponing the commercial full scale mining at Jabiluka to year 2009. I think that this avoidance of parallel commercial mining may deserve some of important issues even not if satisfactory but that gives answer to this. Of course this is not a perfect and 100% satisfactory answer. Nevertheless the Japanese Delegation note with great interest that this is a good step for correcting the negative impact;
  - b) Secondly, the Japanese Delegation note with pleasure that some even preliminary, but some start of dialogue has just started last week. To my knowledge around three rounds of talks between the Australian Delegation, particularly Senator Hill, and Aboriginal traditional owners took place. This was also referred to by Madame Yvonne at the outset of this morning's session. The Japanese Delegation attaches particular importance to this process of trust and confidence building process which lacked to this date in dealing with this important subject.
  - c) Thirdly about scientific aspects. I understand very well from the intervention by Professor Wilkinson a genuine dialogue between the Australian Supervising Scientist and ICSU's Independent Scientific Panel did not yet start. He is proposing such a dialogue in the second phase in the year 2000. But nevertheless over six months I noticed that tremendous work was made by the Australian Supervising Scientist in the form of certain preparations. Also very good work even under the time constraint by ICSU's independent panel. Under the current circumstances, as stated repeated by Professor Wilkinson there is still not sufficient availability of data, and the exchange of comments or proposals or recommendations are in a preliminary stage. But such an

international exercise in scientific deliberations over the last six months has resulted in many outputs and observations presented to this Committee.

3. The view of the Japanese Delegation is that:
  - a) it is the time for this Committee to encourage this development (see a) to c) above) to be pursued with sincerity from parties concerned.
  - b) We need some time more to watch closely the further developments to be made in the coming months before taking any decision.
  - c) As a reminder, the World Heritage Committee has the prerogative to inscribe a property on the Danger list at any moment. And if as the Thai Delegate mentioned, if further developments are not satisfactory ones or if pursuit of such development were not implemented then this Committee can recourse to the exercise of this prerogative.
  - d) The work of the World Heritage Committee is not to hunt properties one by one for mechanical inscription of a property upon the in Danger List. Instead our task is to seek with full sincerity and with full efforts corrective measures. Listing on the in Danger List and deletion from the World Heritage List are to the end and will be the last resort for this Committee. Again for our work in the coming months, or coming years, the distinguished observer of ICOMOS made quite useful recommendations and suggestions - such as for this Committee to announce a more clear message to respect the value of living culture or to recommend the Australian Government to have a better established framework of a dialogue with Aboriginal traditional owners.

In conclusion, the Japanese Delegation is of the view that it is not the time for this Committee to take immediate action to inscribe this property on the Danger List. Instead the task before this Committee is to recommend various actions to be pursued by the Australian Government and recommend other organisations such as ISP of ICSU as well as the Australian Supervising Scientist to pursue their work. In this respect the proposal made by Professor Wilkinson on behalf of the ICSU experts is quite a useful and interesting one in pursuing this scientific work on the basis of three phases in the years coming.

### Déclaration de la France

Je vous remercie Monsieur le Président.

Je crois que notre Comité avait pris une bonne décision à Kyoto en repoussant de six mois le moment où nous devions décider définitivement sur cette affaire. A la fois parce qu'il me semble que ces six mois ont été mis à profit pour recueillir une masse d'information considérable qui éclaire très utilement le Comité, et d'autre part parce je crois que l'esprit un peu trop conflictuel qui régnait à Kyoto a fait place ici à une volonté manifeste de trouver un terrain de dialogue beaucoup plus constructif.

Alors, je crois que nous devons tous, tout le monde du Comité remercier très vivement tous ceux qui ont travaillé pendant ces quelques mois et pendant des délais assez brefs, précisément pour mieux informer le Comité. Je voudrais saluer tout particulièrement le travail de grande qualité fournis par les organes consultatifs. Parce que même si je ne partage pas intégralement leurs conclusions, je considère qu'ils ont soulevé toute une série de points de première importance, et souvent des points doctrinaux, qui mérite une réflexion approfondie, et j'y reviendrai tout à l'heure. Bien entendu, je remercie aussi l'Etat-partie pour s'être engagé dans cette forme de dialogue constructif avec le Comité, conformément à l'esprit de confiance qui doit régner entre nous. Je regretterais simplement qu'il n'ait pas été répondu à l'appel que notre Comité avait lancé à Kyoto à suspendre les travaux jusqu'à la présente session.

Néanmoins, je crois que c'est ainsi que nous devons procéder avec sérieux, sérénité, sans nous laisser influencer par des pressions extérieures, en évitant tout risque de politisation abusive. Il nous appartient de prendre aujourd'hui une décision, une vraie décision, une décision qui ne soit ni cosmétique, ni dilatoire. Il faut qu'elle soit claire et basée sur des engagements contraignants.

Qu'est-ce que c'est qu'une bonne décision ? C'est simple; c'est évidemment celle qui renforce le plus efficacement la protection de Kakadu. La France souhaite que le Comité parvienne à cette décision par la voie du consensus. Bien sûr il n'y a de consensus possible que si la crédibilité, l'autorité de notre Comité, et les principes de la Convention sont intégralement préservés. Tout ce qui tendrait à les affaiblir n'aurait pas notre consentement. Mais d'un autre côté nous devons également prendre en compte, les explications, les initiatives, les propositions qui ont été formulées par l'Etat-partie, et prendre en compte aussi les difficultés qu'il rencontre dans la gestion du bien, car nous ne sommes pas un tribunal ou une cour de justice.

Notre objectif c'est d'aider l'Etat-partie à faire face aux problèmes qu'il rencontre dans le stricte respect de ses obligations. Evidemment, en contrepartie le Comité attend des autorités australiennes qu'elles fassent tout ce qui relève de leur compétence pour favoriser cette solution. J'ai l'impression que nous avons bien progresser et que les discussions qui ont eu lieu au Bureau la semaine dernière et encore aujourd'hui dessinent les bases d'un consensus conforme aux principes que je viens de rappeler. Les autorités australiennes ont incontestablement fait un mouvement en direction des recommandations émises à Kyoto, et manifestées par plusieurs gestes, leur bonne volonté.

Si je comprends bien le sens de leur proposition, l'Australie s'engage à différer l'exploitation de la mine de Jabiluka et à mettre à profit la pause ainsi ménagée, pour d'une part, résoudre les questions scientifiques en suspend, et nous avons vu qu'elles sont nombreuses et complexes, et d'autre part, régler le contentieux actuel avec les communautés aborigènes. Et de ce point de vue j'ai entendu dire que le dialogue avait été repris avec la communauté Mirrar, et je m'en réjoui et je suis heureux que le Comité ait entendu Madame la représentante de cette communauté. Ce qui est tout à fait d'ailleurs dans ses attributions, parce que je crois qu'il doit veiller lorsque le dialogue est interrompu à essayer de le renouer entre les parties. Je crois que l'économie générale d'une solution de ce type pourrait convenir à la France dès lors bien entendu qu'elle est assise sur, encore une fois, des engagements fermes, précis, vérifiables, assortis le cas échéant d'un calendrier.

Il y a quelques questions qui méritent à mon avis encore d'être éclairées pour être bien sûr de quoi l'on parle. En particulier, le Sénateur Hill a dit tout à l'heure qu'il y aurait une petite phase de chevauchement mais pas d'exploitation commerciale pleine et entière entre Jabiluka et Ranger. J'aimerais en savoir un petit peu plus sur ce qu'est cette phase de chevauchement, et en particulier à quoi répond l'exploitation de mille tonnes annuelle qui est prévue à partir de 2001 :

- Est-ce que c'est une exploitation de caractère commerciale ?
- Est-ce que c'est une exploitation destinée à faire des tests ?
- Je ne suis pas spécialiste évidemment, mais je crois qu'il est bon que l'on ait les idées très claires sur ce à quoi l'on veut aboutir. Je voudrais également être sûr d'avoir bien compris qu'il s'agit de renoncer à toute forme d'exploitation avant 2001, c'est à dire de ne passer à une forme d'exploitation que lorsque les principaux problèmes de nature à la fois scientifique et culturelle auront été résolus.
- Est-ce que ça signifie qu'avant le passage de cette phase de 2001, le Comité sera chargé de vérifier que ces conditions ont bien été remplies ?

Je crois qu'il s'agit là de précisions qui visent encore une fois à faire en sorte qu'il n'y ait pas de malentendu, pas d'ambiguïté, et qu'on ne se retrouve pas comme nous l'avons été depuis quelques temps dans des débats inextricables. Je pense d'ailleurs qu'un certain nombre de propositions qui ont été faites de façon très opportune par ICOMOS sur la mise en place d'un plan de management, sur la nécessité de faire une cartographie des sites culturels, sont également un élément très important pour aller dans le sens de la confiance retrouvée, je dirais que la confiance n'a jamais manqué, mais il est vrai qu'il est bon à certains moments de la renforcer. Je voudrais également que nous méditations la leçon de Kakadu. Au-delà de Kakadu il me semble que nous devrions prendre un peu de recul pour éviter la répétition de semblables affaires.

Premièrement, certains l'ont dit avant moi, il ne faut pas que la décision que nous prendrons donne l'impression, ou soit interprétée comme une forme de renoncement de la part de notre Comité à sa prérogative d'inscrire un site sur la Liste en péril. Et je crois qu'il faut dire à ceux qui invoquent l'inscription comme une sanction, ou à ceux qui la redoutent comme une marque d'infamie qu'ils commettent une erreur d'appréciation, ce n'est pas ça l'esprit du patrimoine en péril.

Il serait important que notre Comité le rappelle assez fortement. Je crois que nous devons être désormais très vigilants lorsque nous inscrivons un bien pour définir les règles que nous

établissons et les obligations que souscrit l'Etat intéressé, afin d'assurer dans la durée la cohérence juridique de nos décisions. Et sur ce point, je me réfère à ce qu'a dit excellemment le distingué délégué de la Thaïlande, qui en ces matières est orfèvre. Je crois en effet que lors des sessions qui ont conduit à l'inscription du site, un certain nombre de choses n'ont pas été suffisamment clarifiées, sans doute. Et c'est pourquoi, on a à discuter aujourd'hui de problèmes relatifs au statut, au régime juridique des enclaves ou à la possibilité ou non d'exercer une activité minière.

Troisièmement, nous devons également réfléchir à ce qui est une contradiction croissante entre la stabilité des normes juridiques de la Convention, et l'évolution des sensibilités ou de la conception même du patrimoine. L'affaire de Kakadu en est une illustration exemplaire, on soulève aujourd'hui toute une série de questions qui sont certainement pertinentes, relatives par exemple à la localisation des sites sacrés, ou à la validité du consentement donné par les propriétaires traditionnels, mais qui avait été passées sous silence en 1981, 1987, et 1992. D'ailleurs, et je le dis sans esprit polémique dans cette affaire, tout le monde a changé de position depuis le moment de l'inscription : l'Etat-partie, les organes consultatifs, et peut-être pas notre Comité, je l'espère en tout cas.

Donc, il ne faut pas que la mise en oeuvre de la Convention soit tributaire des changements de politique, de doctrine ou d'intérêt des uns et des autres. Parce qu'on risquerait par ce biais de rentrer dans une logique de rétroactivité qui selon moi risquerait d'altérer la sécurité juridique que les dispositions de la Convention confèrent aux Etats détenteurs de biens inscrits. Mais chers collègues je vous fais parts de ces remarques qui sont un peu extérieurs à la décision que nous allons prendre, mais je crois que c'est aussi une façon de faire un bon usage du problème compliqué qui nous est posé aujourd'hui. En tout cas et en conclusion, je rappelle que la France considère que les bases pour arriver à un consensus nous paraissent largement établies sous réserve encore une fois que soient précisés un certain nombre d'engagements, et en tout cas la France, pour sa part, soutiendra toute solution allant dans ce sens. Je vous remercie.

### **Déclaration du Canada**

The issues of Kakadu National Park are very complex, involving a broad array of natural and cultural heritage matters. They have really presented, I think a challenge to States Parties as individual members, because we each have in our own countries different but similar situations, and to the Committee as a whole, to the Advisory Bodies and ultimately to the effectiveness of the Convention itself. Canada wishes to express its appreciation to all those who have contributed to improving our understanding of these complex matters. I would particularly like to signal the tremendous amount of work done by the Government of Australia to meet the requests of the Committee from its Kyoto meeting, the World Heritage Centre, the scientific advisory bodies, the Independent Scientific Panel, the Bureau discussions last week, today's intervention from the Mirrar people and a letter that we have received today from the mining company itself.

Canada wanted to recall that in 1972, the World Heritage Convention was negotiated among State Parties as an instrument of international co-operation, to protect heritage sites of outstanding universal value. It is a carefully crafted document that strikes a balance between the sovereignty of State Parties (art. 6) and their duty to co-operate internationally, and I draw your attention particularly to Article 6 which I regard to be a key article of the Convention. The Convention focuses not on sanctions, as other Delegates have pointed out, but on means to share expertise, to offer technical support and encourage constructive dialogue. As some have said, the Convention is not a tribunal, but an instrument of co-operation. It works through encouraging dialogue and identifying measures to improve the protection of World Heritage sites as the delegate of France just mentioned.

In that context, Canada appreciates the serious efforts that Australia has made to respond to the issues raised by the Committee about Kakadu National Park at Kyoto. As many here know, Australia has a track record of strong participation in the work of the Convention. And in addition to the presentation of this morning, I would note the strong participation of the head of Delegation over a number of years on the work of the Consultative Body, to improve the Operational Guidelines, ensure financial probity through the financial audit and to improve the management of the World Heritage Centre through the Management Audit.

In the case of Kakadu I think Australia has listened to the concerns raised by the World Heritage Committee and has responded with many measures that they have proposed in document CONF 205/INF. 3G, called "Protecting Kakadu National Park". I have also noted the positive commitments of the mining company in their letter of this morning and the Ministers additional remarks that he made today.

In reviewing the Bureau recommendation of last week, which clearly offers a basis for moving forward in this matter, Canada wishes to make the following two specific suggestions:

1. On the matter of science, we agree that there were scientific uncertainties before this session in Paris and probably continue to be some but we are very satisfied with the Australian Governments commitment, contained in WHC-99/CONF.205/INF 3G, to

implement fully all the recommendations made by the Supervising Scientist and the international Independent Scientific Panel. Therefore, like Thailand, Canada considers that articles 1(c), 2 (c) and 6 of the Bureau recommendation require some reworking and possible deletion of parts of them.

2. Our second specific comment about the Bureau recommendation is with regard to the Cultural Heritage Management Plan. We believe, and we agree with the Government of Australia, that article 4 of the Bureau recommendation should be simplified. Australia has a clear legal framework and well established processes to develop a Cultural Heritage Plan. In addition, we do take note and welcome the Australian Government's recognition of the primordial participation of the Aboriginal people in general, and the Mirrar people in particular, in the development of this plan and also to establish a Reference Group to include key stakeholders and ICOMOS. The Government might wish to add ICCROM to that list, as the other advisory body in the cultural area, to this Reference Group.

Additional matters that the Committee might wish to follow over time are found in WHC-99/CONF.205/3G. I would think that the ones the Committee would particularly want to follow would be the Government's offer to reduce by half the size of the Jabiru town site, also some of the initiatives that have been set forth to address social and cultural concerns of the Mirrar people and the offer to produce a monitoring report for 31 October 1999 and thereafter annual monitoring reports. These are key indicators that the Committee may wish to be informed about as the situation progresses.

Finally, and most importantly, we come to the needs and concerns of the traditional owners, the Mirrar people as expressed by Yvonne Margarula the Senior traditional owner, and her representatives over the last week. Like Japan we support the Bureau observation (2b) as Japan, and appreciate the efforts of the Mirrar and the Government to have taken the opportunity of this Paris meeting to open a new dialogue. Particularly important is the commitment of the Australian and Northern Territory governments to ensure that a significant pause is provided, so that there is an opportunity for building trust and confidence. From our experience in Canada, discussions between governments and aboriginal peoples require a lot of time, if they are to be meaningful. The commitment of the Government and ERA to work with the Mirrar people to establish a full dialogue and to involve them in seeking solutions to significant cultural and social matters offers a constructive way forward. The Committee will want to follow, with diligence, the developments of this dialogue.

Canada is reminded of the manner in which serious threats to the Galapagos Islands have been addressed through dialogue and discussion between that State Party and the World Heritage Committee over the last few years. Indeed, the Minister of Environment for Ecuador gave it such priority that he personally came to the World Heritage Committee meeting in Merida, Mexico (as the Minister has come here today and this week) and undertook measures to address threats to the site. We have since seen a dramatic turnaround at the Galapagos World Heritage site. This was a clear demonstration of the strength and effectiveness of the Convention.

As for Kakadu World Heritage site, Canada respects the views of the Mirrar people and like France, Canada appreciates the rigor of the advice of the Advisory Bodies and the Independent Scientific Panel. Nonetheless, Canada believes that the commitment of the Government of Australia and the mining company are such that an appropriate response,

already expressed by Japan, Thailand and France at this meeting of the World Heritage Committee, is to support constructive steps towards protection of Kakadu World Heritage site. Australia has clearly indicated that it will report on the situation at the December meeting in Morocco and in subsequent years.

In closing, I would like to share my delegations view that, despite the difficulties and challenges we are encountering here, the constructive dialogue and progress made at this meeting are proof of the strength and viability of the World Heritage Convention.



### **Déclaration des Etats-Unis d'Amérique**

Thank you Mr Chairman,

The United States agrees with the eloquent statements made by our distinguished delegates from Japan, France and Canada.

The United States has listened very carefully, reviewed all of the material and we acknowledge that while inscription on the List in Danger may be appropriate under paragraphs 82 and 83 of section III of the Operational Guidelines, the United States feels that in recognizing the importance of maintaining the credibility and spirit of the Convention, and out of respect for Australia's sovereignty, that the concerns raised here today can be addressed adequately without placing Kakadu on the List in Danger.

Rather, paragraph 86 provides a mechanism for the development of consensus program for corrective measures established by working with Australia. After all, the purpose of this Convention is to protect World Heritage Sites in the most effective way possible.

The United States would also like to thank the Australian Delegation - not just for their hard work in the past six months since Kyoto, but for their outstanding efforts this week. They have conducted themselves in a manner that should be respected, admired and appreciated by all of us Committee members.

I also must give credit to the Bureau and other Committee members for the thoughtful manner in which they have approached this difficult task.

Lastly, I'd like to strongly echo the distinguished Delegate of Canada's excellent characterisation and recognition of the importance of the Government Australia and the Mirrar taking the opportunity to open what we all hope will be a fruitful and continuing dialogue.

Thank you.

### Déclaration du Zimbabwe

Mr Chairman,

Zimbabwe wants to add its voice to the call for an amicable resolution of the Kakadu issue as indicated by Japan. It was with great pain that Zimbabwe decided to back the decision to put Kakadu on the World Heritage Properties in Danger. It would even be more painful today to see that wonderful site inscribed on that List. We subscribe to the view that it may not be necessary to arrive at that conclusion and therefore we strongly advocate for a way that will avoid such a scenario while at the same time satisfying the legitimate concerns expressed by the World Heritage Committee in Kyoto.

Zimbabwe, and this has been underlined already, sees this as a test case. The World Heritage Convention stands on two feet: one political because States Parties are political organs and the other professional because the natural and cultural heritage at stake requires an incisive and calculated approach. All along, Zimbabwe has underplayed the political foot, and thereby entrusting its fate in the hands of experts who are in the natural and cultural heritage field. We strongly believe that this should be the case. I wish to give credit to the Advisory Bodies on their well done and convincing evaluation.

The Kakadu issue poses for us great challenges as has been alluded to by the Mirrar representative this morning. To what extent is it political and to what extent a purely cultural heritage issue?

We face in our case the Victoria Falls problem which was on the agenda in Kyoto and which was also discussed by the Bureau a few days ago. Kakadu will provide points on how best we should be able to resolve our issue.

We also have the Khami Ruins, which the World Heritage Committee generously provided funding for because it was deteriorating and the World Heritage Committee warned us of the dangers it was facing. Was it an act of bad faith we now ask when we accepted that listing? In essence, Mr Chairman we are now asking ourselves, is it humiliating to have a property on the Danger list or is it an honour so that one can be able to correct what needs to be corrected? We believe Kakadu has the ingredients for a possible answer. We are here not to look at Kakadu *per se* but we are looking at ourselves for solutions not just for but for the future. Let us not set a wrong precedent. As an African coming from a country which went through similar violations of its cultural values by European settlers I wish to appeal to the Australians to respect the values, the sacred values of the Mirrar people and to increase its dialogue with those people. We, Mr Chairman, also think that a possible solution lies in the ICSU three phase approach and we wish to emphasise that there should be a moratorium on the mining activities until the uncertainties that have been shown today are cleared and the Aboriginal concerns are also addressed in a more serious manner. I thank you.

### Déclaration du Mexique

Thank you Mr Chairman.

Twenty-seven years ago the UNESCO Member States agreed to apply a co-operation scheme for the conservation of the World Cultural and Natural Heritage.

Co-operation remains and must continue to be the main tool for the conservation of the World Heritage.

It is therefore a matter of concern for my Delegation to note that for some sectors the co-operation approach implies that the in Danger List should be changed for a system to judge national policies and measures. We cannot agree on that intention.

Without going in to the specifics of the Kakadu case on behalf of my Delegation I would like to make the following remarks:

- a) We express our appreciation for the intensive work that has been done by the Centre and its Advisory Bodies and for the efforts of the Australian Government to fulfil its obligations under the Convention.
- b) Each case should be considered on its own merit, therefore, the Kakadu case must not establish a precedent for the consideration of future cases.
- c) In the absence of explicit changes in the objectives of the World Heritage Convention and appropriate amendments in its Operational Guidelines, there is not room for converting the List of sites in Danger as a political tool to punish States Parties for their actions.
- d) The adoption and implementation of a programme of corrective actions as provided in Operational Guideline Paragraph 85 must remain as a responsibility of the State Party concerned. The actual Operational Guidelines of the Convention do not provide for the adoption of a prescriptive approach. Here again I would like to reiterate the Kakadu case cannot and must not imply a *de facto* change in the principles and criteria that we have agreed to co-operate in the conservation of World Heritage.
- e) A programme of corrective actions can only be put in place in cases in which a property is inscribed in the List of World Heritage in Danger as stated in Paragraph 85 of the Operational Guidelines. In the absence of such a decision there is not room for a detailed and long term follow-up process.
- f) Finally, for any case under consideration of this Committee it is essential that the full agreement and consent of the State concerned with the decision adopted by the Committee. This is essential to maintain the spirit of co-operation of the World Heritage Convention. Thank you.

### **Déclaration de Cuba**

Merci Monsieur le Président, je serai très brève. La ratification de notre critère avec la réunion du Bureau est aujourd'hui la même. Parce que je lis attentivement le document de l'évaluation scientifique supérieur. Quand on lit ce document, on est sûr qu'il y a des problèmes, qu'il y a des dangers à Kakadu. C'est pour ça que je suis d'accord avec les organismes scientifiques, comme ICOMOS , IUCN, et ICCROM que c'est notre organisation consultative, que nous devons appuyer dans ce critère, car ils sont l'organisation qui a fait que la Convention s'est exprimée. C'est pour ça que je considère que nous, en tout cas, voterons pour le critère des organisations consultatives.

### Déclaration du Niger

Merci Monsieur le Président.

Je vais essayer d'être très bref. Les orateurs qui m'ont précédé ont déjà dit l'essentiel de mes idées je voudrais insister sur quelques points tout simplement. Monsieur le Président, donc ma délégation a lu avec le plus grand intérêt les documents qui ont été soumis à notre appréciation, elle a également suivi les débats qui se sont tenus au sein du Bureau, mais également les débats qui se sont tenus ce matin ici même. De la lecture de ces documents et du suivi de ces discussions nous avons retenu un certain nombre de points, deux essentiellement.

Nous avons retenu que sur Kakadu, certaines inquiétudes sont prouvées, d'autres sont potentielles, existent sur l'environnement, d'autres aussi existent sur les valeurs culturelles auxquelles sont attachées les populations locales. Mais nous avons aussi retenu Monsieur le Président que le gouvernement australien a fourni beaucoup d'efforts pour remédier, en tout cas à certaines de ces incertitudes qui sont prouvées, et que le gouvernement australien est également disposé à aller de l'avant pour chercher une solution équitable à tous les problèmes qui se posent.

Donc cela dit Monsieur le Président, je voudrais insister sur deux petits points D'abord demander à ce que notre Comité fasse très attention, qu'il fasse attention pour servir la Convention. Il ne faudrait donc pas qu'on prenne des décisions précipitées, nous ne devons pas transformer, certains l'ont déjà dit avant moi, le Comité en tribunal. Nous ne devons pas juger les parties, surtout nous ne devons pas nous immiscer dans des relations intérieures, nous devons faire extrêmement attention, parce que le cas qui nous est soumis est très délicat.

Délicat pourquoi ? Pour plusieurs raisons, mais j'évoquerai un seul. C'est que, nous parlons aujourd'hui d'exploitation d'uranium sur un site du patrimoine mondial, nous devons faire attention parce qu'il y a beaucoup de pays qui nous observent là où nous sommes, des pays en voie de développement notamment qui comptent essentiellement sur leurs ressources naturelles pour assurer leur développement. Or malheureusement, comme vous le savez Monsieur le Président, les membres du Comité, beaucoup de ces ressources se trouvent sur des sites du patrimoine mondial, des ressources vont être découvertes sur des potentiels sites du patrimoine mondial, donc nous devons faire attention sur la décision que nous devons prendre, parce que de cette décision dépendra la réaction future de ces pays qui nous observent.

Nous devons également faire attention, parce qu'il ne faudrait pas que la décision que nous allons prendre constitue une sanction ou paraîtrait comme une sanction, certains ont dit que ça peut paraître comme une sanction, d'autres ont dit non. Mais c'est vrai, nous au Niger nous avons un site qui est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial qui est en péril actuellement le site de la réserve de l'Air et du Ténére. Ça n'a pas été considéré comme une humiliation pour nous, nous avons accepté, nous savons pourquoi le site est inscrit. Mais, les cas ne sont pas les mêmes, nous devons faire extrêmement attention et examiner les cas, cas par cas. Parce que quand un pays se sent humilié, quand il pense qu'on s'immisce un peu dans ses affaires intérieures, ce pays peut se sentir sanctionné.

Donc, en résumé ce que nous devons faire c'est d'aider les Etats membres, parce que c'est à eux qu'il revient en dernier ressort de protéger leur environnement, de protéger les valeurs culturelles auxquelles sont attachées leurs populations. Nous devons les aider. Quand un pays est prêt à aller dans ce sens, je pense que nous devons l'aider. Et pour conclure, je voudrais dire que les propositions du Bureau constituent pour ma délégation une base de travail, une base de consensus, parce que ces propositions me paraissent empreintes de prudence, mais également de sagesse. Elles font un peu la part des choses, instaurent une certaine équité entre les différents intérêts en jeu. Nous devons travailler un peu, faire le toilettage de ces propositions, dans le sens du dialogue qui est demandé ici. Je me félicite de la demande de dialogue que les scientifiques eux-mêmes ont demandé ici. Donc pour conclure, faisons attention, prenons une décision pour l'avenir, une décision durable. Je vous remercie.

### **Déclaration de la Finlande**

Thank you Mr President.

The Delegation of Finland has naturally followed with great attention and interest the discussion during this morning. The Delegation of Finland also recognises and welcomes very much the information and all the actions made by the Australian Government to facilitate in resolving the many big problems of Kakadu.

Still this morning the Delegation of Finland was very concerned about the cultural values of Kakadu, not so much for the archaeological ones but even more for the intangible values of the Mirrar people. Now a draft concerning the Cultural Heritage Management Plan and it seems to give some hope that the concerns for the intangible values may be taken into consideration. The Finnish Delegation wishes that the work concerning Kakadu will be continued in confidence of all parties especially with the Mirrar people and the Government of Australia. The Delegation of Finland agrees with the recommendations of the Bureau but to be amended with the point of views of the different delegations here.

**Déclaration de l'Italie**

Merci Monsieur le Président, l'Italie se reconnaît surtout dans l'esprit et dans les suggestions présentées par la France et par le Japon.



### Déclaration du Maroc

Merci Monsieur le Président.

Je vais essayer de ne pas être long aussi, comme l'ont fait certains de mes collègues délégués d'un certain nombre de pays. Mais je voudrais que vous me permettiez d'abord de saluer l'intervention de Madame la représentante du peuple Mirrar, qui a fait le déplacement pour nous parler officiellement au nom de ce peuple, et je crois que c'est là un point qu'il ne faut pas oublier. Je voudrais aussi adresser les remerciements du Maroc aux excellentes interventions, et aux dialogues engagés devant nous par les professeurs Wilkinson et Johnston, et en disant cela je ne voudrais pas revenir à tout ce qui s'est dit, car le Maroc s'inscrit tout à fait dans la ligne tracée à la fois par la Thaïlande, surtout le Japon et la France, et le Canada.

Il me semble Monsieur le Président, que le terme qui paraît avoir retenu l'attention de nous tous dans cette session, est celui de dialogue. Tous les intervenants l'ont employé pour illustrer ou expliciter la position de leur pays. Et nous le rappelons qu'au cours de la réunion du Bureau la semaine dernière, c'était le mot de confiance qui avait émergé dans nos discussions.

Pour être pratique Monsieur le Président, il me semble que le Comité doit maintenant adresser à l'Etat-partie, qui nous a d'ailleurs donné l'impression très claire d'encourager toute initiative visant à faire évoluer la question dans le sens positif, lui adresser une invitation explicite à prendre des mesures concrètes et démonstratives pour mettre en confiance le peuple Mirrar, et je me dis ici que les propositions de l'ICOMOS me paraissent tout à fait entrer dans le cadre de cet appel que nous devons adresser à l'Etat-partie, et je veux dire par là la mise en place d'une carte culturelle, la mise en place d'un plan de gestion le plus précis possible, conçu et mis en oeuvre avec les populations autochtones, ceci me paraît important. Il appartient aussi à notre Comité de faire sien, s'il était possible les propositions du professeur Wilkinson, qui appelle à la continuation du travail et du dialogue scientifique en trois phases comme il les a bien explicitées.

En conclusion Monsieur le Président, le Maroc appuie l'idée que le temps n'est pas encore à l'inscription de Kakadu sur la Liste du patrimoine en péril, car il y a manifestement, comme beaucoup de mes collègues ont tenu à le souligner, l'apparition de signes encourageants de prise en compte positive de différentes remarques soulevées par le cas de Kakadu. Et donc, nous appuyons tous les délégués qui nous ont précédés et qui ont insisté sur ce point.

**Déclaration de l'Equateur suite à l'adoption de la décision par le Comité**

Thank you Mr Chairman.

On the instructions of my Government I have a declaration to make after the decision.

The Government of Ecuador joins the consensus reached by the Committee with a positive but critical attitude, with the hope to co-operate and contribute to the better conservation of Kakadu National Park.

Nevertheless, the Government of Ecuador would like to support and underline the importance of the several technical and scientific opinions, including those of the consulting bodies of this Committee, which assert the danger and risk of Kakadu National Park due to the mining activity. The Government of Ecuador would also like to express its concern and solidarity with the situation that is facing the indigenous population at the site.

The Government of Ecuador considers it very important to take careful consideration of the qualified opinion of the advisory bodies of the Committee as well as the willingness of the States Party to follow and accept the recommendations of the World Heritage Committee.

In that sense, the Government of Ecuador considers, following the very clear and solid opinion of the distinguished delegate from Thailand this morning, that if a case of urgent need exists, a site could be, and should be, inscribed in the World Heritage List in Danger, according to Article 11 (4) (the final sentence) of the Convention.

This position, however, doesn't mean at all that the Government of Ecuador is not recognising the efforts of Australia in order to reduce the impact of the mining activity and, on the contrary, it encourages it to continue to do so.

**Déclaration de M. Mounir Bouchenaki,  
Directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO**

Merci Monsieur le Président. Honorables délégués, à l'issue de cette session extraordinaire du Comité, je voudrais faire très rapidement parce que le temps est déjà très largement dépassé, au nom de tous mes collègues du Centre du patrimoine mondial, au nom du Directeur général de l'UNESCO, je voudrais remercier en premier lieu le Président Matsuura, qui depuis plus de six mois a travaillé sans relâche avec moi et avec l'ensemble de mes collègues particulièrement sur cette question.

Je voudrais également exprimer ma gratitude et celle de mes collègues pour M. Janos Jelen, Rapporteur, qui je dois l'avouer n'est pas un rapporteur habituel travaillant avec nous sans relâche il nous a apporté son concours précieux tout au long de la semaine qui vient de s'écouler.

Mes nouvelles responsabilités au Centre ont coïncidé avec l'organisation d'une session extraordinaire, immédiatement consécutive à la 23<sup>ème</sup> session du Bureau de notre Comité. Cela a été certainement pour le Centre et pour moi-même une expérience unique et en tout cas fort enrichissante.

Avec les représentants des autorités australiennes il n'y a pas eu de semaine depuis janvier de cette année sans échange de lettre, de fax, de E-mail et bien entendu de rencontres qui ont permis au Centre de jouer pleinement son rôle du Secrétariat de la Convention.

Avec nos organes consultatifs, avec l'ICSU, avec les représentants des ONG, nous n'avons cessé de faire en sorte que le Centre serve de relais et de point de contact dans une transparence totale pour l'ensemble de ce dossier.

Pour finir je voudrais, dire tout l'intérêt que le Directeur général a accordé à cette question relative à la protection du Parc national du Kakadu. Puis-je rappeler qu'il y a deux ans, l'UNESCO a organisé, pour la première fois, en coopération avec le Museum d'Histoire Naturelle de Paris, une exposition sur l'art rupestre australien et nous avons reçu, dans une salle similaire, une délégation d'aborigènes d'Australie qui - pour la première fois - ont accepté de présenter leur vision et leur interprétation de l'art rupestre dans les sites où ils continuent à vivre. Et je peux vous assurer que nous avons beaucoup appris, lors de ce séminaire et de cette exposition au Museum d'Histoire Naturelle. Cela montre, s'il en était besoin, combien il est important de prendre en considération la protection et la diffusion des cultures traditionnelles. Les débats de la semaine dernière et d'aujourd'hui constituent certainement pour la Convention de 1972 une avancée réelle. La Convention de 1972 est entre les mains des Etats. La protection du patrimoine est entre les mains des Etats, et le Secrétariat de l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir, et pour vous servir, et pour faire en sorte que cette Convention puisse aider à la protection, à la préservation et à la mise en valeur de notre patrimoine commun. Je vous remercie Monsieur le Président.